





# idées

## JEUNESSES

### Le point de vue de...

RICHARD DETHYRE

## Les cache-chômeurs

Richard Dethyre est membre du bureau national du Mouvement de la jeunesse communiste de France.

Pour les jeunes communistes, le chômage n'est pas un mal inévitable, venu tout droit de la « crise mondiale » et dont on ne saurait ni quand ni comment en guérir. Le chômage est voulu, organisé, entretenu et aggravé par ceux qui en tirent intérêt : les grands capitalistes avec le concours diligent de leurs commis politiques. Quelles que soient les nouvelles manigances de M. Beullac, parlant de « coup de frein », les faits sont là : trente mille chômeurs de plus en octobre par rapport à septembre.

Les conséquences du chômage sont de plus en plus intolérables. Derrière ce chiffre effrayant, un million six cent cinquante mille dont plus de sept cent mille jeunes touchés, combien de vies détrempées, de désespoir, d'angoisse et d'humiliation ? Comment tolérer en se taisant ou feignant de s'interroger pour mieux justifier ? Nous vivons une immense gluche dont Valéry Giscard d'Estaing et Barre sont les auteurs ! Pourquoi le fils d'un mineur de Bouvin (Nord) s'est-il pendu ? Pourquoi ce handicapé et cette jeune fille de Paris se sont-ils immolés devant une agence pour l'emploi ? Et ces jeunes

enseignantes ! Parce qu'ils étaient sans travail !

C'est le bilan du parti démocratique de Valéry Giscard d'Estaing : des dizaines de milliers de jeunes à l'orée de la vie sont quotidiennement plongés dans la misère. Les causes sont dans la recherche d'un plus grand profit pour les monopoles. L'existence même du chômage aggrave les causes de celui-ci : sous-consommation entraînant une sous-production, pression sur les salaires, gonflement des prix à la production, inflation. Ainsi que l'aliénation au grand capital étranger dû à l'abandon par nos gouvernements de pans entiers de l'économie française, tels la sidérurgie, le textile, l'aéronautique, la machine-outil, etc.

Dans cette situation, il est difficile pour les hommes au pouvoir de se présenter aux prochaines élections dotés d'une telle carte de visite : une nécessité s'impose, masquer les chiffres, détourner les responsabilités. Ils s'y entendent : pour eux, « les chômeurs français seraient les mieux payés du monde », alors que 60 à 70 % des jeunes ne perçoivent aucune indemnité. Ou encore « la faute revient au nombre trop grand de travailleurs immigrés » dont le départ massif serait « créateur de... treize mille emplois », mais déséquilibrerait notre économie

d'après... le même gouverner-nt.

Après le chapitre « c'est la faute aux chômeurs », M. Beullac trouve de nouveaux trucs : multiplier les trappes administratives pour s'inscrire à l'agence pour l'emploi. Mais force est de constater que cela ne suffit pas à endiguer chômage et mécontentement. D'où l'opération trois cent mille emplois pour les jeunes, dont les buts sont moins nobles que d'aucuns le prétendent.

Machineries les hommes qui nous gouvernent ! Car on sait que deux cent cinquante mille emplois sont naturellement libérés chaque année. Il s'agit là encore de dégonfler les chiffres et du même coup offrir au patronat une main-d'œuvre jeune, à surexploiter, sous-payée, ne disposant d'aucun droit, que les employeurs pourront licencier après les élections à l'issue du stage de dix, sept ou huit mois.

La lecture des « résultats » de l'opération fournis par ministres et patronat montre qu'il s'agit d'intention d'embourgeoisement, et non de création d'emplois dans lesquels figure une forte proportion de stages.

D'autre part, les offres recensées par les chambres de commerce et de l'industrie se recoupent pour une grande partie avec celles des agences pour l'emploi. En fait, il s'agit pour le gouvernement et le patronat de mettre en place un vaste dispositif « cache-chômeurs » dont le dernier million en date est la radiation ou la non-inscription des jeunes en attente d'incorporation, de ceux en attente d'un emploi dans la fonction publique ou d'entrer dans un stage de formation. Plusieurs dizaines de milliers de chômeurs vont ainsi disparaître des statistiques de décembre, janvier, février et... mars.

Il faut résolument tourner la page. Le chômage prend ses sources dans le système : c'est donc à ses causes qu'il faut s'attaquer. Dans le budget du changement présenté par Georges Marchais à l'Assemblée

nationale, nous expliquons comment nous ferons pour créer cinq cent mille emplois par an : diminuer le temps alloué à la charge de travail, libérer plus tôt les travailleurs en retraite, relancer la consommation intérieure en relevant les salaires, pensions, l'aide sociale... Lancer un grand programme industriel sur la base des nationalisations, créer des emplois nouveaux dans le secteur public et la production. Ce sont nos propositions chiffrées conformes au programme commun. Elles correspondent aux besoins urgents de notre pays et du peuple. Pour s'attaquer vraiment au chômage, il suffit de les appliquer — mais on ne peut pas en appliquer qu'un petit peu, on ramène dans les causes qui produisent le chômage : la liberté dont disposent quelques géants de décider du malheur du plus grand nombre.

En clair : ou l'on porte un coup aux monopoles et l'on porte un coup au chômage, ou l'on ménage les milliardaires et l'on porte un coup aux chômeurs. Les jeunes communistes se sentent responsables de centaines de milliers de jeunes qui souffrent. Notre seul raison d'être est de les défendre, de lutter pour qu'ils vivent vraiment autrement. Spéculer comme le fait la gauche non communiste sur la misère, la désespoir et l'impatience, qui poussent à l'urgence d'un changement quel qu'il soit — qui en fait reconduirait les mêmes causes produisant les mêmes effets — n'est guère plus glorieux que... ce que fait Barre.

L'objectif des jeunes communistes : faire soutenir ces propositions contre la misère pour une vraie union, pour un vrai changement. Afin que les jeunes — car cela dépend d'eux et non des états-majors du parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche — puissent de tout leur poids pour ramener les socialistes et les radicaux au respect des engagements de 1972, pour qu'ils laissent le pas nécessaire.

## Améliorer la liaison formation-emploi

Par JEAN PRIEUR (\*)

Le chômage des jeunes représente un des défis les plus graves rencontrés par nos sociétés occidentales depuis la dernière guerre. En France, près de 50 % des demandeurs d'emploi ont moins de vingt-cinq ans. Les statistiques de l'Agence nationale pour l'emploi prouvent que la crise atteint tous les jeunes, quel que soit leur degré de qualification. Seules quelques milliers de formations professionnelles sont créées chaque année, mais elles sont très inégalement réparties.

L'existence d'un fort taux de chômage parmi les jeunes résulte bien évidemment de la réduction des offres d'emploi due à la crise économique. Mais les problèmes d'insertion professionnelle tiennent pour une large part aux modifications intervenues dans la structure des offres d'emploi et au renforcement de la qualification des jeunes sortis de l'appareil éducatif. La crise, dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, a joué un rôle de révélateur et d'amplificateur de tendances profondes.

Selon des travaux récents, le niveau d'accroissement de qualification des premiers emplois offerts tend à fléchir. Plusieurs causes peuvent être avancées : la restructuration industrielle, développement de l'automatisation, ralentissement de la création d'emplois qualifiés dans le secteur public, etc. Face à cette évolution de l'offre, on assiste depuis plus de deux ans à une modification importante de la demande due à l'élévation générale du niveau d'éducation. C'est ainsi que le nombre d'étudiants du second degré dépasse le million et que, chaque année, plus de 200 000 jeunes obtiennent leur baccalauréat.

Dans l'avenir, le problème posé par la liaison formation-emploi n'est donc pas celui d'une insuffisance de main-d'œuvre qualifiée, comme certains continuent de l'affirmer, reprochant ainsi au système éducatif de contribuer directement au chômage, mais bien celui de la surqualification (1).

Cette divergence a pour conséquence un phénomène qui s'observe déjà à l'échelle nationale : la proportion des titulaires d'un diplôme qui ne trouvent pas d'emploi à son moment de son entrée dans la vie active.

Un renforcement de la sélection qui s'opère soit à l'occasion de l'entrée dans la vie active, soit par étapes successives tout au long de celle-ci. Dans le premier cas, les meilleurs candidats à l'emploi et de carrière sont attribués à la minorité qui a franchi les barrières successives : la correspondance entre la formation reçue et l'emploi occupé est alors généralement assurée. La majorité, qui ne possède pas les diplômes professionnels les plus recherchés, est condamnée à accepter les conditions des emplois qui sélectionnent selon des critères de moins en moins universitaires parmi une réserve croissante de main-d'œuvre.

Un marché parallèle Dans le second cas, celui de la sélection au cours de la vie active, l'accent est mis sur la formation continue : les jeunes sont invités à quitter au plus tôt l'appareil éducatif (pourquoi pas dès quatorze ans ?), sous couvert d'expériences professionnelles et moyennant la promesse d'une promotion ultérieure qui sera fonction des capacités révélées dans la vie active. Cet accroissement de la sélection par la formation initiale ou continue rend inéluctable à moyen terme, dans la mesure où il repose sur des impératifs économiques adaptés à la nouvelle situation de l'emploi et où il rencontre l'adhésion des principaux acteurs concernés : les employeurs, qui renforcent ainsi leur contrôle sur la main-d'œuvre ; les enseignants, qui consolident leur pouvoir par le caractère sélectif des diplômes délivrés ; les jeunes, qui réclament un emploi qualifié ou des expériences professionnelles plus précoces ; les parents enfin, qui, selon leur niveau culturel, incitent leurs enfants soit à poursuivre leurs études aussi loin que possible, soit à quitter l'école dès la fin de la scolarité obligatoire.

Une telle tendance pénalise cependant une majorité de jeunes en les enfermant dans un marché parallèle de l'emploi réservé à tous ceux qui n'ont pas d'expérience professionnelle et

qui ne peuvent se prévaloir d'un diplôme recherché. Elle contredit directement la recherche d'une égalisation des chances, dans la mesure où la sélection dans la formation initiale repose encore largement sur des critères culturels et où la formation continue ne peut offrir de promotions ultérieures, en l'absence d'une formation de base suffisante. Les réflexions récentes menées sur les problèmes de formation professionnelle et d'emploi, notamment à l'occasion des travaux préparatoires du VII<sup>e</sup> Plan, montrent que l'amélioration des conditions d'insertion professionnelle des jeunes passe par des actions coordonnées portant à la fois sur la formation et sur l'emploi.

Plus de deux cent mille jeunes sortent chaque année du système scolaire sans formation professionnelle véritable. Un problème aussi grave appelle des réformes structurelles rapides. Se contenter de reporter la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de dix-huit ans risque de déplacer le problème sans le résoudre réellement. Ne serait-il pas plus pertinent de définir désormais la scolarité obligatoire en termes d'années de scolarité minimum ? Un tel système respecterait davantage le rythme de l'élève et permettrait d'imposer plusieurs années de formation professionnelle à temps plein ou en alternance.

### Pour des réformes structurelles

La lutte contre une sélection aveugle condamnant définitivement nombre de jeunes à des emplois de faible intérêt exige, particulièrement dans notre pays, que l'avenir professionnel, et donc social de l'individu, ne soit pas définitivement conditionné par sa filière de formation. Cela implique un changement important de mentalités de la part des employeurs lors du recrutement et une plus grande attention portée à l'éducation permanente dont les diplômés restent très dévalorisés par rapport à ceux de l'enseignement initial.

L'aménagement d'un passage entre l'école et l'emploi devra permettre la réduction d'une partie du chômage des jeunes, dans la mesure où celui-ci résulte souvent d'un échec lors de la première insertion avec, pour conséquence, une grande instabilité de multiples réinsertions à l'Agence nationale pour l'emploi. La nécessité d'un tel « sas » n'est donc plus à prouver. Il reste à l'organiser de manière suffisamment souple, et à définir les catégories de jeunes concernés tout en évitant le risque d'une assistance sociale généralisée à la sortie de l'école.

La majorité des premiers emplois offerts sont peu qualifiés et peu attrayants, d'où l'accroissement des désillusions et de l'instabilité professionnelle. La lutte contre le chômage des jeunes passe par une restructuration progressive de ces emplois qui tiennent compte autant que possible de l'évolution du niveau de qualifications acquises. Il convient d'utiliser au maximum le capital humain, tout en conservant l'urgence de compétitivité.

Toutefois, quels que soient les efforts entrepris pour revaloriser le travail manuel, il apparaît que les limites d'une telle politique sont rapidement atteintes : certains emplois peu qualifiés dont le contenu ne peut être ni tout à fait modifié ni complété à moyen terme. Ne vaut-il pas mieux dans ce cas reconnaître notre impuissance et offrir aux jeunes qui acceptent ces emplois pour une période déterminée les garanties et les compensations auxquelles ils ont droit : travail à mi-temps, emploi occupé par plusieurs personnes, congés de formation, rémunération préparant à une qualification et conduisant à une promotion dans le cadre de la branche professionnelle, etc. ? Réduire le chômage des jeunes exige donc, outre une politique active de création d'emplois, toute une série de réformes structurelles concernant et associant le système éducatif et le monde du travail.

(\*) Chargé de mission au secrétariat général à la formation professionnelle. Rapporteur de la commission éducation du VII<sup>e</sup> Plan.

## PSYCHOLOGIE EN MIETTES

### Scolarisation et psychiatrie

EN Allemagne, un enfant sur trois est bon pour la psychiatrie. En 1969, la proportion était de un pour douze. Le rédacteur qui cite ces chiffres dans un journal allemand, partageant sans doute sur ce point l'opinion de la grande majorité de ses compatriotes, ne songe pas à mettre en question l'école, à révolutionner l'enseignement dans sa structure même. Non, il regrette simplement que les psychiâtres, et d'une manière plus générale les employés de la santé mentale, ne soient pas plus nombreux à s'occuper des « affections psychiques » des adolescents.

Ainsi, en Allemagne, mais aussi dans tous les pays industrialisés, l'école classique se double progressivement d'une école parallèle, sous la forme de centres de rééducation, d'offices médico-pédagogiques, de centres de guidance, etc., « sans que le moins du monde soit mis en question le style de vie responsable du nombre croissant d'insadaptés », écrit Maud Mannoni dans Education impossible (1).

Maud Mannoni, dans le même ouvrage, cite une étude du grand psychiatre américain Thomas Szasz : « The Psychiatrist : a policeman in the school » où Szasz montre qu'aux Etats-Unis, c'est au corps médical qu'a été délégué le soin de résoudre, à la place du corps enseignant


défaillant, le problème d'un ordre social menacé. A cette fin, les médecins, secondés par les psychologues, s'installent dans les écoles. « Nos écoles, interroge Thomas Szasz, doivent-elles donc devenir des hôpitaux de jour ? »

Il reproche aux écoles parallèles d'avoir des programmes sédatifs entièrement animés par un souci de « normalisation ».

Mais ces troubles mentaux dont est victime en Allemagne fédérale un enfant sur trois, comment se manifestent-ils ? Dans le Tagesspiegel, un professeur de psychiatrie berlinois, G. Nissen, répond : les symptômes typiques chez les enfants sont l'agitation, le manque de concentration, l'agressivité, le vandalisme, la déobéissance, voire la dépravation, et, bien sûr, les retards scolaires. Avec de tels critères, on s'étonnera qu'un enfant sur trois seulement soit pris en charge par les employés de la santé mentale. Mais nul doute qu'avec les progrès de la médicalisation et de la psychiatrie, chacun s'occupera de chacun, pour le surveiller et le contrôler au nom de la santé mentale et du « bien-être », cependant que plus personne ne s'occupera de soi.

ROLAND JACCARD.

après ASTURIAS PREVERT DRUON Jacqueline Duhème "image" ELUARD



G.P. ROUGE ET OR

مكتبة من الأصول

étranger

LES DIVISIONS D

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré

de ré







# PROCHE-ORIENT

## Libres opinions

### La logique du processus

par CLAUDE BOURDET

BEGIN n'a jamais fait mystère de ses plans d'expansion. Et malgré cela les puissances, petites et grandes, se rassurent en commentant les attitudes momentanées que Begin prend et les déclarations de circonstance par lesquelles il déguise parfois ses projets, posés en cela par l'habile Dayan. Or l'annexion de la Cisjordanie est un fait.

Begin a déclaré sans ambages, dès sa prise de pouvoir, que les territoires dits « occupés » étaient en réalité « libérés ». Dimanche, répondant aux demandes de Sadate concernant les Palestiniens, il a déclaré qu'il discuterait aussi avec les « représentants réels des Arabes d'Eretz Israël » : il ne s'agissait évidemment pas des Arabes d'Israël, représentés à la Knesset, mais des Palestiniens des territoires occupés, considérés d'ores et déjà comme sujets israéliens. Cela signifie peut-être que Begin pourrait accepter certains de leurs désirs à Golan, ce qui, créer un ou deux « Banoutans » sous strict contrôle politique et militaire israélien. A peu près personne dans la presse, sauf Eric Rouleau, n'a relevé cette remarquable déclaration. Et d'ailleurs, qui en France sait que le mythe « Eretz Israël » biblique s'étend, selon les plus extrêmes des sionistes comme Begin, à la totalité de la Palestine, plus une partie de la Jordanie et au moins quelques arpentés de Syrie ?

Sadate aurait pu, avec plus de chances de succès pour la paix, approcher Rabin et Aïlon : c'est Begin et Dayan qu'il a choisis. Mais pourquoi ? Pour Sadate, dont les forces militaires sont au plus bas, l'essentiel est d'éviter une guerre. De plus, comme sa situation est branlante à cause d'une économie en déconfiture malgré l'énorme soutien saoudien, l'essentiel c'est aussi d'obtenir un grand succès diplomatique : la restitution d'une tranche importante du Sinaï. Il s'agit là d'une concession acceptable par Begin, à condition qu'il obtienne de l'Egypte un engagement de non-belligérance qui, encore mieux que le premier accord du Sinaï et que la cession de troupes de l'ONU, rendra caduque l'alliance militaire syro-égyptienne et donnera à Israël les mains libres au nord et à l'est.

Tout cela n'est pas impossible : les préliminaires de l'accord ont peut-être été posés par Begin lors de sa visite à Bucarest au mois d'août. Les choses ont été à peu près certainement mises en forme lors de la visite secrète de Dayan au Maroc vers le 16 septembre. Hassan, allié de Sadate dans cette affaire comme dans d'autres, recevait, dit-on, pour prix de ses bons offices l'appui du lobby pro-Israël aux Etats-Unis lors de l'éventuelle guerre algéro-marocaine.

Sadate sait ce qu'il a en jeu. S'il avait encore un des doutes, le discours de Begin à la Knesset aurait mis les points sur les i. Est-ce à dire qu'il abandonne Syrie, Jordanie et Palestiniens à leur sort, en échange d'un marché dont les conditions essentielles sont d'ores et déjà définies ? Est-ce à dire qu'en reprenant point par point les clauses de la résolution 242, et en montrant la nécessité de l'Eretz Israël, il n'a fait qu'amuser la galerie ? Pas tout à fait. Mais ce qui est important c'est le tournant pris, le mécanisme mis en marche.

Sadate ne peut pas, ce qui se fait à Genève ou en dehors de Genève, accepter d'emblée une paix séparée. Peut-être — soyons optimistes — n'y songe-t-il même pas encore. Mais quand au Caire ou à Genève Begin repousse toute idée d'évacuation militaire, sauf en ce qui concerne le Sinaï et peut-être une petite tranche du Golan, Sadate pourra-t-il politiquement refuser l'accord possible et immédiat en faveur d'espérances hypothétiques et lointaines ? Ne sera-t-il pas nécessairement amené (peut-être à regret...) à se contenter de la seule satisfaction de l'intérêt égyptien ?

Je ne dénie au geste de Sadate ni sa hardiesse, ni sa liberté. Mais le courage et la volonté des hommes sont moins importants en politique que la logique des processus, et cette logique fait de l'annexion de la Cisjordanie et des territoires de Jérusalem, d'ores et déjà, le changement des rapports israélo-égyptiens est tel que le gouvernement israélien n'a plus à se préoccuper de sa frontière du sud-ouest : le rapport des forces dans la région est ainsi totalement modifié. Qu'il y ait là l'origine d'une nouvelle guerre n'est pas certain. Mais que des hommes d'Eretz Israël persévèrent que les dirigeants israéliens n'en profitent pas pour accentuer leur politique d'annexion et d'expansion me paraît inconcevable.

Il est vrai aussi que le geste de Sadate a mis en mouvement une autre dialectique : celle de l'opinion publique. En Israël comme en Egypte, et comme dans le monde arabe, les populations croient maintenant à la paix possible au Proche-Orient. Et l'opinion israélienne s'exprime librement. Mais aura-t-elle le moyen d'imposer à un visionnaire comme Begin, à des impérialistes comme Dayan et Weizmann, des concessions qui nous semblent naturelles, mais qui sont le déni de ce qu'ils ont toujours pensé et proclamé ? Ne sera-t-il pas facile de manipuler de nouveau cette opinion, en soulignant la volonté de paix israélienne face à l'Egypte et en faisant retomber sur les autres Arabes la responsabilité des impasses ? Après Munich, l'opinion était partout enthousiaste et croyait à la paix. Cela n'a rien empêché. Espérons qu'il en sera autrement.

### Alger pourrait chercher des cautions à Tripoli pour sa politique au Sahara occidental

De notre correspondant

Alger. — L'Algérie « souscrit à l'initiative libyenne de provoquer immédiatement la tenue d'une session extraordinaire des ministres arabes des affaires étrangères », écrit l'agence Algérie-Presse. Service, mardi 29 novembre, à la suite du message adressé par M. Ali Triki, chef de la diplomatie libyenne, à son collègue algérien, M. Abdelaziz Bouteflika.

De son côté, El Moudjahid laisse entendre que le « sommet » proposé par Tripoli pour le 1<sup>er</sup> décembre pourrait se tenir le 5.

Critiquant la conférence du Caire, qui risque de « se réduire à un tête-à-tête israélo-égyptien sous les auspices américains », le journal gouvernemental assure que le chef de l'Eretz égyptien s'est lourdement trompé « en voulant faire passer le corridor israélien, enrobé de cellophane égyptienne ».

El Moudjahid note que la réunion de Tripoli regroupera « ceux qui représentent la stratégie des forces contre les Chrétiens qui ont prôné Israël, ceux qui croient encore que l'unité du monde arabe peut être une réalité ».

L'Algérie, pour qui la crise du Sahara occidental représente une préoccupation prioritaire, soutient qu'il n'est pas possible de dissocier ce qui se passe au Maghreb de ce qui se passe au Proche-Orient. A ce propos, la presse rappelle que dans son discours à la Knesset

M. Begin a adressé ses félicitations à Hassan II qui avait lui-même encouragé le président Sadate à se rendre en Israël. On peut d'ailleurs se demander si, au nom de la solidarité, l'Algérie ne cherchera pas à obtenir, à la réunion de Tripoli, le soutien de ses pairs du Front du refus dans l'affaire du Sahara occidental. — F. B.

● **ERRATUM**. — Un lapsus a déformé une phrase de l'article de Daniel Junqua, « Un dialogue de sourds », publié dans la page relative au conflit du Sahara occidental (le Monde du 30 novembre). Il fallait lire : « La Cour (de La Haye) n'admettait-elle pas, a-t-il ajouté, que le colonisateur espagnol (et non « marocain », comme écrit par erreur), l'existence d'un lien juridique d'allégeance entre le sultan et certaines tribus nomades du Sahara occidental ? »

● **Le collectif national pour la Palestine** (1) a publié, mardi 29 novembre, un communiqué dénonçant « les positions capitulaires et séparatistes d'Anouar El Sadate, qui n'ont même pas réussi à amener les dirigeants israéliens à reconnaître l'existence du peuple palestinien ».

(1) B. P. 148, 75263 Paris Cedex 06.

# DIPLOMATIE

A LA CONFÉRENCE DE BELGRADE

## Les mesures destinées à renforcer la confiance font l'objet de plusieurs propositions

De notre correspondant

Belgrade. — Parallèlement aux problèmes se rattachant au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la conférence de Belgrade a consacré jusqu'à présent une grande attention aux mesures destinées à renforcer la confiance entre les blocs et à certains aspects de la sécurité et du désarmement de la première « corbeille ». Elle a constaté que, dans ces domaines, il n'y a pas eu, depuis Helsinki, de violation de l'acte final, que certains pays ont appliqué de façon plus ouverte ses dispositions facultatives, mais que, en matière de désarmement, les progrès ont été très insuffisants. Aussi, pour assurer une mise en œuvre plus efficace de l'acte final, les pays de l'Est et de l'Ouest et les pays des neutres et des non-alignés ont présenté une dizaine de propositions.

La première analyse de ces documents indique l'existence de points de convergence, mais aussi, dans plusieurs cas, de divergences prononcées. Les textes des uns et des autres n'ont donc pas de chances de recueillir le consensus indispensable à leur inscription dans le document de clôture de la conférence, dont l'élaboration ne saurait commencer qu'après la mi-janvier 1978. C'est le cas, par exemple, de la « plate-forme d'action » soviétique, qui réclame, en substance, les propositions déjà connues de M. Brejnev sur le non-recours en premier à l'arme nucléaire et le non-élargissement des groupements et alliances politiques et militaires antagonistes. La majeure partie des pays occidentaux considèrent, en effet, que cette plate-forme dépasse le cadre des tâches dévolues à la conférence.

Certaines délégations font valoir par ailleurs que les décisions de l'acte final laissent pour l'essentiel les deux super-puissances

en dehors des mesures prévues — le territoire des Etats-Unis tout entier, alors que celui de l'U.R.S.S. n'est concerné que pour une bande de 200 kilomètres le long de sa frontière occidentale — que ces puissances n'ont pas l'intention de renoncer au droit de participation aux alliances reconnues par la charte des Nations unies et l'acte final, que la politique d'alliance ne doit pas être automatiquement assimilée à celle des blocs, que le désarmement en lui-même n'est pas uniquement un problème européen.

A l'inverse de la plate-forme soviétique, qui traite principalement des questions du désarmement, les propositions présentées par la Norvège (avec le Canada, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas), par la Roumanie et par le groupe des neutres et des non-alignés mettent surtout l'accent sur ce qu'on appelle les mesures de confiance. Elles concernent la notification des mouvements de troupes et des manœuvres, et le statut des observateurs militaires. La Roumanie a élargi son texte à la non-prolifération des bases militaires en Europe et à la notification des manœuvres navales et aériennes.

Plusieurs pays occidentaux ont laissé entendre que la proposition roumaine, notamment ses dispositions sur les manœuvres navales et aériennes, était difficilement applicable et comportait des risques de malentendus.

La délégation française a participé à tous les débats sur les mesures de confiance et le désarmement. Elle ne s'est pas encore prononcée définitivement sur le fond des propositions avancées. Elle a toutefois exprimé le souhait que le document de clôture de la conférence manifeste la volonté des signataires de continuer efficacement au processus du désarmement qui va être engagé à l'ONU.

PAUL YANKOVITCH.

### DEVANT L'U.E.O.

## Le général Haig se dit « préoccupé » par le problème de sécurité que soulèverait la présence de communistes au pouvoir

L'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (1), réunie depuis lundi à Paris, attend, ce mercredi 30 novembre, M. J.-F. Deniau, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. L'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, commandant suprême allié en Europe, s'est inquiétée de « myopie » dont on fait preuve à propos de certains problèmes de défense.

L'Union soviétique, a-t-il dit en substance, augmente ses dépenses militaires de 3 à 4 % par an depuis dix ans, et accroît ses livraisons d'armes au tiers-monde. La « menace », a-t-il ajouté, est devenue mondiale et plus offensive. Il ne suffit plus de maintenir l'équilibre des forces au centre du dispositif allié, il faut aussi se préoccuper des régions limitrophes.

Le général Haig a ensuite répondu à de nombreuses questions, en particulier sur une « révélation » de la position de l'OTAN et des Etats-Unis en cas d'arrivée des communistes au pouvoir en Europe. « Ils devraient leur responsabilité », ne pourraient-ils contribuer à la détente ? », a demandé M. Périé (sénateur socialiste français). Le général Haig a répondu que cette question relevait des affaires intérieures et que chacun devait déterminer ses rapports avec les Etats-Unis.

« En tant que militaire », le général Haig s'est cependant déclaré « préoccupé » par cette question : l'influence que pourrait avoir la participation de communistes à des gouvernements alliés sur le traitement d'informations « hautement secrètes » et le danger de « révéler au second plan le financement des dépenses militaires ».

Dans son intervention, le général Haig a souligné aussi que la « bombe à neutrons » renforcerait la dissuasion allée. « Le bras armé à propos de cette affaire », a-t-il dit, détournant l'attention de la menace que des armes de ce genre permettraient à l'U.R.S.S. de faire passer sur l'Europe. Puisse les hommes politiques de l'Occident ne pas se priver d'une chance de négocier à égalité avec l'Union soviétique. (Applaudissements.)

### Le rôle de la gauche

L'actuelle session de l'U.E.O. a été marquée par une participation active des parlementaires de gauche, jusqu'ici très discrets. Pour la première fois, l'assemblée a adopté, par cinquante voix contre dix-huit (démocrates-chrétiens, libéraux et conservateurs britanniques), le rapport d'un communiste (M. Segre, Italie), sur l'application de l'acte final de la C.S.C.E. La recommandation soulignée que « la nécessité de respecter intégralement » les dispositions de l'acte final « ne constitue pas une ingérence dans les affaires intérieures ».

Les adversaires du « rapport Segre » lui reprochaient de mettre sur le même pied les violations des droits de l'homme à l'Est et des droits économiques et sociaux à l'Ouest.

L'assemblée a également adopté, par 23 voix contre 1 et 21 abstentions, le rapport de M. Forni (député socialiste de Belfort) sur l'union européenne. M. Forni, qui réclamait une « moralisation » des relations internationales, se prononçait pour une défense plus européenne. La recommandation adoptée demandait une « harmonisation des conceptions stratégiques » des Etats membres et une politique commune pour le commerce des armes. Cette thèse, qui va à l'encontre des idées « atlantiques » traditionnelles, a été critiquée par M. Carmichael (député communiste de Marseille), qui craint un renforcement de l'OTAN.

Le dialogue Nord-Sud

QUATRE ANCIENS CHEFS DE GOUVERNEMENT DANS LA COMMISSION BRANDT

La commission constituée par M. Willy Brandt, à la demande du directeur de la Banque mondiale, M. MacNamara, pour étudier et améliorer les relations entre nations industrialisées et pays en voie de développement, sera composée de seize membres.

Parmi ces personnalités, chargées de donner une suite pratique au « dialogue Nord-Sud », figurent quatre anciens chefs de gouvernement : Edward Heath, le Français Pierre Mendès France, le Suédois Olof Palme et le Chilien Eduardo Frei.

La commission comprend aussi Mme Katherine Graham, propriétaire du Washington Post, et M. James J. Jones, gouverneur de Jamaïque et du Gabon. Adam Malik, ancien ministre indonésien des affaires étrangères, Peter Peterson, ancien secrétaire américain au commerce, Shridath Ramphal, secrétaire général du Commonwealth, et Nobuhiko Uchida, ministre japonais sans portefeuille. — (Reuters).

## Les Occidentaux devraient tenter d'obtenir des résultats substantiels

estiment les militants soviétiques pour les droits civiques

De notre correspondant

Moscou. — Les représentants du groupe de surveillance pour l'application des accords d'Helsinki ont critiqué, le lundi 28 novembre, au cours d'une conférence de presse, l'attitude des pays occidentaux à la conférence de Belgrade. « Malheureusement, nous ne sommes satisfaits (de cette attitude) qu'avec certaines réserves prévisibles », ont-ils dit. Après s'être félicités de la position adoptée par les Etats-Unis, les Pays-Bas, la Norvège, le Danemark, la Suède et la Belgique, ils ont regretté que les « puissances occidentales n'aient pas pris de décisions conséquentes, gênant ainsi les efforts des participants, qui insistent, eux, sur la fidélité absolue aux clauses humanitaires de l'acte final ».

Les militants soviétiques pour les droits civiques estiment que la discussion ne doit pas se transformer en un échange de reproches insultants ou en une campagne démagogique, mais que les

pays occidentaux devraient insister pour obtenir « des résultats substantiels ». Ils distinguent trois grandes catégories de problèmes :

1) Ceux concernant de larges groupes de population : ce sont les violations de la liberté religieuse et de la liberté de choisir son pays de résidence, les violations de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'accord international, la violation des droits nationaux ;

2) Les violations de l'acte final de la conférence d'Helsinki empêchant la multiplication des contacts humains et la circulation de l'information ;

3) La répression politique qui frappe par exemple le groupe de surveillance, dont quatorze membres sont en prison ; elle « constitue un défi direct aux pays occidentaux qui ont signé l'acte final. Elle représente la volonté (des autorités soviétiques) de tester leur fermeté dans la défense des principes proclamés. Obtenir la libération de ceux qui sont arrêtés ou condamnés est une question d'honneur pour ces pays », affirment-ils.

Le groupe a attiré l'attention sur les « situations les plus graves » : Nicolas Roudenko, emprisonné, invalide de guerre, Merab Kostava et Zviad Gamsakhourdia, qui risquent d'être condamnés à rester dans un hôpital psychiatrique ; Serguïenko, Guinzbourg, Choumouk Chakhverdian, gravement malades, et Flachatzovsk, très malades, qui sont dans un hôpital psychiatrique. — D. V.

### M. Poniatowski à Cuba

## LA HAVANE CRITIQUE VIVEMENT LA POLITIQUE FRANÇAISE EN AFRIQUE

La Havane (Reuters). — M. Poniatowski devait poursuivre à Cuba ce mercredi 30 novembre sa tournée dans plusieurs pays des Caraïbes. Le représentant personnel de M. Giscard d'Estaing s'est déjà rendu en République Dominicaine, en Haïti et à la Jamaïque. Les observateurs à La Havane estiment que les entretiens de l'ancien ministre de l'Intérieur français porteront essentiellement sur la situation en Afrique, où Cuba joue un rôle important.

Depuis quelques semaines, la presse officielle cubaine critique le rôle de la France sur ce continent. « Le néocolonialisme français se trompe lourdement s'il pense jouer avec impunité le rôle de policier de l'Afrique », écrit au début de ce mois le journal Granma à propos des événements de Mauritanie. Plus généralement, M. Poniatowski doit tenter les « forces réactionnaires », de l'Afrique du Sud au Bénin, en passant par le Zaïre.

● **L'agence Tass** a de nouveau accusé, mardi 29 novembre, M. Warvav, membre de la délégation américaine à l'UNESCO, d'avoir collaboré avec les nazis, en Ukraine, pendant la guerre. Déjà, en octobre, se trouvant à Tbilissi pour un congrès scientifique, M. Warvav avait été attaqué par la presse soviétique et, selon l'ambassade américaine à Moscou, il avait fait l'objet d'une tentative de chantage « pour le convaincre de coopérer avec les services secrets soviétiques (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2 novembre) ». Le département d'Etat et M. Warvav lui-même avaient démenti toutes ces accusations. — (A.F.P.)

## JERUSALEM - LE 19 NOVEMBRE 1977 LE MONDE RETENAIT SON SOUFFLE



65 F

112 pages. Photos inédites. Tirage limité

UN OUVRAGE QUI VOUS FERA REVIVRE L'INTENSITE DE CES 30 HEURES HISTORIQUES

A RETOURNER A EDITION ET CONCEPT 188, AVENUE DE CHATELAIN 75013 PARIS

NOM \_\_\_\_\_ PRENOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CI-JOINT REGLEMENT PAR CCP OU CHEQUE BANCAIRE 65 F + 5 FRAIS DE PORT

هكذا من الأصل



## EUROPE

### Portugal

**Les dirigeants socialistes estiment que le danger vient de la droite**

De notre correspondant

Lisbonne. — M. Mario Soares devait demander au Parlement ce mercredi 30 novembre un vote de confiance pour le gouvernement socialiste. Mais le président de la République, le général Ramalho Eanes, et le chef du parti socialiste, M. Soares, ont décidé de ne pas le faire. Ils ont préféré attendre la fin de l'année pour prendre cette décision. L'engagement est resté avec le général Eanes, et il a été exposé à la commission nationale de son parti le résultat de ses négociations avec l'opposition, lesquelles se poursuivront d'ailleurs jusqu'au dernier moment.

La rupture entre socialistes et centristes du C.D.S. semble cependant consommée. « L'heure est venue pour le gouvernement d'assumer les responsabilités de la politique isolationniste dans laquelle il s'est laissé enfermer », a déclaré à la télévision M. Amaro Costa, vice-président du Centre démocratique et social.

Les socialistes, quant à eux, ont une attitude plus que réservée au sujet d'un accord global avec le gouvernement. Quelques dirigeants socialistes ont en revanche, ces derniers jours souligné « l'esprit d'ouverture » manifesté par le P.C.P. et des deux partis d'opposition du centre et de la droite. Pour nous, socialistes, il faut à tout moment déterminer le danger principal. Aujourd'hui, ce danger est constitué par la droite et par l'extrême droite, qui mettent en question le gouvernement, le président de la République et la Constitution, c'est-à-dire le régime démocratique lui-même », a déclaré à Sébastien M. Manuel, secrétaire d'Etat aux affaires politiques. De son côté, M. Antonio Reis, vice-président du groupe parlementaire du P.S., a déclaré que lors d'un face à face avec le dirigeant communiste M. Lourenço, que son parti serait disposé à s'engager dans un combat contre le P.S.D. et le C.D.S. La même manière fut tenue par le P.C.P. qui avait lutté contre les tentatives hégémoniques du P.C.P. Pour que la motion de confiance soit refusée, la majorité absolue

des deux cent soixante-trois députés en exercice est nécessaire. Le nombre des parlementaires centristes et sociaux-démocrates est de cent quarante. La décision finale dépendra ainsi du comportement des représentants du P.C.P. M. Soares a pourtant affirmé à plusieurs reprises qu'il n'accepterait pas une « majorité de gauche » au Parlement. Ainsi le gouvernement donnera sa démission même si, défilé par la droite, il est appuyé par les seuls communistes.

Cette crise politique se développe avec, en toile de fond, les discussions avec le Fonds monétaire international. Celles-ci doivent reprendre le 5 décembre. On ne voit pas comment les partis pourraient parvenir rapidement à un accord permettant de satisfaire aux conditions imposées par le F.M.I. : l'approbation, avant la fin de l'année, du plan à court terme (1) et du projet de budget pour 1978.

Faute d'un accord avec l'organisme international le gouvernement pourrait difficilement bénéficier d'un prêt de 750 millions de dollars qui lui avait été promis par un consortium de pays, dont les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale. Le Portugal risque de se trouver d'ici à quelques mois en état de cessation de paiement, et la crise serait alors beaucoup plus grave.

JOSÉ REBELO.

### Italie

**Les partis politiques resserrent les rangs face à la flambée de violence**

De notre correspondant

Rome. — L'actualité italienne est dominée, ces jours-ci, par l'agitation sociale et la violence politique. Les deux aspects sont liés, et la grande manifestation des métallos prévue à Rome pour vendredi 2 décembre fait surtout craindre des incidents provoqués par des groupements gauchistes. Déjà, à Bari, le mardi 29 novembre, certains d'entre eux ont voulu répondre à l'assassinat d'un militant communiste par une attaque en règle contre l'extrême droite. Il en est résulté des scènes de guérilla urbaine, tandis que le P.C.I. faisait calmement défilé des dizaines de milliers de personnes et obtenait la fermeture de la fédération locale du Mouvement social italien.

La journée du 29 novembre a également été marquée par la mort de M. Carlo Casalegno, directeur adjoint de la Stampa. Blessé treize jours plus tôt à coups de feu par les Brigades rouges, il est le premier éditeur italien à avoir péri par les armes depuis la libération. « C'est un jour noir pour la République », écrit le *Corriere della Sera* dont l'indignation et l'inquiétude sont unanimement partagées. Agé de soixante et un ans, M. Casalegno était l'un des journalistes les plus connus. Sa chronique hebdomadaire dans la *Stampa*, souvent consacrée ces derniers temps au terrorisme, faisait autorité. La mort de cet ancien résistant turinois est associée, dans les commentaires, à celle du jeune communiste tué à coups de couteau à Bari. Les assassins appartenant à deux bords opposés, affirment la presse et les partis, mais leur dessein est le même : empêcher la collaboration entre les forces politiques, créer la panique et renverser les institutions. Chaque nouveau assassinat ne fait, au contraire, que resserrer les rangs. On parle avec de plus en plus d'insistance d'une entrée des communistes dans la majorité gouvernementale. Ce serait la dernière étape avant leur participation au pouvoir exécutif. Nombre

d'observateurs commencent à penser qu'un tel pas pourrait être franchi avant l'élection présidentielle de décembre 1978. Ils se fondent sur les déclarations ambiguës des dirigeants démocrates-chrétiens qui, tout en refusant haut et fort le « compromis historique », soulignent la nécessité d'une « collaboration » entre les partis politiques dans l'intérêt suprême du pays.

Les communistes, qui ont maintes raisons d'applaudir, gardent cependant les yeux sur les syndicats : ceux-ci s'accrochent de moins en moins de ce climat d'union nationale. Le grand défilé des travailleurs de la métallurgie dans les rues de Rome — trente-cinq trains spéciaux ont été commandés — en sera, vendredi, une preuve. Les grévistes éviteront sans doute de donner à cette manifestation un caractère anti-gouvernemental — dans la mesure où ils appartiennent eux-mêmes, pour la plupart, aux partis qui soutiennent le cabinet Andreotti. Mais il n'est pas dit que la base se contentera de réclamer une modification de la politique économique, un déblocage des négociations dans le secteur public et la défense de la démocratie. Interprétant l'événement à sa manière, le quotidien d'extrême gauche *Il Manifesto* écrit : « Les métallos sont prêts à exécuter Rome, comme en 1969, et demandent, comme alors, un véritable tournant politique ».

ROBERT SOLÉ.

● Un nouvel enlèvement — le soixante-cinquième depuis le début de cette année — a été signalé le mardi 30 novembre. La victime, M. Antonio Parma, âgé de dix-neuf ans, est le fils d'un industriel de la région milanaise. L'enlèvement d'un industriel en prothèses dentaires, M. Gianfranco Lazzarini, survenu le 29 novembre à Bresso, à l'autre bout de la région, a été revendiqué par le groupe clandestin Prima Linea, qui se réclame de l'extrême gauche. — (A.F.P., A.P.)

● Une partie de la rançon versée en florins pour la libération de M. Carcano — industriel néerlandais enlevé le 26 octobre dernier à Amsterdam — a été retrouvée à Rome, alors qu'un employé des chemins de fer italiens, M. Cesare Sannini, tentait de la changer en lires. M. Sannini, interrogé par la police, a déclaré avoir reçu cette somme d'un marchand ambulancier, M. Dante Ottaviani, qui n'a pas été retrouvé. — (A.F.P.)

**SI VOUS MESUREZ 1 m 80 ou plus (jusqu'à 210 m)**

**SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT**

**JOHN RAPAL**

**CHARGES TAILLES**

**PRIET-À-POURTE**

COUTURES - PANTALONS - VESTES ET BAZES - JAKES - TRENDS - JACQUARDS - JEANS - CHEMISES ET PULLS (à l'exception des manches)

VÊTEMENTS DE POUX EXCLUSIVE

**MARC BORGES**

**SPECIAL**

**SPORTS D'HIVER**

COMBINAISONS, ANORAKS, PANTALONS, etc.

Livraison immédiate

40, Av. de la République

Métro Parmentier

Parking gratuit - 355.66.00

**soldes pour lui**

costume 370-F solé 490 F  
costume 360-F solé 570 F  
costume 350-F solé 790 F  
veste sport 350-F solé 350 F  
veste sport 350-F solé 450 F  
blazer 370-F solé 420 F  
imperméable 350-F solé 390 F

costume pure laine peignée  
Ligne 1977  
pulls, chemises et nombreux articles solés à prix exceptionnels.  
Les articles cités se font en grande taille

**1130 F - 690 F**

**Monsieur Neuville**

153, rue Saint-Henri (entre Pyramides et Palais-Royal)

**JEAN JOSSAN**

PRET A PORTER DE LUXE POUR HOMMES

**ARCADES DU LIDO**

78, Champs Elysées, Paris

POUR CAUSE DE CESSATION DE COMMERCE

met en

**LIQUIDATION TOTALE**

(par autorisation préfectorale loi du 30 décembre 1965)

**TOUS SES STOCKS**

**les mercredi 30 novembre, jeudi 1<sup>er</sup>, vendredi 2, samedi 3 décembre**

(et jours suivants)

**Aperçu des Articles**

Chemises de luxe fabrication italienne, Costumes tissus Carutti, Pulls Valentino, Cravates pure soie tous modèles, Ventes et Blazers cashmere Carutti, Pantalons lainage uni et fantaisie - fineline anglaise, Vêtements peau double fourrure, Trenches double fabrication italienne, Manteaux et Pardessus vigogne et lambswool, Calzures croco, cuir, lizard - Boutons de manchettes, etc...

**SACRIFIES**

Ouvrant de 9 h 30 à 19 h 30 sans interruption

**Avant Travaux de Rénovation**

**BRADLEY'S**

*furs*

18, avenue de l'opéra, Paris

met en

**LIQUIDATION TOTALE**

(par autorisation préfectorale loi du 30 décembre 1965)

**Toutes les Fourrures**

**"Qualité et Prestige BRADLEY"**

**INCROYABLE!**

Nous offrons une collection extraordinaire de manteaux de VISON ALLONGÉ à partir de **13.900 F**

Dans toutes les tailles... et dans tous les coloris: Blackglama, Saga, Saga Selected, Dark et Extra Dark, Pastel, Tourmaline, Boeuf, Etc...

**EGALEMENT, PRIX SACRIFIÉS SUR:**

Zibeline, Chinchilla, Bruchschwartz, Pékai, Astrakan, Castor, Loup, Renard, Lynx, Marmotte, Rat, Ragondin, Martre, Opomus, Agneau, Lapin, Chat, Etc...

\* Très beau choix de vêtements de soir en manteaux et capes \*

**ouvert de 9 h 30 à 19 heures**

Parmi un choix fantastique - 37 marques d'amplificateurs, 30 marques de tuners, 31 d'ampli-tuners, 39 d'enceintes acoustiques,

**CIBOT VOUS CONSEILLE UNE CHAÎNE HAUTE FIDELITE DE QUALITE**

**Chaîne Gershwin : 5960 F\***

● Ampli tuner SCOTT 337 AM/FM 2 x 42 watts très complet - toutes les fonctions

● Platine tourne-disque SCOTT PS 47

Stroboscope - arrêt et retour du bras automatique

Cellule magnétique SHURE - Pointe diamant

● 2 enceintes JBL LANSING 63 voies L26

La référence en matière de haute fidélité

En option : 1 Lecteur-enregistreur cassette SCOTT CD 57

Garantie 3 ans - Service après-vente assuré.

**CIBOT**

136 bd Diderot et 12 rue de Reuilly - 75012 - PARIS - Tél. 345.63.76

ouvert tous les jours de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h

Nocturnes jusqu'à 22 h mercredi et vendredi

● 25 rue Bayard - TOULOUSE - Tél. 62.02.21

en démonstration permanente.

**SCOTT**

marque américaine de réputation mondiale.

**ESPOIRS A JERUSALEM**

pages Photos inédites, Traces

**UN OUVRAGE QUI VOUS FERA REVIVRE L'INTENSITE DE CES 30 HEURES HISTORIQUES**

**JERUSALEM - LE 19 NOVEMBRE**

**MONDE RETENAIT SON SOUFFLE**

## A TRAVERS LE MONDE

### Bolivie

LA DEMISSION DE DEUX DES TROIS COMMANDANTS D'ARMES boliviens a été acceptée par le président Banzer, a annoncé le vendredi 30 novembre le quotidien catholique *Presencia*. La démarche des trois officiers est liée à l'approche de l'élection présidentielle de juin 1978 : le chef de l'Etat, qui n'a cependant pas encore annoncé qu'il serait candidat, avait lui-même demandé, la semaine dernière, à être versé dans le cadre de réserve, après trente ans de carrière militaire. Une cinquantaine d'officiers de l'armée bolivienne auraient fait de même, toujours selon *Presencia*. — (Reuters.)

### Colombie

LE PRESIDENT DE LA CHAMBRE BASSE a fait l'objet d'un mandat d'arrêt pour vol de deniers publics et contre-façon, a-t-on appris le mardi 29 novembre à Bogotá. Le cas de M. Alberto Santo Pimiento, membre du parti libéral, ancien ministre de la justice, sera examiné par la

### Grèce

UN MEDECIN ANARCHISTE ATRENIEN, M. Vassilios Tsironis, chef du groupuscule Front grec pour le non-alignement, a pris en otage, le mercredi 30 novembre, sa famille et s'est barricadé chez lui, ouvrant le feu sur les policiers venus l'arrêter. — (A.F.P.)

### Maroc

HUIT DES MILITANTS MARXISTES - LENINISTES dits « frontistes », condamnés à des peines de dix à quinze ans de prison lors du procès de Casablanca en février 1977, ont fait l'objet de mesures de grâce et ont été libérés dimanche 27 novembre. Parmi eux se trouve M. Anis Balafré. La grève de la faim des cent vingt-neuf « frontistes » condamnés en même temps qu'eux entre dans sa quatrième semaine. Selon des informations diffusées en France par le Comité contre la représen-

### Tunisie

A L'OCCASION DU VINGT-CINQUIEME ANNIVERSAIRE de la mort de Ferhat Hached, fondateur de l'Union générale des travailleurs de Tunisie (U.G.T.T.), assassiné le 5 décembre 1963 par l'organisation extrémiste « La Main Rouge », le Mouvement de l'Unité populaire (M.U.P.) et le parti communiste tunisien (P.C.T.) ont organisé le vendredi 2 décembre 1977, à 20 h 30, 44, de Rennes, 75006 à Paris, un meeting de soutien « aux luttes ouvrières en Tunisie ».

Il a demandé également la libération de tous les détenus politiques dans le cadre d'une amnistie générale. ● M.U.P., 46, rue de Vaugouard, 75006 Paris.

### Pays-Bas

**Les libéraux et les chrétiens-démocrates formeront le nouveau gouvernement**

De notre correspondant

Amsterdam. — Les chrétiens-démocrates et les libéraux (conservateurs) se sont mis d'accord pour former un gouvernement de centre droit, qui sera désigné par la reine à son retour d'un voyage au Sénégal, vers le 9 décembre.

Pourtant, les résultats des élections du 25 mai avaient clairement montré que les électeurs souhaitaient un gouvernement de centre gauche, dirigé par M. Den Uyl, le premier ministre socialiste sortant. Mais les socialistes et les chrétiens-démocrates, dirigés par M. Van Agt, ancien ministre de la justice, n'ont pas été capables de former le seul ministère stable possible, à savoir une coalition entre socialistes, chrétiens-démocrates et démocrates 66 (radicaux de gauche), qui aurait pu compter sur cent dix des cent cinquante députés.

M. Wigel, le jeune leader des libéraux, profitant du désarroi des socialistes, a su se montrer accommodant avec les chrétiens-démocrates. Ce mardi 29 novembre, il a fait des concessions sur le programme gouvernemen-

### Maroc

tal pour amadouer l'aile gauche des chrétiens-démocrates, dirigée par M. Antjes. Néanmoins, celui-ci et cinq de ses collègues ont voté dans la nuit du 28 au 29 novembre contre ce programme, tout en précisant qu'ils ne voteraient pas dans l'immediat une motion de censure. Le futur gouvernement devra donc gouverner avec le seul appui de soixante et onze des cent cinquante députés.

On ne sait pas encore qui sera le nouveau premier ministre : le choix de M. Van Agt paraît logique, mais on prononce aussi le nom de M. Jelle Zijlstra, le président de la Banque nationale, un chrétien-démocrate. Il a été, depuis 1962, ministre des Finances économiques et des finances dans différents gouvernements, et fut déjà premier ministre d'un gouvernement de centre droit en 1966-1967.

Pour le socialiste Den Uyl, la formation de ce gouvernement est une échec personnel. Le « compromis historique » à la néerlandaise a donc nettement échoué.

### Tunisie

A L'OCCASION DU VINGT-CINQUIEME ANNIVERSAIRE de la mort de Ferhat Hached, fondateur de l'Union générale des travailleurs de Tunisie (U.G.T.T.), assassiné le 5 décembre 1963 par l'organisation extrémiste « La Main Rouge », le Mouvement de l'Unité populaire (M.U.P.) et le parti communiste tunisien (P.C.T.) ont organisé le vendredi 2 décembre 1977, à 20 h 30, 44, de Rennes, 75006 à Paris, un meeting de soutien « aux luttes ouvrières en Tunisie ».

Il a demandé également la libération de tous les détenus politiques dans le cadre d'une amnistie générale. ● M.U.P., 46, rue de Vaugouard, 75006 Paris.

### Tunisie

A L'OCCASION DU VINGT-CINQUIEME ANNIVERSAIRE de la mort de Ferhat Hached, fondateur de l'Union générale des travailleurs de Tunisie (U.G.T.T.), assassiné le 5 décembre 1963 par l'organisation extrémiste « La Main Rouge », le Mouvement de l'Unité populaire (M.U.P.) et le parti communiste tunisien (P.C.T.) ont organisé le vendredi 2 décembre 1977, à 20 h 30, 44, de Rennes, 75006 à Paris, un meeting de soutien « aux luttes ouvrières en Tunisie ».

Il a demandé également la libération de tous les détenus politiques dans le cadre d'une amnistie générale. ● M.U.P., 46, rue de Vaugouard, 75006 Paris.



# EUROPE

## Union soviétique

### La famille d'Anatole Tchitcharansky ne parvient pas à obtenir le concours d'un avocat soviétique

M<sup>rs</sup> Roland Rappaport, Daniel Jacoby et le bâtonnier Pettit, les avocats français d'Anatole Tchitcharansky (l'activiste juif défenseur des droits civiques en U.R.S.S. arrêté en mars dernier), désignés par sa femme Natalya, qui vit en Israël et par sa mère Olga, qui réside à Moscou, ont tenu le mercredi 30 novembre une conférence de presse à Paris. Le syndicat des avocats de France et les avocats communistes de Paris y étaient représentés.

Les défenseurs ont annoncé qu'un de leurs confrères américains, M<sup>rs</sup> Gerald H. Baker, des bureaux de New-York et du New-Jersey, qui s'est rendu en U.R.S.S. du 10 au 21 novembre, y a rencontré la famille du détenu et plus particulièrement sa mère et son frère Mikhaïl.

Ces derniers ont déclaré qu'ils tentaient en vain depuis deux semaines d'obtenir le concours d'un avocat du collège soviétique. Ils en ont contacté une vingtaine. Tous ont refusé de se charger du dossier, expliquant qu'ils devaient au préalable obtenir une autorisation spéciale du collège, ajoutant qu'ils ne pouvaient envisager sans crainte les démarches nécessaires.

En fait, une avocate qui vient de quitter l'U.R.S.S., M<sup>rs</sup> Kaminskaya, explique dans une lettre à M<sup>rs</sup> Rappaport cette curieuse pratique. Cette autorisation, appelée « dopusk » (c'est-à-dire accès), est mise en œuvre de façon obligatoire et obligatoire lors de tous les procès politiques, est absolument illégale, étant donné que la législation pénale ne prévoit aucune limitation du choix d'un défenseur parmi les membres du collège des avocats, mais prévoit explicitement le droit de l'accusé ou de sa famille à constituer un avocat selon leur choix.

Le président du collège des avocats établit ainsi chaque année une liste d'avocats pouvant être admis à la défense dans certaines catégories d'affaires. Cette liste doit obligatoirement être approuvée par le K.G.B. (Comité de la sécurité de l'État). Au départ, un tel « dopusk » n'était exigé que pour des affaires touchant des secrets d'État. Peu à peu, il est devenu obligatoire pour certaines causes et ces dernières années, toute affaire qui a fait l'objet d'une investigation du K.G.B. nécessite un « dopusk » spécial.

En 1970, M<sup>rs</sup> Kaminskaya a été privée d'un « dopusk » lorsqu'elle avait défendu M. Ilya Gabai, accusé de diffusion « d'opinions calomnieuses ». Et la mère de M. Tchitcharansky s'est vu refuser le droit de la désigner pour défendre son fils par M. Skliarsky, vice-président du président du

## MEETING A LA MUTUALITÉ

Le Comité international contre la répression organisée ce mercredi 30 novembre, à 20 h. 30, à la Mutualité, un meeting pour la libération de quatre Tchétchénos, MM. Lashvika, Machscek, Lederer et Ornest, contre les nouveaux procès organisés à Moscou et à Moscou contre le procès Tchitcharansky. Sous la présidence de M<sup>rs</sup> Jacoby, participeront à cette réunion M<sup>rs</sup> Bourdet (Comité du 11 janvier), Cabel (Ligue des droits de l'homme), Daix (Comité de soutien à la Charte 77), Payermont (Union parisienne de la C.G.T.-F.O.), Pelland, de Fontaines (C.O.E.P.), Schwartz (Comité des mathématiciens), Sieffert (UNEF-Unité syndicale), Victor (MAS - Luttes étudiantes) et Mme Elzer (Comité Tchitcharansky). Un message de la C.F.D.T. sera lu, et Amnesty International présentera un témoignage.

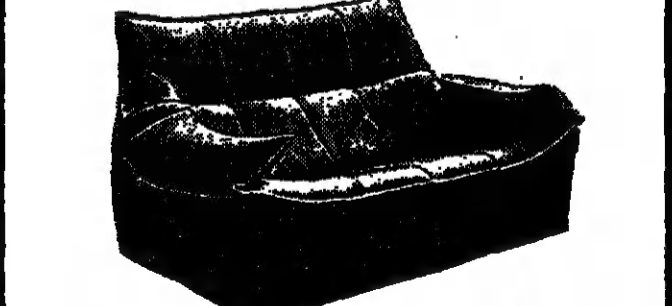
Le général dissident Piotr Grigorenko, sa femme Zinaïda et leur fils Glig ont quitté Moscou pour New-York mercredi 30 novembre. À l'invitation de leur fils André qui avait émigré en 1976. Le message de la C.F.D.T. sera lu, et Amnesty International présentera un témoignage.

## Le droit social dans l'entreprise

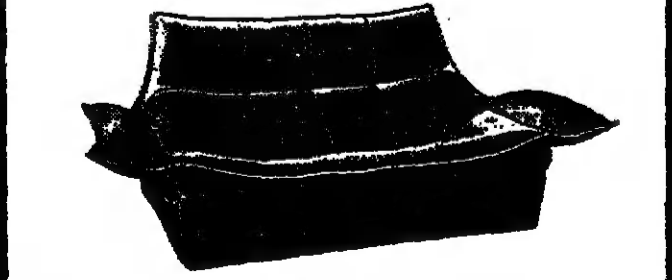
Un cycle de formation permanente intensive (6 fois 4 heures) organisé et animé par l'IFAPE 162, rue Saint-Charles 75015 PARIS. Tél. : 578.02.28

le savoir enseigner de l'université, plus le savoir faire du monde des affaires.

achetez un canapé cuir 2 places pour le prix d'un canapé cuir 2 places



achetez un canapé cuir 3 places pour le même prix



Modèle Carmel extensible (se fait aussi en canapé 3/4 places et fauteuils 1/2)

Un salon en cuir s'achète à La Boutique du Brésil 43, av. de Friedland, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 359.22.10.

## Allemagne fédérale

### POUR DES FAITS ÉCARTÉS PAR LES JURIDICTIONS FRANÇAISES

## De nouvelles charges sont notifiées à M<sup>rs</sup> Croissant

Les avocats français de M<sup>rs</sup> Klaus Croissant viennent de révéler qu'un nouveau mandat d'arrêt a été délivré par le tribunal de Stuttgart contre M<sup>rs</sup> Croissant. Ce mandat est daté du 17 novembre, soit le lendemain de l'extradition. Non seulement il annule le mandat du 15 juillet dernier sur lequel a été fondé l'avis favorable à l'extradition rendu le 16 novembre par la chambre d'accusation de Paris, mais encore il complète les incriminations retenues contre M<sup>rs</sup> Croissant et rajoute des faits qui avaient été écartés par la juridiction française. Les avocats affirment que les autorités ouest-allemandes violent ainsi la convention franco-allemande et le décret d'extradition qui précise que désormais les poursuites contre la personne extradée doivent se limiter aux seuls faits retenus par la

chambre d'accusation. A moins d'engager une procédure d'« extension », ce qui n'a pas été fait.

On relèvera que le nouveau mandat déclare : « L'accusé a favorisé l'action de l'association criminelle R.A.F. (Rote Armee Fraktion), autrement nommée groupe Baader, en appelant certains prisonniers à faire leur autocritique [...] pour le maintien de la discipline et en participant à l'exclusion du système d'information des prisonniers, par exemple de son client Bernhard Braun, en représailles de son interruption d'une grève de la faim ».

L'arrêt de la chambre d'accusation — et donc le décret d'extradition — avait expressément rejeté ces faits, en précisant que « les initiatives prises par Croissant dans le domaine des grèves

de la faim ne pourraient être considérées comme punissables au regard de la loi française ».

L'extradition n'est pas possible lorsque les faits incriminés ne sont pas punissables selon la loi de l'État à qui l'extradition est demandée.

À l'époque de l'extradition, le ministre allemand de la justice avait indiqué : « Je dois respecter le fait que la chambre d'accusation n'a suivi qu'en partie la demande allemande ».

Quant à M<sup>rs</sup> Croissant, une demande de mise en liberté la concernant a été rejetée, mardi 29 novembre, par le tribunal de Stuttgart.

Au ministère de la justice, on déclare ignorer l'existence de ce nouveau mandat d'arrêt.

### L'Association des avocats ouest-allemands affirme que les droits de la défense sont souvent mieux respectés dans leur pays qu'à l'étranger

De notre correspondant

Bonn. — Les avocats ouest-allemands ont réagi contre les campagnes étrangères suggérant que l'État de droit était menacé en République fédérale. M. Helmut Wagner, président de leur Association, qui groupe les deux tiers des trente mille avocats, s'est vigoureusement élevé mardi 29 novembre à Bonn contre les critiques dont la justice allemande est l'objet depuis les suicides de Stammheim et l'extradition de M<sup>rs</sup> Klaus Croissant.

M. Wagner, qui est aussi vice-président de l'Union internationale des avocats, estime que les polémiques étrangères sont allées trop loin pour une poignée d'avocats ne jouissant pas du moindre soutien de leurs collègues. Il s'est efforcé de ne pas utiliser un langage excessif mais il a cependant attaqué M<sup>rs</sup> Croissant, exclu de l'Association il y a deux ans, pour avoir, dit-il, « violé le code d'honneur des avocats ». M. Wagner n'a pas craint d'affirmer que les déclarations de M<sup>rs</sup> Croissant critiquant la justice ouest-allemande traduisaient « un degré de mensonge rarement attesté ».

Analysant les reproches étrangers à l'égard de la justice allemande, M. Wagner a déclaré que dans la plupart des domaines, la République fédérale a des règles plus libérales que beaucoup d'autres « pays civilisés ». L'Allemagne est ainsi fermement opposée à la surveillance des échanges entre avocats et clients, telle qu'elle est proposée notamment par le parti chrétien démocrate. Il s'élève aussi contre le projet qui consiste à séparer les défenseurs de leurs clients par une paroi de verre empêchant toute transmission illégale d'informations. M. Wagner a remarqué que la surveillance des conversations entre avocats et inculpés est possible dans de nombreux pays européens, en particulier en Grande-Bretagne, en Autriche, en Italie, en Suède, aux Pays-Bas et dans certains cantons suisses. Il a reconnu qu'en France, ces échanges ne sont pas contrôlés. À son avis, il faudrait toutefois tenir compte du fait que les membres du barreau en France obéissent à une discipline beaucoup plus stricte et que les bâtonniers jouissent d'un pouvoir dont aucune autorité ne dispose en République fédérale.

### Des réactions émotionnelles tout à fait « inacceptables »

Certains défenseurs ouest-allemands suraient, certes, renoncé à l'intégrité de leur profession pour se faire les complices des terroristes. Mais ces « fautes » existent dans des pays aussi divers que la France, la Grande-Bretagne, le Danemark, la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas ou la Suède. En revanche, l'Allemagne fédérale est sans doute le seul pays où un avocat peut insulter les juges en les traitant de « cochons fascistes » sans qu'il ait à craindre les conséquences d'une telle déclaration.

Autre innovation causée par l'aggravation du terrorisme : le nombre des défenseurs par inculpé est désormais limité à trois. Cette réforme provient du fait que certains accusés choisissent jusqu'à dix ou quinze défenseurs, ce qui leur permettrait de faire traîner les procès en longueur d'une façon intolérable. Dans ce cas également, la réglementation serait plus stricte en Suisse, en Italie et en Grande-Bretagne notamment.

En conclusion le porte-parole des avocats a soutenu qu'il serait à la fois « ridicule et scandaleux » de suggérer que l'État de droit se trouverait menacé en République fédérale, selon lui, les accusations étrangères, entièrement fondées sur des réactions émotionnelles, sont tout à fait « inacceptables ». Encore plus regrettable lui pa-

## POINT DE VUE

### Pour le retour du « prisonnier de Stammheim »

par STÉPHANE BORDIER, ROLAND DUMAS, JEAN-JACQUES DE FÉLICE et JOE NORDMANN (\*)

Dans son article (le Monde du 26 novembre), M. Alain Peyrefitte a attribué les commentaires défavorables suscités par l'extradition de M<sup>rs</sup> Klaus Croissant « souvent à l'ignorance, parfois à la passion ».

C'est faire peu de cas de l'opinion du conseil de l'ordre des avocats à la cour de Paris, qui « émet des formes et des conditions dans lesquelles une décision judiciaire a été exécutée par les autorités concernées dès après le prononcé de l'arrêt et avec une hâte inhabituelle, en dépit des pouvoirs et recours formés tant auprès de la Cour de cassation que du Conseil d'État », et qui « rappelle avec force que l'exécution d'une décision de justice, pour être comprise et accueillie avec sérénité, doit avant tout veiller au respect scrupuleux des traditions et de la procédure du droit des gens comme de celui des droits de la défense ».

C'est faire peu de cas des déclarations du président de l'Union syndicale des magistrats, qui juge « regrettable que le pouvoir n'ait pas manifesté un plus grand respect des autorités judiciaires ».

C'est faire peu de cas des prises de position des organisations représentatives du monde judiciaire (1), des professeurs de droit et des associations de défense des droits de l'homme.

De quel côté rencontre-t-on « l'ignorance » et « la passion » ? La preuve est faite aujourd'hui que le gouvernement français a bafoué le droit en passant outre à l'effet suspensif du pourvoi en cassation et en se substituant à la chambre criminelle de la Cour de cassation.

Il a bafoué les juges français en ignorant le pouvoir du Conseil d'État d'ordonner la saisie à exécution du décret d'extradition. Or, une permanence avait été assurée pour recevoir en temps utile le recours valant cette haute juridiction.

Le garde des sceaux va jusqu'à nier cette vérité. Le gouvernement français a bafoué le droit d'asile dans son principe même.

Il a bafoué les règles de l'extradition : en effet, le garde des sceaux reconnaît que le gouvernement avait pris d'avance, dans le cas d'un avis favorable de la chambre d'accusation, la décision politique d'extrader M<sup>rs</sup> Croissant. Il a bafoué même la chambre d'accusation par l'inadmissible amalgame fait par le garde des sceaux, dans son article, entre M<sup>rs</sup> Croissant et « les otages de Mogadiscio, le pilote abattu froidement, l'assassinat de Schleyer et de ses gardes du corps ».

Du moins restait-il au garde des sceaux à affirmer que les juges allemands se conformaient à la décision française. Il écrit à ce sujet : « La justice allemande doit se soumettre à la décision de la justice française et ne fuser Croissant que pour les faits retenus dans l'avis de la chambre d'accusation ». Cela résulte impérativement de la convention franco-allemande d'extradition que les juridictions allemandes ont toujours appliquée avec autant de rigueur que les juridictions françaises, et que la justice allemande vient de s'engager, une

fois de plus, à appliquer dans ce cas particulier ».

Pensez-ne pouvait s'imaginer qu'il en fût autrement, à s'en tenir au texte.

La chambre d'accusation n'a accordé l'extradition que sur la base du mandat d'arrêt du tribunal régional de Stuttgart, en date du 15 juillet 1977. L'exclusion de tout autre mandat, et en limitant les effets à une incrimination mineure.

Le décret d'extradition, signé Alain Peyrefitte, garde des sceaux, est ainsi formulé :

« ARTICLE PREMIER. — L'extradition du nommé Klaus Croissant est accordée aux autorités judiciaires allemandes pour l'exécution du mandat d'arrêt en date du 15 juillet 1977 du tribunal régional de Stuttgart ».

C'est donc la seule base légale sur laquelle repose la livraison de M<sup>rs</sup> Klaus Croissant.

Or, le 17 novembre 1977, jour de l'arrivée de celui-ci à la prison de Stammheim, les juges signataires du premier mandat ont manifesté l'estime dans laquelle ils tenaient le garde des sceaux et le gouvernement français, en déclinant contre Klaus Croissant un nouveau mandat qui se termine par la phrase suivante : « Le mandat d'arrêt du tribunal régional de Stuttgart du 15 juillet 1977 est annulé ».

La stupeur égale l'affront qui vient d'être fait à la France, le lendemain même du jour où l'extradition avait eu lieu.

Klaus Croissant se trouve en R.F.A. illégalement puisque cette décision prive l'extradition de sa seule justification juridique.

Sous le couvert de leur décision, les juges allemands ont substitué au document leur permettant de détenir M<sup>rs</sup> Klaus Croissant un document nouveau, lequel est conçu dans une formulation qui retient contre Klaus Croissant le fait d'avoir adopté les idées de l'association et d'avoir favorisé son action en appelant certains prisonniers à faire leur autocritique à la suite d'une interruption d'une grève de la faim. Ceci est contraire à l'avis de la chambre d'accusation. La justice de la République fédérale d'Allemagne procède donc, de sa seule initiative, à une extension des poursuites. M. Peyrefitte aura ainsi l'occasion de manifester en protestant « que le gouvernement français ne cède pas au dictat » du gouvernement allemand et ne « s'incline pas devant la justice allemande ».

Toute autre attitude de la part du gouvernement français serait inadmissible. Elle trahirait — non déplace au garde des sceaux — l'alignement de notre pays sur le mépris des droits de la défense (soixante-dix avocats poursuivis en vertu d'une législation d'exception), par les interdits professionnels, le délit d'opinion, les conditions inhumaines de détention des prisonniers politiques, le maintien en fonction de juges anciennement nazis, et à ce titre anciennement terroristes, l'impunité accordée aux criminels de guerre, la démolition des opposants au régime comme sympathisants des terroristes, la délation organisée.

Nul ne doit s'y méprendre au-delà de « l'affaire Croissant » et de la défense du « prisonnier d'État » de Stammheim, se trouve posé en France le grave problème de la menace qui pèse sur les libertés.

(\*) Syndicat de la magistrature, Confédération syndicale des avocats, Syndicat des avocats de France, Fédération nationale des unions de jeunes avocats, Mouvement d'action judiciaire, Association française des juristes démocrates.

(\*) Avocat au barreau de Paris.

مكتبة من الأصل



## EUROPE

# La République fédérale en mouvement

## II. — Le miroir d'un peuple

De notre envoyé spécial ALAIN CLÉMENT

Les Allemands de l'Ouest ont découvert, au cours des dernières années, que, s'ils n'avaient plus le monopole de leur patrie, ils avaient un État et des bureaucraties (voir « le Monde » du 30 novembre). Aujourd'hui, ils s'interrogent sur l'identité de la République fédérale. Pourquoi ?

Mannheim. — Sur l'autre rive du Rhin, c'est Ludwigshafen, la chimie internationale, l'un des ports fluviaux les plus importants d'Europe. Ici nous sommes dans une création non moins artificielle mais de proportions plus modestes. Fuyant la « terre brûlée » qu'avaient laissée derrière eux les soudards de Louvois, l'électeur palatin s'y installa en 1702. Entre 1720 et 1760, la dynastie palatine ériga sur ce territoire tiré au cordeau le plus vaste — et l'un des plus monotones — palais de l'époque baroque. Héritière de la Bavière, elle se transporta à Munich en 1778, quatre ans avant la première des Brigades de Schiller au théâtre. L'entretien par un mécène qui n'est pas oublié, « d'après nous » dit Die Rauber ? nous confie un grand juriste auquel la retraite donne des loisirs. Je vous assure qu'il rend un son très content. C'est leur apologie du redresseur de torts, en infraction avec l'ordre établi qui valut à Schiller l'accueil enthousiaste de ses étudiants d'été. Nous ne pouvons pas tout à fait dans l'indépendance.

### « Grasse Allemagne » et « Grande Allemagne »

Depuis 1964, l'ancien palais palatin, bombardé, rénové, agrémenté de vertes pelouses, est le siège d'une université dont le nouveau d'origine fut une école d'administration des affaires. Une école de droit et des départements de sciences sociales ont porté ses effectifs à près de 7 000 étudiants. Nous venons nous entretenir des évolutions de la société allemande avec le professeur Wolfgang Zapf, qui, en collaboration avec des collègues de « Transfert », dirige un groupe de chercheurs qui s'attache à les comprendre. Ils ont mis au point un « système des indicateurs sociaux et des facteurs de décision de la République fédérale ». L'analyse en trois dimensions — la « qualité de la vie », la « justice sociale », la « justice économique » — a été achevée d'un gros recueil de dix rapports consacrés aux « conditions de vie en R.F.A. » et qui, malgré la prudence de ses appréciations, a déjà fait quelque bruit (1).

A lui seul, le titre intrigue. Aura-t-il fallu attendre 1977 pour apprendre ce qu'il en était ? N'est-ce pas tout dit sur le miracle

économique, ses promesses et ses déceptions, sur l'opulence écrasante de ce pays où toutes les voitures d'un parc automobile qui atteignent maintenant vingt millions d'unités — soit neuf voitures pour dix ménages — ont l'air aussi rustiques qu'à la sortie de l'usine ? Envisageons la situation de la République fédérale, repus, étendant ses tentacules commerciales sur tous les continents, ne s'est-elle pas substituée à celle de la « Grande Allemagne », soudeuse par le fer et par le feu ? L'expansion économique aurait, en quelque sorte, pris la relève des conquêtes militaires. Pourquoi la première aurait-elle plus d'impact que la seconde ?

L'histoire du corps social germanique reste à écrire. Son utilisation politique, réduite par un mélange d'histoire et de violence, retardée jusqu'à nos jours son unité intérieure. « Démocratie importée », déchirée par des factions qu'elle était impuissante à arbitrer, la République de Weimar ne put que gérer de crise en crise le passif légué par Guillaume II. Hitler lui-même se contenta d'accommoder et de galvaniser ces restes : à ses yeux, l'Allemagne qu'il mena au désastre n'était pas vraiment nade. On avisait plus tard, après la victoire finale.

Résumons, on reproche parfois à l'Allemagne de l'Ouest de n'avoir pas saisi « la grâce du retour à zéro », d'avoir raté l'occasion de la réconciliation de juillet 1948 pour l'accomplir dans une perspective de régénération spirituelle et sociale, au lieu de céder à la fatalité d'une « restauration » capitaliste. La question n'est pas de savoir si la République fédérale, qui vit le jour un an après l'introduction du DM (et qui, rappelons-le, était encore une sorte de proconsulat américain), a été créée par le principe du *Rechtsstaat* et du *Sozialstaat*. Elle garantit à la fois l'égalité devant la loi et l'égalité d'accès au bien-être. C'est sous l'angle de ces critères qu'il faut juger ses résultats.

« Reconnaissions que dans la moitié des secteurs que nous avons étudiés, observe le professeur Zapf, la République fédérale a été créée par la démocratie démographique, la démocratie économique, la démocratie sociale et la démocratie politique et sociale ». La R.F.A. a réécrit les problèmes qui affligent les sociétés développées et que, dans les autres, elle n'a compris que sur le tard qu'il lui incombe de guider le progrès pour en limiter les retombées négatives.

### Un certain statisme social

De fait, jusqu'à il y a une dizaine d'années, la croissance semblait avoir réponse à tout. Les appréhensions provoquées par l'automatisme, les premières manifestations étudiantes, la brève récession de 1966-1967, l'entrée massive des générations d'après-guerre dans des universités trop vieilles ou trop fraîchement inaugurées, la crise de l'énergie, ont contraint les dirigeants allemands à rompre avec la complaisance de leurs prédécesseurs. Dans l'espoir de n'être pas dépassés, des commissions et des instances nouvelles furent chargées d'élaborer à long terme la stratégie gouvernementale. Les tristes exploits de la bande à Baader et de ses émules vont-ils détourner l'attention de cet effort de prévision ?

Relevons tout d'abord que, malgré une avalanche de libelles qui fait la joie des libraires, la paix sociale n'est pas affectée et que la machine allemande ne s'arrête pas de tourner et d'accumuler. Une toute récente étude de la Banque fédérale (Deutsche Bundesbank) relève que le revenu, la consommation et la formation de capital des personnes privées ont connu ces dernières années une puissante augmentation. Leur niveau a presque triplé en dix ans. Les salaires possèdent à la fin de 1976 un capital moyen (assurances non comprises) de 24 000 DM (70 000 F environ). Celui des retraités a grimpé de 4 000 à 21 000 DM.

Les professions indépendantes ont sans doute préféré étaler leur mise, puisque les termes barbares elles l'ont seulement doublée. Le coefficient d'épargne de la population, calculé sur la base du « revenu disponible », serait passé de 11 à 15 % en dix ans. Les retraites, toutes catégories ont eu les moyens de mettre annuellement de côté, entre 1970 et 1976, sept fois plus que dans les années 60. Le gouvernement fédéral a confié à une « commission des transferts » l'analyse spectrale des ressources de ces « sous-privilegiés » d'hier, qui par le cumul de versements divers, dont personne ne tient la comptabilité, vivaient plus à l'aise que les experts considéraient d'ailleurs que les Allemands épargnent trop et n'investissent pas assez.

Pourtant, c'est ce qui a frappé le plus l'équipe du professeur Zapf, est, surchassement généralisé ne signifie pas que la société allemande en soit arrivée au stade « post-industriel » (terme fourre-tout, il est vrai) ni même qu'elle se caractérise par une large « couche moyenne » à l'intérieur

de laquelle la circulation d'une « strate » à l'autre se ferait en douceur. Au contraire, elle observe que la proportion d'ouvriers dans le salariat total (qui représentait en 1975 86 % des détenteurs de revenus) a atteint 43 %, c'est-à-dire cinq points de moins seulement qu'en 1950, alors que dans le même temps la proportion des fonctionnaires doublait et celle des prestataires de « services » passait de 18 à 30 %. Plus instructifs encore sont des sondages de 1960 et 1971 suggérant que *grasso modo*, les deux tiers des adultes masculins (entre trente et un et quarante ans) exercent une profession différente de celle de leur père. Cette mobilité entasse à peine le milieu ouvrier.

Il s'agit, certes, d'ouvriers nantis bien payés, de plus en plus associés à la marche de leur entreprise, convertis contre tous les risques du métier, protégés par les syndicats puissants aux salaires pleins, et dont les conditions de travail, sauf exceptions non négligeables (bruit, travail de nuit, monotonie des chaînes de montage) ne cessent de s'améliorer. Il n'en reste pas moins que les quatre cinquièmes des enfants d'O.S. et presque les deux tiers des enfants d'ouvriers qualifiés ne sont que de simples « échappés au confinement du monde des manuels ». Il est vrai qu'en revanche, si l'on peut dire, environ la moitié des enfants « du haut de la classe moyenne », mais aussi, empressons-nous d'ajouter 20 % de « fils du peuple » descendant quelques barreaux de l'échelle sociale, sont encore la majorité des paysans qui tiennent la terre. Faut-il hasarder l'hypothèse que le dynamisme économique allemand n'exclut pas un certain statisme social, et qu'il est moins tendre qu'ailleurs pour les « rentes de situation » ?

### Les marginaux

Ce qui est certain, quoique non surprenant, c'est qu'il est faux de croire que le problème de la pauvreté disparait de lui-même avec le développement. Le rapport Zapf distingue quatre degrés de pauvreté allant de la « pauvreté absolue » à la « pauvreté temporelle », mais comme il n'a pour l'instant que des données statistiques imparfaites remontant à 1969, il ne s'avance qu'avec circonspection. Néanmoins, il estime que la proportion de pauvreté d'environ 10 % de la population, où se mêlent personnes seules et familles nombreuses, est en régression. L'extension du *Grundgesetz* (littéralement : marginaux) soit maintenant assez fréquemment utilisée en R.F.A. Elle désigne avant tout les rétrogrades à la société d'abandon, d'abus en tout genre, drogués, etc. Mais elle embrasse également — de plus en plus — les inadaptables involontaires de tous ceux qui se « débrouillent mal ».

Quant à la quasi-perpétuation du milieu ouvrier, on peut l'attribuer à deux causes, dont la plus importante est la dégradation des centres de formation professionnelle, jadis forces et fierté de l'économie allemande. Ils ont végété par rapport au reste du réseau « scolaire » de formation (des jeunes et des moins jeunes), initiale et permanente, conforme à ses besoins et à ses prévisions technologiques, pour lequel elle ne cesse d'absorber des milliards de DM, que les budgets de l'enseignement public. Ouvrière ou bourgeoise, la jeunesse en sens large — la classe d'âge entre dix-huit et trente-cinq ans — est évidemment le facteur principal de la fermentation de la République fédérale. D'abord parce que, pour la première fois depuis la guerre, elle pâtit du chômage. En 1975, 5,8 % des moins de vingt ans étaient sans emploi. Le pourcentage baisse l'année suivante d'un point. Les comptes de 1977 ne devraient pas être beaucoup plus brillants. L'avenir, en tout cas, n'est pas rose. Une sélection très sévère a été imposée à l'entrée des seules facultés — sciences, médecine — qui promettent des débouchés à peu près assurés. Il est question de comprimer la durée des études et donc d'intensifier l'effort d'assimilation demandé, ce qui est contraire à la tradition universitaire germanique, et au relâchement relatif des années 60.

Est-ce parce que les études supérieures, dans ces conditions, « ne riment plus à rien » et qu'elles mènent à l'échec ? Ou parce qu'elles semblent détournées d'une proportion croissante des bacheliers ? Plus de 9 % y renoncent, 15 % hésitent à les entreprendre (contre 7,1 % en 1971). En mai 1974, 18 408 diplômés, dont 13 033 jeunes gens, étaient inscrits au chômage, constat d'échec provisoire devant lequel beaucoup reculent jusqu'à la dernière minute. Le débouché classique du diplômé allemand — juriste en premier lieu, casse suprême en l'absence de « grandes écoles » à la française — à savoir le service

public, tend à se resserrer. L'État (inclus le système universitaire) et les collectivités absorbent dans leur circuit 60 à 70 % de chaque promotion. Ils n'en accueillent bientôt plus que le dixième.

Le marché du travail n'est pas plus prometteur. La productivité par heure de travail (144 aujourd'hui sur la base de 1970 : 100) progressant sans accroc, la main-d'œuvre totale a plafonné. De 1961 à 1970, elle aurait augmenté de 12 % tandis que les demandeurs d'emploi sortant de l'université avec un titre augmentaient de 30 % ; en chiffres ronds, 400 000 diplômés. D'ici 1985, il faudrait en caser 600 000 de plus. L'issue est-elle de prolonger la scolarité obligatoire jusqu'à dix-huit ans, comme le propose-t-il y a quelques jours M. Klaus von Dohnanyi, ancien ministre fédéral de la recherche scientifique ?

« Normalement, conclut le professeur Zapf, tout dans ce domaine, devrait aller de plus en plus mal. On l'aurait pourtant, nous préparons un prolétariat intellectuel virtuellement exploité. Mais regardez l'histoire de la République fédérale. Ce ne sont pas les prophéties dramatiques qui se sont réalisées. Et ce qui s'est produit de plus positif découle quand, dans le passé, les Allemands ont été logés comme ils le sont aujourd'hui ? »

Il se pourrait d'après les projections démographiques de notre interlocuteur, que la population de la R.F.A. travailleurs étrangers et leur famille mis à part (leur embauche a été stoppée en 1973), dont le taux de reproduction est déficitaire depuis 1970, tombât de 61,53 millions à 57 millions en l'an 2000 — hypothèse alarmante. Ce décalage prouverait un certain répit sans freiner brutalement la croissance et permettrait un « changement » dans le sens d'un plus grand épanouissement pour chacun. Déjà, la plupart des citoyens ne confondent plus niveau de vie et bulletin de paie. Jamais la cote du *deutschemark* n'a été si élevée que celle des *mark* allemands. Cette monnaie florissante n'a occupé un rang assez modeste sur la liste des motivations et des vœux de l'Allemagne d'après-guerre. Une nouvelle sensibilité s'émancipait-elle derrière les confrontations qui emplissent l'actualité ? Mais la lutte pour les biens matériels ne sera-t-elle pas au moins aussi ardente que la course aux satisfactions matérielles ?

### Prochain article : L'ÉTAT EN SON DÉSERT

Liggett & Myers Tobacco Co; U.S.A., présente:

### Lark. La cigarette au triple filtre.

Lark a trois filtres. Deux filtres traditionnels à l'extérieur, et, à l'intérieur, une chambre de granules de charbon actif. Lark : un mélange fait à partir d'une sélection de tabacs blonds américains.



## JURIDICTIONS FRANÇAISES

### Attribuées à M<sup>re</sup> Croisson

de la faim ne pourraient être rées comme punissables au regard de la loi française. L'extradition n'est pas possible, les faits incriminés ne sont pas punissables selon la loi de l'État à qui l'action est demandée. A l'époque de l'extradition, le demandeur de la justice avait le droit de demander la justice de l'État à qui l'action est demandée. Quant à M<sup>re</sup> Croisson, une de ses décisions a été rejetée, mardi 29 novembre, par la cour de Stuttgart.

## DE VUE

### Pour le retour prisonnier de Stamboul

STÉPHANE BOADER, POLAND DUNE JACQUES DE POLAND DUNE

Le retour prisonnier de Stamboul, c'est l'histoire d'un homme qui a été capturé par les forces armées turques pendant la guerre civile en Syrie. Il a été détenu pendant plusieurs mois dans un camp de prisonniers. Il a été libéré par les forces armées libanaises et est rentré en France. Il a écrit un livre sur son expérience, intitulé « Le retour prisonnier de Stamboul ».

### Le Tour de France par Canille et Paul, deux enfants d'aujourd'hui



Ils en ont dit : MAX GALLO (L'EXPRESS) «Un beau livre de lecture écrit avec finesse et talent». JEAN DUTOURD (LE POINT) «Voilà un livre que tous les enfants de France doivent lire. Il leur apporte cette nouvelle merveilleuse qu'il existe une France éternelle». R. GUEGAN (LE MONDE) «Un livre qu'on lirait à des enfants si la télévision ne nous les prenait pas».

—TCHOU—

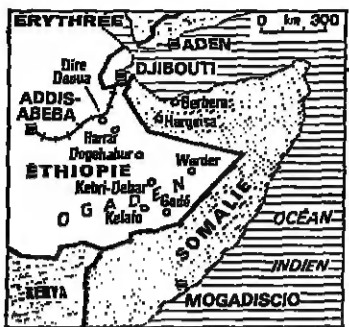


## AFRIQUE

### Ethiopie

#### Les combats se poursuivent pour le contrôle de Harrar

« La bataille pour Harrar a atteint un point crucial », a déclaré mardi 29 novembre, devant la presse étrangère, à Mogadiscio, M. Abdoulaye Hassan Mahmoud, secrétaire général du Front de libération de la Somalie.



La prise de Harrar avait été de nouveau démentie de façon catégorique mardi par deux diplomates éthiopiens, l'un à Londres et l'autre à Moscou. Ce dernier, M. Girma Alamu, avait indiqué : « Il y a seulement des combats sporadiques » autour de la ville.

Le président soudanais venait du Caire, où il a rencontré le président Sadate, et a poursuivi son voyage, après une courte escale soudanaise, en Arabie Saoudite.

« A Moscou, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gromyko, a lancé, mardi, un appel aux pays africains pour qu'ils soutiennent l'Ethiopie dans son conflit avec la Somalie. — (A.F.P., U.P.I., A.P.)

### République de Djibouti

#### Le meurtre d'un instituteur français serait l'œuvre de « rebelles » afars

L'instituteur français tué mardi matin 29 novembre à Galsi, sur le territoire de la République de Djibouti, près de la frontière éthiopienne, aurait été abattu par ses ravisseurs, des Afars, qui tentaient de gagner l'Ethiopie, déclare-t-on à Paris de sources autorisées. Les ravisseurs étaient au nombre de quatre, à bord de deux voitures et armés de pistolets-mitrailleurs Kalachnikov, de fabrication soviétique.

Ce groupe d'Afars, précise-t-on de même source, se serait introduit lundi après-midi au domicile de l'instituteur, à Yoboki, à une quarantaine de kilomètres de la frontière éthiopienne, et aurait attendu le retour de ce dernier, qui était accompagné de sa femme, pour les prendre en otage. C'est en leur compagnie que ce groupe d'Afars projetait de forcer le barrage frontalier de la garde nomade djiboutienne.

Ayant constaté qu'ils ne pour-

raient finalement pas réussir leur opération, ils auraient, avant de prendre la fuite, tiré une rafale d'arme automatique sur leurs captifs, tuant l'instituteur et blessant sa femme. A la suite de ce meurtre, les vingt-cinq coopérants français isolés à l'intérieur du territoire djiboutien ont été ramenés dans la capitale par des hélicoptères de l'armée française. (Voir nos dernières éditions du 30 novembre.)

[Conformément aux accords de coopération signés en juin dernier entre Paris et la nouvelle République, la France entretient dans ce pays 350 coopérants, dont 128 instituteurs : 4100 militaires français stationnent encore à Djibouti dans le cadre de la coopération militaire. On précise à Paris que la mesure temporaire — de suspension — de la ville de Djibouti des coopérants isolés en brousse ne remet nullement en cause le principe de la coopération franco-djiboutienne.]

### Rhodésie

#### Londres et Washington condamnent les derniers raids contre le Mozambique

L'évêque Abel Muzorewa, l'un des dirigeants nationalistes rhodésiens modérés, a condamné, mardi 29 novembre, les derniers raids de l'armée rhodésienne au Mozambique, affirmant que les victimes de ces opérations étaient pour la plupart des réfugiés, hommes, femmes et enfants. Ces raids auraient fait mille deux cents morts, selon Salisbury.

Mgr Muzorewa, qui dirige le Conseil national unité africain (U.A.N.C.), a précisé qu'il avait adressé une lettre à ce sujet au premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, lettre qu'il se propose de rendre publique. L'évêque a ajouté que son mouvement allait appeler à une semaine nationale de deuil et que le dimanche 4 décembre serait une journée de prière.

Le Front patriotique du Zimbabwe a lancé, pour sa part, un appel à la communauté internationale pour qu'elle vienne en aide aux populations du Mozambique victimes des raids rhodésiens. L'un des porte-parole de ce Front, M. Shumwayira, a déclaré, mardi à Rome, que l'action des forces rhodésiennes avait « été tout ce qui restait des propositions anglo-américaines pour l'établissement d'un accord dans la région ».

Londres et Washington ont condamné ces raids rhodésiens, qui avaient déjà été dénoncés, lundi, par M. Walldheim, secrétaire général des Nations unies. M. David Owen, secrétaire au Foreign Office britannique, a déclaré, mardi : « Cette dernière attaque avec le défi quelle comporte à l'intégrité territoriale du Mozambique, souligne la nécessité d'un règlement international accepté par les deux parties. Cette grave danger d'un élargissement du conflit qui pourrait concerner la totalité de l'Afrique australe. »

Le porte-parole du département d'Etat américain, M. Hodding Carter, a déclaré, pour sa part : « Nous condamnons cette escalade majeure de la violence qui enfreint l'intégrité territoriale d'un pays membre de l'Organisation des Nations unies. » « Ainsi que le souligne le communiqué nationaliste sur cette campagne, a-t-il poursuivi, l'action du régime de M. Smith a nettement accru l'amertume » des Noirs de Rhodésie, et « accomplie les efforts anglo-américains en vue d'un règlement ».

En dépit de ces raids, la récente initiative de M. Ian Smith pour un règlement interne du problème rhodésien doit continuer les discussions du comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine qui ont débuté le 28 novembre, à Dar-es-Salaam (Tanzanie). Les trois commissions permanentes du comité de libération sont réunies pour préparer la session plénière de janvier prochain, à Tripoli.

Les discussions entre partisans de la guerre à outrance et partisans d'une formule de compromis pourraient prendre un tour assez vif, estime-t-on de même source. Des militants siégeant au comité de libération insisteront à ce propos sur la « duplicité » du régime Smith, qui, d'un côté, se déclare prêt à négocier, tandis que, de l'autre, il commet une fois de plus une agression contre un pays africain voisin.

Les autorités de Salisbury, quant à elles, ont démenti qu'il y ait eu d'autres raids au Mozambique à la suite des attaques contre Chipmole et Tembue. Elles ont déclaré qu'il n'était pas question de lancer un raid analogue sur ce territoire du Botswana. — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

## AMÉRIQUES

### Argentine

#### Un cas parmi sept mille cinq cents

Buenos-Aires (A.F.P.). — Une liste de sept mille cinq cents prisonniers politiques et disparus en Argentine a bien été remise au ministère des affaires étrangères argentin, a confirmé, le mardi 29 novembre, l'ambassadeur des Etats-Unis à Buenos-Aires, M. Raul Castro. Au cours d'une conférence de presse, le diplomate américain a précisé que cette liste avait été présentée à Washington au président des Etats-Unis, M. Jimmy Carter, par les communautés juive et catholique et par un groupe indépendant.

Le ministère des affaires étrangères argentin avait démenti, vendredi dernier, que la délégation qui accompagnait le secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, dans sa récente visite à Buenos-Aires, ait remis une telle liste aux autorités militaires.

Le groupe 43 de la section belge d'Amnesty International nous fait parvenir le dossier qui a été établi sur le cas de M. Victor Benamo. Cet avocat aux sympathies péronistes, ancien recteur de l'université argentine de Bahia Blanca, a été arrêté le 23 avril 1976. Il a été détenu, depuis lors, en diverses prisons. Il se trouverait actuellement interné à Resistencia, dans la province du Chaco.

La situation de M. Benamo est néanmoins significative. Bien qu'il ait fait l'objet, en août 1976, d'accusations très graves de la part du commandant en second du 3<sup>e</sup> corps d'armée argentin, aucune action judiciaire n'était, aux dernières nouvelles, menée contre lui. Le général Adolfo Vilas avait, en effet, déclaré, lors de sa tournée d'avant, dans son discours, fait état de positions « socialistes révolutionnaires ».

De façon plus générale, M. Benamo était accusé d'avoir favorisé la « pénétration gauchiste » et l'« infiltration idéologique » dans l'armée, dont il avait eu la responsabilité de mai 1973 à mars 1974. Seize autres personnalités de l'université de Bahia Blanca — pour la plupart des enseignants de la faculté des sciences économiques — ont été arrêtées en juillet 1976. Trente et une autres, recherchées, avaient pu s'enfuir avant d'être interpellées.

Le général Vilas avait, lors d'une conférence de presse en août 1976 à Bahia Blanca, où il avait annoncé un vaste plan de « pénétration marxiste » dans l'université, également mis en cause M. Gustavo Malek, ancien ministre de l'éducation et de la culture du général Alejandro Lanusse — de 1971 à 1973. L'ancien chef de l'Etat avait, en la circonstance, pris la défense de M. Malek, ce dont lui avait valu cinq jours d'arrêt de rigueur.

Le groupe 43 de la section belge d'Amnesty International indique M. Benamo, qui est âgé de quarante-huit ans, a été tellement torturé et mal traité qu'il a perdu 50 kilos en dix-huit mois, qu'il n'a plus l'usage de ses membres supérieurs et que son équilibre nerveux est gravement compromis.

Sept personnalités péronistes ont, pour la première fois depuis le coup d'Etat du 24 mars 1976, demandé clairement au gouvernement de libérer les prisonniers politiques, d'envisager une réforme économique et de préparer la voie à un retour de la démocratie. Dans une lettre ouverte, publiée le 28 novembre, par plusieurs journaux, l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Angel Robledo, l'ancien président du Sénat, M. Eolo Luder, et cinq autres membres importants du parti péroniste demandant à la Junta de relâcher les citoyens « et que la libération en question la paix et la sécurité du pays ».

### Etats-Unis

#### M. FRANK JOHNSON NE POURRA PAS PRENDRE LA DIRECTION DU F.B.I.

Washington (A.F.P., Reuter). — M. Frank Johnson, qui avait été choisi au printemps par le président Carter pour succéder à M. Clarence Kelley à la direction du Federal Bureau of Investigation (F.B.I.) s'est refusé en principe à accepter ce poste, a annoncé mardi 29 novembre M. Griffin Bell, attorney général (ministre de la Justice). M. Johnson a été nommé en août d'un anévisme de l'aorte.

M. Kelley devait prendre sa retraite le 1<sup>er</sup> janvier 1978. Le ministre de la Justice a affirmé qu'il lui demanderait de rester temporairement à la tête du F.B.I. en attendant la désignation d'un nouveau directeur. M. Kelley a déclaré de son côté qu'il acceptait de conserver ses fonctions en janvier, mais qu'il avait d'autres projets professionnels pour les mois suivants.

### ALAIN JACOB.

● A la réception offerte à Paris par l'ambassadeur d'Albanie à l'occasion de la fête nationale, la Chine n'était représentée que par le premier conseiller de l'ambassade en France. En revanche, les ambassadeurs de plusieurs pays du Pacte de Varsovie étaient présents.

## ASIE

### Philippines

#### LE PRÉSIDENT MARCOS ORDONNE LA RÉOUVERTURE DU PROCÈS DE M. AQUINO

Manille (A.F.P.). — Le président Marcos a ordonné, mardi 29 novembre, la réouverture du procès de l'ancien chef de l'opposition, M. Benigno Aquino, condamné à mort vendredi par une cour militaire (Le Monde a daté 27-28 novembre). Cette décision a été prise pour permettre à M. Aquino de présenter sa défense, précise-t-on à Manille. M. Aquino avait contesté la compétence de la juridiction militaire devant laquelle il comparait et avait fait appel devant la Cour suprême. Son avocat s'est déclaré sceptique quant à l'issue d'un nouveau procès, car il semble que les juges soient encore des militaires.

### Chine

#### Les relations avec l'Albanie se détériorent rapidement

De notre correspondant

Pékin. — Les relations sino-albanaises se détériorent rapidement. Aucun des quatre vice-présidents du comité central du P.C. chinois n'assistaient mardi 29 novembre à la réception offerte par l'ambassadeur d'Albanie pour le trente-troisième anniversaire de la libération, alors que le vieux maréchal Yeh Chien-ying et M. Li Hsien-nien s'étaient défilés dans cette affaire en tant que représentants officiels. La présence à l'ambassade d'Albanie de deux membres du bureau politique — MM. Ulanfu et Keng Piao — répondait aux attentes chinoises d'une plus grande participation théorique et fraternelle. A la différence encore de l'an passé, aucun discours n'a été prononcé et le Quotidien du peuple rompt cette année avec la tradition en s'abstenant de saluer par un éditorial la fête nationale albanaise. Le journal se borne à rendre discrètement compte en page quatre de la réception de mardi.

L'ampleur des réalignements en cours parmi les amis, anciens et nouveaux de la Chine, est soulignée par un éditorial d'organe du P.C. albanais, « Zeri i Popullit », diffusé à Pékin par les soins de l'agence albanaise de presse. Ce texte, daté du 26 novembre, résonne avec vigueur l'attitude observée à propos de la visite à Jérusalem du président Sadate au mois d'octobre, et les tenants du Mouvement des

non-alignés » que par ceux de « la théorie des trois mondes ». Le journal albanais, qui rejette pour sa part toute idée d'« arrangement » ou de « compromis » avec Israël, renvoie ainsi dos à dos Yougoslaves et Chinois. Le fait est que ces derniers n'ont fait état de la visite en Israël du président égyptien que le 27 novembre dans une dépêche de l'agence Chine nouvelle aussi peu compromettante que possible et qui se bornait à citer quelques phrases du discours de M. Sadate devant la Knesset. La position de Pékin dans cette affaire est fort délicate, la diplomatie chinoise éprouvant d'une part quelques difficultés à choisir entre ses différents amis arabes et n'ayant aucun motif d'autre part pour s'aligner sur les positions de l'U.R.S.S. « On comprend », écrit Zeri i Popullit, la position particulièrement embarrassante des tenants de la « théorie des trois mondes » dont l'arrangement et le compromis avec Israël ont embrouillé le schéma ».

### ALAIN JACOB.

● A la réception offerte à Paris par l'ambassadeur d'Albanie à l'occasion de la fête nationale, la Chine n'était représentée que par le premier conseiller de l'ambassade en France. En revanche, les ambassadeurs de plusieurs pays du Pacte de Varsovie étaient présents.

### Bangladesh

Selon le « Guardian »

#### DES CENTAINES D'OPPOSANTS ONT ÉTÉ EXÉCUTÉS

Des centaines d'opposants au régime du général Ziaur Rahman ont été exécutés après avoir été jugés à huis clos dans les casernes de Dacca, à la suite de la tentative de coup d'Etat d'octobre dernier (Le Monde des 4, 20 et 28 octobre), a écrit le quotidien britannique the Guardian du mardi 29 novembre.

Le nombre exact des exécutions n'est pas connu, mais des étrangers vivant près des quartiers militaires sont souvent réveillés en pleine nuit par les sapeurs et les pelotons d'exécution. Selon d'autres sources, également citées par le Guardian, des pendaisons auraient lieu quotidiennement à la prison centrale de Dacca. La plupart des personnes qui passent en jugement sont des militaires, mais des opposants civils seraient aussi défilés devant les « juges » militaires, en particulier les dirigeants du parti de gauche J.S.D. (Jalao Samaiti Jantir Dal, ou parti socialiste national).

### Introduction à la comptabilité de gestion

Un cycle de formation permanente intensive (4 fois 7 heures) organisé et animé par l'IFAPE 162, rue Saint-Charles 75015 PARIS. Tél. : 578.02.28



le savoir enseigner de l'université, plus le savoir faire du monde des affaires.



### le savoir enseigner de l'université, plus le savoir faire du monde des affaires.

#### Une synergie performante.

L'IFAPE est le département Formation Permanente de l'Institut d'Administration des Entreprises, rattaché à l'Université Paris I et spécialisé dans l'enseignement de la gestion. Créé en 1971, l'IFAPE associe au sein de son corps enseignant, des universitaires rompus à la pédagogie des adultes et des cadres supérieurs habitués à la pratique des affaires.

Une formation intensive, spécialement adaptée aux préoccupations professionnelles.

L'IFAPE propose des programmes inter-entreprises pré-établis et organise, à la demande, des programmes de formation intra-entreprise. Les premiers répondent à des besoins généraux, liés aux phénomènes économiques et sociaux. Les seconds répondent à des besoins spécifiques d'un groupe de salariés et sont établis en liaison avec les responsables de l'entreprise. La collaboration étroite entre enseignants universitaires et praticiens des affaires permet une formation intensive utile à cent pour cent.

#### DEMANDE D'INFORMATIONS

Concernant les cycles intra-entreprise N'hésitez pas à nous téléphoner, pour convenir d'un rendez-vous.  
Concernant les cycles inter-entreprises Sans aucun engagement de ma part, je désire recevoir des renseignements complémentaires sur les cycles inter-entreprises :

Fonction juridique ☐ Formation PME ☐  
Fonction comptable ☐ Relations humaines ☐  
et financière ☐ et communication ☐  
Fonction commerciale ☐

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Entreprise \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

Bulletin à retourner à IFAPE  
Formation permanente de l'IAE  
162, rue Saint-Charles - 75015 PARIS  
Tél. : 578.02.28

هكذا من الأصل



cas parmi sept mille cinq cents

LE MONDE — 1<sup>er</sup>-2 décembre 1977 — Page 9

293, rue Saint-Jacques, Paris 5<sup>e</sup>

# Dans le paysage architectural du Val-de-Grâce

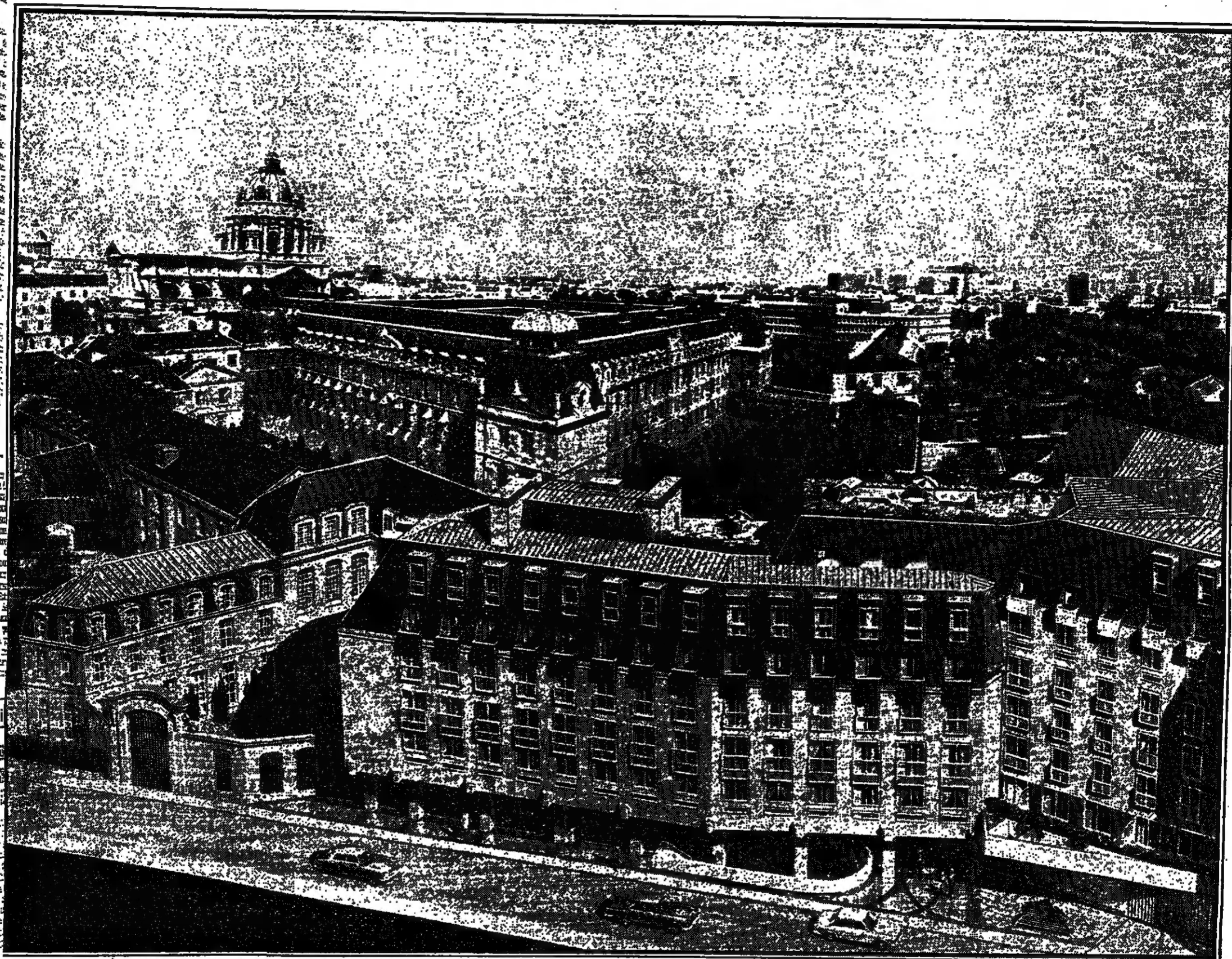


Photo-montage de la maquette des immeubles sur le paysage réel qu'ils dominent. Il n'était pas possible de respecter strictement certains angles de vue, mais ce document donne une impression générale très proche de la réalité, qui est, en fait, plus favorable encore.

## Le Longueville SAINT-JACQUES

En regardant Mansart...  
Le Longueville Saint-Jacques fait face au Val-de-Grâce. A trois siècles d'écart, c'est l'alliance réussie de deux architectures et une certaine parenté dans la ligne des façades rend l'intégration parfaitement satisfaisante. Les trois-quarts des appartements vont bénéficier d'une vue imprenable sur le parc et les façades Louis XIV, tout en jouissant d'une atmosphère calme et paisible.

A la fois moderne et fidèle au passé  
Conçue dans l'esprit des hôtels anciens la résidence offre, sur la rue Saint-Jacques, une élégante façade habillée de pierre sous un vrai toit d'ardoises. Elle met en valeur, tout en la liant aux constructions nouvelles, le très bel hôtel de Longueville du XVII<sup>e</sup> siècle. Entièrement restauré il demeure, dans le cadre du programme, comme le dernier témoignage d'un passé somptueux.

Dans le quartier le plus "intelligent" de Paris  
C'est, dans un rayon de 1.000 mètres : la Sorbonne, le Panthéon, le Collège de France, le Luxembourg; tout proches également : le Jardin des Plantes, Montparnasse, le marché Mouffetard. C'est en vérité le quartier de Paris qui offre le plus de commodités et le plus de possibilités de se cultiver et de se distraire. Au sein de ce périmètre d'élite et dans un tel site, Le Longueville Saint-Jacques représente une valeur immobilière solide, ce qui est également très important.

**Des appartements d'exception et une grande variété de plans.**  
Du studio aux 6 pièces et duplex, ils sont luxueusement traités et la plupart sont agrandis par des balcons. Dans les plus grands appartements, conçus pour recevoir, la surface salon-salle à manger tient une large place. Certains sont d'ailleurs dotés d'immenses terrasses qui multiplient par deux la surface "réception" déjà importante. Les plans, très originaux, sont presque tous différents les uns des autres. Ainsi, chacun trouvera parmi ces appartements hors du commun, celui qui correspond le mieux à son style de vie.

Début des livraisons : été 78

**Visitez l'appartement-décoré**  
tous les jours,  
de 10h30 à 13h et de 14h30 à 19h.  
Et si vous ne pouvez vous déplacer,  
téléphonez-nous  
ou envoyez-nous votre carte de visite.  
Vous recevrez une luxueuse brochure en couleurs  
décrivant l'immeuble.

Renseignements et vente  
Sur place : 293, rue Saint-Jacques, 75005 Paris  
**Tél. 033.49.91**  
Au siège : COGEDIM, 21 rue d'Astorg, 75008 Paris  
**Tél. 266.36.36**

Réalisation **OCEFI** Vente **COGEDIM**  
SA, au capital de 80 millions de francs.



Le Monde

# politique

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## Le projet d'indemnisation des rapatriés est jugé inacceptable par la majorité des députés

La discussion générale du projet de loi d'indemnisation des rapatriés, qui s'est terminée mardi soir 29 novembre à l'Assemblée nationale, a confirmé l'opposition de la majorité des députés au texte présenté par le gouvernement.

Comme les rapatriés eux-mêmes, ainsi que l'ont révélé les travaux du congrès extraordinaire réuni mardi après-midi par le mouvement des RECOUR, les différentes formations politiques sont, à l'exception du parti républicain, partagées entre le désir de repenser un projet jugé insuffisant et la crainte de voir le gouvernement retirer son texte pour qu'il ne soit pas approuvé grâce aux abstentions. Dans ce dernier cas, les rapatriés perdraient le bénéfice d'améliorations certaines, et dont personne

ne conteste l'intérêt, par rapport à la situation actuelle.

Les représentants du R.P.R., des centristes-réformateurs, du P.S. et du P.C. devaient arrêter leur position mercredi soir, à la fin de la discussion des articles. Ils se montraient d'autant plus déterminés à faire passer le projet, qu'ils considéraient que dans son discours, mardi après-midi, M. Dominati, en présence de M. Raymond Barre, n'a pas dit un seul mot de la possibilité d'indexer sur le coût de la vie les créances qui seraient reconnues aux rapatriés, alors que la satisfaction de cette revendication est considérée par les intéressés et la grande majorité des députés comme la condition - sine qua non - de l'approbation du projet.

Le gouvernement a estimé, de toute évi-

dence, que ni les rapatriés ni les formations de la majorité n'oseraient prendre le risque de voir l'examen du dossier reporter « sine die ». Au cours de l'allocution qu'il se proposait de prononcer, mercredi après-midi 30 novembre, M. Raymond Barre devait présenter plusieurs amendements visant, dans un souci de compromis, à assouplir les dispositions prévues en faveur des personnes âgées et de certains cas sociaux, et à compenser légèrement les effets éventuels de l'inflation sur le montant des indemnités, mais les indications fournies, mardi soir, à ce sujet, ne paraissent pas de nature à satisfaire, loin de là, les députés.

Dès le début de la discussion, il semblait exclu que les divergences au sein de la majorité puissent provoquer une crise politique.

M. Claude Labbé a laissé entendre que la majorité du groupe R.P.R. n'engagerait pas une épreuve de force avec le gouvernement, même si les députés du Midi, notamment M. Mario Bénéard, délégué gaulliste aux rapatriés, tiennent un langage moins conciliant. Le R.P.R. estime qu'il a atteint son objectif électoral en se posant, depuis plusieurs mois, comme le meilleur défenseur des rapatriés au sein de la majorité.

Le gouvernement ayant décidé de ne pas céder, quelle que soit la conclusion du débat, le contentieux entre les « pieds-noirs » et l'État ne sera pas définitivement réglé, contrairement à ce que souhaitait M. Valéry Giscard d'Estaing, le 8 juillet 1977, à Carpentras.

Mardi 29 novembre, sous la présidence de M. François-Xavier (P.S.), l'Assemblée nationale examinait, après déclaration d'urgence, et en présence d'une centaine de députés et d'un public très nombreux, le projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens (voir notamment le Monde du 27 octobre et des 17, 27-28 et 29 novembre). Ce texte pose le principe de l'indemnisation intégrale des dommages subis tout en prévoyant un plan de 1 million de francs pour un couple et de 500 000 francs pour une personne seule. Les indemnités versées complèteront la contribution accordée par la loi de 1970. Le coût global sera de 30 milliards, qui s'ajouteront aux 10 milliards versés au titre de la loi de 1970.

Pour M. THESANDIER (P.R.), rapporteur, ce projet ne résout pas un certain nombre de problèmes jugés fondamentaux par la commission des finances : la détermination des bases de l'indemnisation, les modalités d'indemnisation, les modalités de règlement, la protection contre l'inflation et la cessibilité des titres.

Il conclut : « Ce projet, qui soulève les passions, entraîne une profusion de propositions, pour certaines très sérieuses, pour d'autres, les rapatriés ont besoin d'avis qu'aujourd'hui. A présent,

l'unanimité s'est faite. Ce projet est nettement plus satisfaisant que les lois précédentes, mais il paraît indispensable de le compléter par l'adoption des amendements de la commission. Enfin, cette nouvelle loi doit rester ouverte à l'avenir. »

Répondant aux principales revendications des associations de rapatriés, M. DOMINATI, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé des rapatriés, explique pourquoi le gouvernement estime préférable de s'en tenir aux barèmes d'évaluation des biens perdus, fixés en 1970. Il avance deux raisons : « Toute réévaluation accroît la charge budgétaire dans des proportions insupportables pour le Trésor public. D'autre part, près de la moitié des dossiers d'indemnisation ayant été liquidés, modifier les bases de réévaluation serait remettre sur le chantier l'ensemble des dossiers, donc retarder la liquidation des indemnités. »

Puis il indique pourquoi il n'a pas paru « possible ni souhaitable » d'indemniser intégralement les biens abandonnés outre-mer : « D'abord, pour des raisons budgétaires évidentes ; ensuite, car la solidarité nationale, qu'il est normal de faire jouer, doit trouver son motif normalment au sein de la Nation, et non pas au sein d'une collectivité étrangère. »

Après avoir précisé qu'avec le nouveau texte chaque rapatrié devrait percevoir en moyenne 240 000 francs contre 22 000 actuellement, M. DOMINATI explique pourquoi le gouvernement n'a pas non plus retenu la possibilité de verser des indemnités en fonction des revenus des rapatriés. Dans la conjoncture financière actuelle, et compte tenu de la lutte contre l'inflation, il n'est pas sage de retenir un tel système.

De plus, « la négociation quasi simultanée de l'ensemble des titres remis aurait conduit à un effondrement de la valeur de ces titres. Nous n'avons pas voulu que les ordres représentatifs du patrimoine perdus risquent de faire tomber d'une « déroute » préjudiciable en fin de compte aux intérêts des rapatriés. »

### M. BENARD (R.P.R.) : ambigu donc trompeur

Dans la discussion générale, M. SAVARY (P.S., Haute-Garonne) observe que « socialistes et radicaux de gauche n'ont pas attendu la venue des élections législatives pour affirmer le droit à une juste réparation et ont déposé de nombreuses propositions qui n'ont jamais pu servir de base à une loi. Il s'agit donc d'une question ». Il s'interroge « sur la vertu de l'indemnisation du R.P.R. » et M. Chirac n'avait pas dit le premier ministre de juin 1974 que le projet de loi n'est pas acceptable : « Il a voté 1976 ». Cependant, qu'un capital de 1 franc en 1963 ne représente plus que 36,2 centimes aujourd'hui, il affirme : « Ainsi, l'indemnisation est une pure de chapra. »

Pour M. MARIO BENARD (R.P.R., Var), « ce projet tel qu'il est n'est pas acceptable : il est ambigu, donc trompeur, car on est loin d'une indemnisation pécuniaire et complète. Il risque de conduire à des situations plus

anormales encore que celles résultant de la loi de 1970. Si le gouvernement estimait que le coût d'une indemnisation complète et générale consistait les possibilités du pays, il devrait le dire et s'annoncer qu'un complément partiel d'indemnisation. » M. Benard présente ensuite les contre-propositions de son groupe qui reposent sur trois idées-forces : « Le problème doit être traité en termes de droit commun, une loi de sauvegarde doit être prévue contre l'inflation, les « rétroactifs » doivent pouvoir continuer à vivre et à travailler dans la paix et la sécurité. »

Pour M. GARCIN (P.C., Bouches-du-Rhône), « le pouvoir et la majorité portent l'entière responsabilité du retard scandaleux dont les rapatriés souffrent depuis quinze ans. » Le député relève que certains rapatriés, dépossédés en 1963, devaient attendre 1997 pour être indemnisés, et que certains, indemnisés et soulagés, ont perdu ce bénéfice à la suite de la dévaluation de la monnaie. Il appelle des amendements pour que le projet, déclaré-t-il, appelle des amendements importants.

Pour M. GINOUX (rét., Haute-de-Seine), « l'indemnisation doit être à la fois un dédommagement de la perte matérielle subie et une réparation du délit d'assimilation imposée. La disposition proposée doit être améliorée. »

M. LAFONT (non-inscrit, Var), rapatrié et membre du RECOUR, insiste sur la nécessité « absolue » d'une loi de réévaluation des biens abandonnés, et d'indemnités « immédiates ». Les personnes âgées sous la forme, par exemple, d'une retraite indexée. Il suggère le lancement d'un grand emprunt national qui permettrait un règlement « définitif et rapide » du problème.

Pour M. GANTIER (P.R., Paris), « il faut voter cette loi de justice et de reconnaissance, même si elle n'est que partielle. » M. BAYOU (P.S., Hérault) constate que « les gouvernements qui se sont succédés ont fait preuve d'une grande persévérance dans la poursuite de ce projet, et l'erreur, déclare-t-il, s'appelle « retard ».

La discussion se poursuit en séance de nuit sous la présidence de M. BROCARD (R.P.R.). Pour M. BONNEMERIE (P.S., Tarn-et-Garonne), « les victimes d'une injustice électorale, ont été sacrifiées à une politique d'indemnisation à la réalisation à perpétuité d'un régime militaire-bureaucratique. » Pour M. SOUSTELLE (rét., Rhône), « ce projet, qui impose aux rapatriés un emprunt forcé, comporte plus d'une injustice et d'une injustice. »

M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, a déclaré, mardi 30 novembre, après la réunion du bureau et du groupe, que la proposition de loi d'indemnisation des rapatriés qu'il avait déposée, M. Mario Bénéard, député du Var, avait été à l'origine du texte du gouvernement.

Après la première étape de la réévaluation, nous allons franchir une seconde étape, celle de l'indemnisation, a déclaré M. Labbé. « Mais ce texte, a-t-il ajouté, ne ferme pas le dossier, ni toute indemnisation future. »

L'idée générale de notre groupe est d'aller vers un vote de ce texte », a poursuivi M. Labbé, qui a souligné que le projet du gouvernement avait le double mérite, aux yeux du R.P.R., de se rapprocher du droit commun, et de faire passer la déposition des personnes âgées.

Interrogé sur le terme de « fraude » employé par certains journalistes pour désigner l'attitude des députés R.P.R. dans cette affaire, M. Labbé a répondu : « Si vraiment le fait de faire notre métier de députés, de présenter des amendements, de nous opposer au gouvernement, et cela s'appelle la fraude, alors, vive la fraude ! »

Evocant l'élection cantonale partielle de Strasbourg, M. Labbé a déclaré que, si elle devait constituer un test, il fallait aussi considérer l'élection de Saint-Aulaye en Dordogne, comme un test. Cependant, a-t-il ajouté, M. Chirac ne devait pas plus s'adonner au jeu d'hui à l'optimisme qu'il ne devait se laisser aller au pessimisme avant la rupture de l'union de la gauche. Le président du R.P.R. estime qu'il faut renforcer « la cohésion et l'unité de la majorité », ce dont l'entreprise qu'il a eue à Rouen, la semaine dernière, avec M. Jean Lecanuet, donne un bon exemple, a dit M. Labbé.

### M. LABBÉ (R.P.R.) : ce texte ne ferme pas le dossier.

Le Monde

DE L'EDUCATION

Numéro de décembre

## JOUETS ET LIVRES POUR ENFANTS

En quelques jours, des millions de jouets — l'essentiel de la production annuelle — vont disparaître des rayons des magasins. Vient cette trépassée d'achats de jouets, au moment des fêtes ? Pourquoi crée-t-on sans cesse de nouveaux modèles ? Quelles sont les nouvelles tendances ? Pourquoi les parents achètent-ils des jouets aux enfants ?

Le Monde de l'éducation publie également un choix de livres pour les enfants, ainsi que la liste des livres et des livres sélectionnés et recommandés par des comités de spécialistes réunis par France-Inter.

Egalement au sommaire :

- Les métiers de la publicité.
- Comment devenir éducateur sportif sans le baccalauréat ?
- Un reportage à l'A.A.O. : une communauté autrichienne qui fonctionne selon les principes du psychanalyste Wilhelm Reich.
- Une interview de M. Mostapha Lachgar : le ministre algérien de l'éducation s'en prend aux « arabisants intégraux ».
- Et une grande enquête sur la formation dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur : le mirage de Fos, le centre d'éducation technique de l'école de Barre, la formation des enfants de travailleurs immigrés. L'exemple de « déségrégation réussie » de l'université de Nice. Le second départ de Marseille-Luminy. Les difficultés du centre universitaire de Toulon.

Le Monde de l'éducation

5, rue des Italiens - 75017 PARIS - CEDEX 05.  
Le numéro : 5 F. - Abonnements (11 numéros par an) : 50 F.

### Analyse des marges, coûts et prix de revient

Un cycle de formation permanente intensive (5 fois 4 heures) organisé et animé par l'IAPE 162, rue Saint-Charles 75015 PARIS. Tél. : 578.02.28

le savoir enseigner de l'université, plus le savoir faire du monde des affaires.

## DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE pour ceux et celles qui veulent UNE TROISIÈME VOIE vers une majorité élargie

### POUR CHANGER LA FRANCE

- Pour une relance de la confiance par la défense des valeurs morales et spirituelles.
- Pour une politique familiale cohérente par le doublement des allocations familiales, la création de la retraite de la mère de famille, le maintien du quotient familial.
- Pour la construction de l'Europe politique et le maintien de l'Alliance atlantique.
- Pour la décentralisation de nombreux pouvoirs au niveau régional.
- Pour les libertés (liberté d'entreprendre, liberté d'enseignement, liberté syndicale...).
- Pour le respect de la nature et pour des règlements écologiques plus sévères.

### POUR CHANGER L'ÉCONOMIE

- Pour la défense des consommateurs par l'amélioration de la distribution.
- Pour le développement du rôle des salariés dans l'entreprise.
- Pour le relèvement du S.M.I.C.
- Pour la 5<sup>e</sup> semaine de congés instaurée progressivement en commençant par les plus de 50 ans.
- Pour le contrôle de la stratégie des sociétés multinationales.
- Pour nos libertés face aux dangers totalitaires.

ADHÉREZ A LA

## DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

11, rue de Tilsitt - 75017 PARIS

Un programme détaillé vous sera envoyé sur demande

هكذا من الأصل

Cette œuvre

Le Compagnon d'Étude



# la majorité des députés

M. Claude Labbé a laissé entendre la majorité du groupe R.P.R. de même si les députés du Midi-Pyrénées, tenues en l'attente d'un vote, estiment qu'il a atteint son objectif en se faisant élire député, comme le meilleur défenseur des ruraux de la majorité.

Le gouvernement ayant décidé de céder, quelle que soit la conclusion du contentieux entre les « pieds-noirs », ne sera pas définitivement réglé. A ce que souhaitait M. Valéry Giscard d'Estaing, le 5 juillet 1977, à Carpentras.

Le Sénat a adopté, mardi 29 novembre, les crédits de la défense s'élevant, a précisé le rapporteur M. Francou (Un. centr., Bouches-du-Rhône), à 27 milliards 200 millions de francs, qui représentent 17 % du budget de l'Etat et 3,23 % du produit industriel brut (PIB).

La part des dépenses ordinaires est en légère diminution, tandis que les dépenses en capital sont en augmentation. L'objectif fixé pour 1978 par le gouvernement sera atteint et même légèrement dépassé.

M. LECOUZÉ (Ind., Eure), rapporteur spécial des dépenses ordinaires, a précisé que les crédits destinés aux remplacements et charges sociales représentent les deux tiers de ces dépenses et près de la moitié du total du budget de la défense. Après M. LECOUZÉ, remplaçant de M. DUFAY (P.S., Tarn-et-Garonne), rapporteur spécial du service des dépenses, M. GENTON (C.N.I.P., Cher), qui exprime son désaccord de la commission de la défense (section commune), a expliqué que l'évolution des crédits consacrés aux forces nucléaires s'explique par le fait que le programme Pluton arrive à son terme. Il faut, souligne-t-il, lancer maintenant le développement du missile air-sol de moyenne portée.

M. GAUTHIER (R.P.R., Maine-et-Loire), rapporteur pour avis de la commission de la défense, considère que la loi est une loi urgente, car les collectivités locales ne pourront faire face à la dépense.

M. CHAUMONT (R.P.R., Sarthe) évoque le problème de la formation de l'armée de terre, et demande quelle en est la solution.

M. VOLQUIN (Ind., Vosges), a voté avec satisfaction un certain nombre d'adresses aux députés de l'armée de l'air. Toutefois, estime-t-il, ces 21,50 % du total voté par la loi-programme. Le budget de la défense est de 27 milliards.

M. MAX LEBRUN, rapporteur des crédits de la marine, craint que ceux-ci soient insuffisants pour poursuivre les études nécessaires dans le cas d'une guerre électronique. Les commandes de nouvelles sous-marines, pour l'essentiel, renvoyées à l'année à venir. La mise en œuvre de la force océanique stratégique...

## Défense : deux sous-marins nucléaires sont en service de façon permanente, précise le ministre

La loi-programme de la défense prioritaire de la marine, « Priorité restée donnée au nucléaire, affirme dans sa réponse M. YVES BOURGES, ministre de la Défense. La loi-programme, précise-t-il, prévoit de 1980 à 1984 un programme de 32,50 % des crédits de paiement et au total 17 % de la loi-programme. Le total des expérimentations de la Pacific s'est beaucoup accru en quelques années, ce qui fait que le passage d'acier des sous-marins nucléaires augmente de 15 %. La dissuasion, déclare encore le ministre, n'est pas le fait d'un seul sous-marin, mais d'un ensemble qui doit être supérieur aux gains qu'il pourrait escompter d'une agression. M. BOURGES réagit, répond-il à M. CHAUMONT, car c'est une fonction d'avertissement et non de la stratégie de la dissuasion. (...) Dès à présent, annonce M. BOURGES, deux sous-marins nucléaires sont en service permanent en mer. En 1978 il y en aura trois et en 1979 il y en aura quatre. Je ne puis préciser, ajoute-t-il, le nombre de sous-marins que ce budget permettra la volonté gouvernementale de marcher vers une armée de métier. Il faut l'efficacité du matériel et la compétence des hommes. Les sous-marins (C.N.I.P., Paris) prendront acte de la déclaration du ministre selon laquelle il y a en ce moment deux sous-marins nucléaires à la mer. Devant l'Assemblée nationale, M. BOURGES avait déclaré : « C'est évidemment une loi-programme qui n'est pas une loi-programme ». Le sénateur de Paris estime que les sous-marins ne devraient y être que le temps de former des équipages supplémentaires.

On entend ensuite M. KAUSSE (R.P.R., Bas-Rhin), d'ALLIERES (Ind., Sarthe), PALMIERI (Un. centr., Alpes-Maritimes), LONGUEUR (P.S., Haute-Vienne), FERRON (P.S., Var), et MAX LEBRUN, qui dénonce l'absence d'uniformes dans les sous-marins.

M. SCHWINT (P.S., Doubs), président de la commission des affaires sociales, critique la non-application de la législation qui a reconnu la pleine égalité de droits entre les anciens combattants d'Afrique du Nord et ceux des unités antérieures.

Puis les crédits du ministère de la Défense sont adoptés, communistes et socialistes votant contre.

### INDUSTRIE

#### 1. MONORY : notre main-d'œuvre est chère

Les sénateurs examinent les crédits de l'industrie, dont le rapporteur est M. DESCOUDRES (Ind., Calvados), qui craint notamment que les crédits de la surveillance des installations nucléaires ne soient insuffisamment dotés. M. DESCOUDRES s'interroge sur la cohérence de l'action publique dans le domaine de l'information.

M. COLLOMBE (non-inscr., Rhône), qui exprime l'avis de la commission des affaires économiques, estime que la France doit se consacrer à la priorité vers les activités de pointe : électronique, chimie fine, construction aéronautique, mécanique de précision, etc.

M. PINTAT (Ind., Gironde), rapporteur des crédits de l'énergie, souhaite le dépôt d'une loi-programme et estime que la France doit se consacrer à la priorité vers les activités de pointe : électronique, chimie fine, construction aéronautique, mécanique de précision, etc.

M. SCHUMANN (R.P.R., Nord), rapporteur des crédits de la recherche scientifique, souligne l'exploitation des fonds de la recherche et le développement des exportations par la vente de technologies de pointe.

M. MONORY, ministre de l'Industrie, déclare notamment avant d'obtenir le vote de ses crédits : « La politique industrielle de la France sera fortement marquée par les contraintes internationales. En 1974, nous achetions pour 10 milliards de pétrole ; nous en avons acheté pour 10 milliards en 1977. J'ai dit pendant tout ce temps que les exportateurs ne pouvaient pas s'enrichir seuls. Ils trouvent que c'est une loi-programme qui n'est pas une loi-programme. »

## Le Monde et l'EDUCATION

PARIS	MONTREAL
1500 F	
Départ Paris A/R	
MARRAKECH	900 F
NEW YORK	1 500 F
NAIROBI	1 900 F
BANGKOK	2 250 F
DELHI	2 300 F
MEXICO*	3 150 F
RIO	3 600 F

\* avec prestations  
VOLS A DATES FIXES

**NEPAL**  
3600 F

■ semaines  
du 22.12 au 4.1  
du 12.2 au 2.3  
du 18.3 au 2.4  
du 2.4 au 16.4  
du 9.4 au 23.4

**NOUVELLES FRONTIÈRES**  
TOURNAVENTURE

63, av. Denfert-Rochereau  
75014 PARIS  
Tél. : 329.12.14  
5, rue Billefry  
38000 GRENOBLE  
Tél. : 11.11

Saphir  
entourage 8 diamants 6 240 F

Solitaires ■ 3 000 à 100 000 F

Émeraude  
entourage 8 diamants 11 000 F

**“Diamants, émeraudes, saphirs, rubis je suis exigeant sur la qualité des pierres mais souple sur les facilités de paiement”**

**MP**

Paris  
8, place de la Madeleine  
138, rue La Fayette  
86, rue de Rivoli

GRATUIT CATALOGUE COULEUR Tél. : 260.31.44

“CRÉDIT DIAMANT” 6 MOIS sans frais  
après acceptation du dossier et comptant légal

## Paris-New York en Concorde. Prenez de l'avance.

Adoptez Concorde, vous serez parmi les premiers.

**Gagnez du temps.**  
Le temps coûte cher, gagner 4 heures sur un vol Paris-New York, c'est déjà beaucoup.

**Arrivez les premiers.**  
8h30 du matin : Concorde attend à New York. Vous avez toute une journée pour vous. Vous gagnez ainsi au moins une demi-journée de travail.

**Arrivez détendus.**  
3h30 de vol, c'est court, surtout dans les conditions de confort que vous offre le vol supersonique de Concorde. Vous supporterez mieux le décalage horaire, vous serez moins fatigué, donc plus efficace.

Avec Concorde, vous prenez de l'avance.

**AIR FRANCE**  
Concorde

## Cette œuvre d'art va disparaître.

Il y a à Paris un petit musée bien plus vivant que les autres. Quand les gens aiment ou admirent une pièce d'art, ils l'emportent. Les bouddhas, estampes, objets religieux, tapisseries, du 12<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup>, sont vendus, ici, jusqu'à 50 % moins cher (comme un grand nombre de petits bronzes à partir de 600 F).

Place, là où il faut, là où ils sont les seuls à savoir. Et parce qu'autant de passion d'érudition leur ont fait rapporter, du Laos, de Birmanie, de Thaïlande, du Cambodge... la plus grande collection d'Europe : en tout, plus de 3000 œuvres d'art authentiques.

Dans ce petit musée où une petite partie est exposée, tout le monde peut demander une expertise gratuite.

**Le Comptoir d'Extrême-Orient vend au prix où les antiquaires achètent.**

3, rue de Luynes, 75007 Paris. Tél. 548.52.17.  
De 10h30 à 12h et de 14h30 à 19h, sauf dimanche et lundi matin.

Métre Merson, Rue de la République 19<sup>e</sup> arr.  
44 cm. 2 500 F.











# Le Monde

# Société

APRÈS L'INTERDICTION TEMPORAIRE DE Mlle GUÉMANN

## Le Syndicat de la magistrature estime que son vice-président a légalement agi

« L'interdiction temporaire d'exercer ses fonctions qui frappe, depuis le 28 novembre (le Monde du 29 novembre), Mlle Monique Guémann, vice-président du Syndicat de la magistrature et premier substitut du procureur de la République de Draguignan, en vertu de l'article 47 du statut de la magistrature, a suscité un certain nombre de réactions que l'on tira ci-dessous. Le 18 novembre, au tribunal de police, Mlle Guémann avait déclaré que l'extradition de M. Elmas Croissant, avant que les recours engagés par ses défenseurs aient reçu réponse, « constituait une violation des droits fondamentaux de la défense » (le Monde daté 20-21 novembre).

Le Syndicat de la magistrature, dans un supplément à son journal du 27, paru ce mercredi 30 novembre et que publie le Monde, indique notamment, « d'après l'avis de la Commission de la République », que Mlle Monique Guémann, premier substitut du procureur de la République de Draguignan, « l'objet » de la mesure prise par le ministre de la Justice. Cette interdiction de la magistrature s'applique également au juge et au parquet.

« Pour son dernier, M. J. l'auteur, sur la base de l'article 47 du statut de la magistrature, qui dispose que le ministre de la Justice peut suspendre temporairement de ses fonctions tout magistrat ou tout fonctionnaire de la magistrature, M. J. a décidé de suspendre temporairement de ses fonctions Mlle Monique Guémann, premier substitut du procureur de la République de Draguignan, en vertu de l'article 47 du statut de la magistrature, qui dispose que le ministre de la Justice peut suspendre temporairement de ses fonctions tout magistrat ou tout fonctionnaire de la magistrature.

« Cet article pose le principe selon lequel le ministre a développé librement ses observations orales qu'il a présentées au Conseil de la magistrature.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

Un congrès à Milan

## Violence et psychanalyse

Milan, les congrès se suivent et ne se ressemblent pas. Entre celui de 1977 sur la violence, celui de 1978 sur la folie, un seul point commun est certain : tous deux ont été organisés par M. Armando Verdiguire et par le collectif italien Sémiotique et psychanalyse. Mais, de l'un à l'autre, bien des choses ont changé. Les thèmes, d'abord, ont été choisis sur quatre salles du Musée des sciences et des techniques, salles plus de deux fois plus vastes que celles de la ville de Milan. L'atmosphère, ensuite, aux vastes happenings de 1976 et de 1978 succède cette année un colloque plus sérieux, où les interventions les plus violentes n'ont pas eu de débats excessifs, mais au plus, à-on note, tel ou tel, quelques échanges de coups.

Du terrorisme, on a dit tout et le contraire de tout ; mais on a retenu, entre autres, un exposé de M. René Major sur la violence d'Etat, et la violence d'Etat, on a dit tout et le contraire de tout ; mais on a retenu, entre autres, un exposé de M. René Major sur la violence d'Etat.

Le syndicat de la magistrature, dans un supplément à son journal du 27, paru ce mercredi 30 novembre et que publie le Monde, indique notamment, « d'après l'avis de la Commission de la République », que Mlle Monique Guémann, premier substitut du procureur de la République de Draguignan, « l'objet » de la mesure prise par le ministre de la Justice.

« Pour son dernier, M. J. l'auteur, sur la base de l'article 47 du statut de la magistrature, qui dispose que le ministre de la Justice peut suspendre temporairement de ses fonctions tout magistrat ou tout fonctionnaire de la magistrature, M. J. a décidé de suspendre temporairement de ses fonctions Mlle Monique Guémann, premier substitut du procureur de la République de Draguignan, en vertu de l'article 47 du statut de la magistrature, qui dispose que le ministre de la Justice peut suspendre temporairement de ses fonctions tout magistrat ou tout fonctionnaire de la magistrature.

« Cet article pose le principe selon lequel le ministre a développé librement ses observations orales qu'il a présentées au Conseil de la magistrature.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

« La loi de la magistrature de 1958, qui a été votée par l'Assemblée nationale, a été votée par l'Assemblée nationale, qui a été votée par l'Assemblée nationale.

Douze cents renvois de livrets militaires en quatre ans

## De nombreux adeptes de la « désobéissance civile » font l'objet de poursuites judiciaires

Pour avoir renvoyé son livret militaire, M. Michel Fournier, quarante et un ans, ancien de la guerre d'Algérie, a comparu, mardi 29 novembre, devant le tribunal correctionnel de Mantes. Militant de la paix, il a expliqué son geste par des motivations philosophiques et politiques ; le général Paris, président du tribunal, a déclaré que le jugement a été renvoyé à un autre jour.

Ce procès fait suite à une longue série de poursuites visant, depuis quelques semaines, des renvoyeurs de livrets militaires. Le 23 novembre, deux jeunes gens de la région nantaise âgés de vingt-deux à vingt-sept ans ont été pour ce fait condamnés à la cour d'appel de Rennes à une amende de 500 F et à la privation, durant cinq ans, de leur droit de vote, ainsi qu'à la suspension de leur permis de conduire.

Le même jour, alors que deux objecteurs de conscience comparaissent devant le tribunal de Mantes, douze personnes — dont sept appartenant au mouvement agricole — renvoyant leur livret militaire pour manifester leur opposition à la législation sur l'objection de conscience, mais aussi à la façon « anti-démocratique » de l'application de la loi.

Le 17 novembre, à Avignon, M. Jean-Pierre Molinier a été emprisonné pour vingt jours ; il avait refusé d'acquiescer à l'amende de 500 F à laquelle l'avait condamné, en janvier dernier, le tribunal de Tarascon pour le renvoi de son livret. La veille, à Angoulême, M. Michel Adam répondait du même chef.

« L'objection de conscience. — Il est très difficile d'obtenir le statut d'objecteur, si ce n'est l'interdit de parler de la loi de 1963 qui régit ce statut. Les décrets de Brégnot (2 septembre 1971) soumettent l'objecteur à un service para-militaire avec permissions, punitions et travail gratuit pour l'Office national des forêts, qui emploie ainsi une main-d'œuvre bon marché au détriment de nombreux demandeurs d'emploi. Quant à l'objecteur qui est plus en plus d'objecteurs d'aujourd'hui, leur combat pour un véritable droit à l'objection pour tous, à tout moment et pour tout motif, rejoint celui des transmissibles. Car eux-mêmes ne peuvent plus obtenir le statut d'objecteur à posteriori et eux-mêmes s'inscrivent à un service de réserve.

« Violent une loi pour obtenir sans aménagements de la loi, tel est le but recherché par tous ceux qui pratiquent la désobéissance civile. Il y a eu des précédents historiques et non des moindres : pendant la crise d'Algérie, de Gaulle et Michel Debré ne pouvaient-ils pas se contenter de baser en Algérie à déborder à leurs chefs ?

« Un engin de fabrication artisanale, déposé dans la boîte aux lettres de l'Agence du Crédit lyonnais, a explosé le 18 novembre, vers 3 heures. La porte d'entrée de l'agence a été brisée, la déflagration, des vitres ont été soufflées dans des immeubles voisins. Trois automobiles en stationnement ont été endommagées. L'attentat n'a pas été revendiqué.

« Le Larzac. — Protester contre le camp militaire de Larzac, dans le département de l'Aveyron, a été l'objectif principal de la manifestation progressive des sols, des hommes, de la vie et de la culture. Les renvoyeurs de livrets militaires, des centaines de personnes, ont participé à cette manifestation.

« Pourquoi ? Au total, depuis quatre ans, mille deux cents personnes ont renvoyé leur livret militaire, ce qui a valu à environ cent vingt-deux sites des poursuites judiciaires. Quel est le sens de ce mouvement ?

« Pierre-Yves Casin, membre du mouvement régional de la désobéissance civile, a déclaré que le mouvement de la désobéissance civile est une manifestation progressive des sols, des hommes, de la vie et de la culture. Les renvoyeurs de livrets militaires, des centaines de personnes, ont participé à cette manifestation.

« La désobéissance civile. — Il est très difficile d'obtenir le statut d'objecteur, si ce n'est l'interdit de parler de la loi de 1963 qui régit ce statut. Les décrets de Brégnot (2 septembre 1971) soumettent l'objecteur à un service para-militaire avec permissions, punitions et travail gratuit pour l'Office national des forêts, qui emploie ainsi une main-d'œuvre bon marché au détriment de nombreux demandeurs d'emploi. Quant à l'objecteur qui est plus en plus d'objecteurs d'aujourd'hui, leur combat pour un véritable droit à l'objection pour tous, à tout moment et pour tout motif, rejoint celui des transmissibles. Car eux-mêmes ne peuvent plus obtenir le statut d'objecteur à posteriori et eux-mêmes s'inscrivent à un service de réserve.

« Violent une loi pour obtenir sans aménagements de la loi, tel est le but recherché par tous ceux qui pratiquent la désobéissance civile. Il y a eu des précédents historiques et non des moindres : pendant la crise d'Algérie, de Gaulle et Michel Debré ne pouvaient-ils pas se contenter de baser en Algérie à déborder à leurs chefs ?

« Un engin de fabrication artisanale, déposé dans la boîte aux lettres de l'Agence du Crédit lyonnais, a explosé le 18 novembre, vers 3 heures. La porte d'entrée de l'agence a été brisée, la déflagration, des vitres ont été soufflées dans des immeubles voisins. Trois automobiles en stationnement ont été endommagées. L'attentat n'a pas été revendiqué.

« Le Larzac. — Protester contre le camp militaire de Larzac, dans le département de l'Aveyron, a été l'objectif principal de la manifestation progressive des sols, des hommes, de la vie et de la culture. Les renvoyeurs de livrets militaires, des centaines de personnes, ont participé à cette manifestation.

« Pourquoi ? Au total, depuis quatre ans, mille deux cents personnes ont renvoyé leur livret militaire, ce qui a valu à environ cent vingt-deux sites des poursuites judiciaires. Quel est le sens de ce mouvement ?

« Pierre-Yves Casin, membre du mouvement régional de la désobéissance civile, a déclaré que le mouvement de la désobéissance civile est une manifestation progressive des sols, des hommes, de la vie et de la culture. Les renvoyeurs de livrets militaires, des centaines de personnes, ont participé à cette manifestation.

« La désobéissance civile. — Il est très difficile d'obtenir le statut d'objecteur, si ce n'est l'interdit de parler de la loi de 1963 qui régit ce statut. Les décrets de Brégnot (2 septembre 1971) soumettent l'objecteur à un service para-militaire avec permissions, punitions et travail gratuit pour l'Office national des forêts, qui emploie ainsi une main-d'œuvre bon marché au détriment de nombreux demandeurs d'emploi. Quant à l'objecteur qui est plus en plus d'objecteurs d'aujourd'hui, leur combat pour un véritable droit à l'objection pour tous, à tout moment et pour tout motif, rejoint celui des transmissibles. Car eux-mêmes ne peuvent plus obtenir le statut d'objecteur à posteriori et eux-mêmes s'inscrivent à un service de réserve.

« Violent une loi pour obtenir sans aménagements de la loi, tel est le but recherché par tous ceux qui pratiquent la désobéissance civile. Il y a eu des précédents historiques et non des moindres : pendant la crise d'Algérie, de Gaulle et Michel Debré ne pouvaient-ils pas se contenter de baser en Algérie à déborder à leurs chefs ?

« Un engin de fabrication artisanale, déposé dans la boîte aux lettres de l'Agence du Crédit lyonnais, a explosé le 18 novembre, vers 3 heures. La porte d'entrée de l'agence a été brisée, la déflagration, des vitres ont été soufflées dans des immeubles voisins. Trois automobiles en stationnement ont été endommagées. L'attentat n'a pas été revendiqué.

« Le Larzac. — Protester contre le camp militaire de Larzac, dans le département de l'Aveyron, a été l'objectif principal de la manifestation progressive des sols, des hommes, de la vie et de la culture. Les renvoyeurs de livrets militaires, des centaines de personnes, ont participé à cette manifestation.

« Pourquoi ? Au total, depuis quatre ans, mille deux cents personnes ont renvoyé leur livret militaire, ce qui a valu à environ cent vingt-deux sites des poursuites judiciaires. Quel est le sens de ce mouvement ?

« Pierre-Yves Casin, membre du mouvement régional de la désobéissance civile, a déclaré que le mouvement de la désobéissance civile est une manifestation progressive des sols, des hommes, de la vie et de la culture. Les renvoyeurs de livrets militaires, des centaines de personnes, ont participé à cette manifestation.

« La désobéissance civile. — Il est très difficile d'obtenir le statut d'objecteur, si ce n'est l'interdit de parler de la loi de 1963 qui régit ce statut. Les décrets de Brégnot (2 septembre 1971) soumettent l'objecteur à un service para-militaire avec permissions, punitions et travail gratuit pour l'Office national des forêts, qui emploie ainsi une main-d'œuvre bon marché au détriment de nombreux demandeurs d'emploi. Quant à l'objecteur qui est plus en plus d'objecteurs d'aujourd'hui, leur combat pour un véritable droit à l'objection pour tous, à tout moment et pour tout motif, rejoint celui des transmissibles. Car eux-mêmes ne peuvent plus obtenir le statut d'objecteur à posteriori et eux-mêmes s'inscrivent à un service de réserve.

« Violent une loi pour obtenir sans aménagements de la loi, tel est le but recherché par tous ceux qui pratiquent la désobéissance civile. Il y a eu des précédents historiques et non des moindres : pendant la crise d'Algérie, de Gaulle et Michel Debré ne pouvaient-ils pas se contenter de baser en Algérie à déborder à leurs chefs ?

« Un engin de fabrication artisanale, déposé dans la boîte aux lettres de l'Agence du Crédit lyonnais, a explosé le 18 novembre, vers 3 heures. La porte d'entrée de l'agence a été brisée, la déflagration, des vitres ont été soufflées dans des immeubles voisins. Trois automobiles en stationnement ont été endommagées. L'attentat n'a pas été revendiqué.

« Le Larzac. — Protester contre le camp militaire de Larzac, dans le département de l'Aveyron, a été l'objectif principal de la manifestation progressive des sols, des hommes, de la vie et de la culture. Les renvoyeurs de livrets militaires, des centaines de personnes, ont participé à cette manifestation.

« Pourquoi ? Au total, depuis quatre ans, mille deux cents personnes ont renvoyé leur livret militaire, ce qui a valu à environ cent vingt-deux sites des poursuites judiciaires. Quel est le sens de ce mouvement ?

« Pierre-Yves Casin, membre du mouvement régional de la désobéissance civile, a déclaré que le mouvement de la désobéissance civile est une manifestation progressive des sols, des hommes, de la vie et de la culture. Les renvoyeurs de livrets militaires, des centaines de personnes, ont participé à cette manifestation.

« La désobéissance civile. — Il est très difficile d'obtenir le statut d'objecteur, si ce n'est l'interdit de parler de la loi de 1963 qui régit ce statut. Les décrets de Brégnot (2 septembre 1971) soumettent l'objecteur à un service para-militaire avec permissions, punitions et travail gratuit pour l'Office national des forêts, qui emploie ainsi une main-d'œuvre bon marché au détriment de nombreux demandeurs d'emploi. Quant à l'objecteur qui est plus en plus d'objecteurs d'aujourd'hui, leur combat pour un véritable droit à l'objection pour tous, à tout moment et pour tout motif, rejoint celui des transmissibles. Car eux-mêmes ne peuvent plus obtenir le statut d'objecteur à posteriori et eux-mêmes s'inscrivent à un service de réserve.

« Violent une loi pour obtenir sans aménagements de la loi, tel est le but recherché par tous ceux qui pratiquent la désobéissance civile. Il y a eu des précédents historiques et non des moindres : pendant la crise d'Algérie, de Gaulle et Michel Debré ne pouvaient-ils pas se contenter de baser en Algérie à déborder à leurs chefs ?

« Un engin de fabrication artisanale, déposé dans la boîte aux lettres de l'Agence du Crédit lyonnais, a explosé le 18 novembre, vers 3 heures. La porte d'entrée de l'agence a été brisée, la déflagration, des vitres ont été soufflées dans des immeubles voisins. Trois automobiles en stationnement ont été endommagées. L'attentat n'a pas été revendiqué.

« Le Larzac. — Protester contre le camp militaire de Larzac, dans le département de l'Aveyron, a été l'objectif principal de la manifestation progressive des sols, des hommes, de la vie et de la culture. Les renvoyeurs de livrets militaires, des centaines de personnes, ont participé à cette manifestation.

« Pourquoi ? Au total, depuis quatre ans, mille deux cents personnes ont renvoyé leur livret militaire, ce qui a valu à environ cent vingt-deux sites des poursuites judiciaires. Quel est le sens de ce mouvement ?

« Pierre-Yves Casin, membre du mouvement régional de la désobéissance civile, a déclaré que le mouvement de la désobéissance civile est une manifestation progressive des sols, des hommes, de la vie et de la culture. Les renvoyeurs de livrets militaires, des centaines de personnes, ont participé à cette manifestation.

« La désobéissance civile. — Il est très difficile d'obtenir le statut d'objecteur, si ce n'est l'interdit de parler de la loi de 1963 qui régit ce statut. Les décrets de Brégnot (2 septembre 1971) soumettent l'objecteur à un service para-militaire avec permissions, punitions et travail gratuit pour l'Office national des forêts, qui emploie ainsi une main-d'œuvre bon marché au détriment de nombreux demandeurs d'emploi. Quant à l'objecteur qui est plus en plus d'objecteurs d'aujourd'hui, leur combat pour un véritable droit à l'objection pour tous, à tout moment et pour tout motif, rejoint celui des transmissibles. Car eux-mêmes ne peuvent plus obtenir le statut d'objecteur à posteriori et eux-mêmes s'inscrivent à un service de réserve.

« Violent une loi pour obtenir sans aménagements de la loi, tel est le but recherché par tous ceux qui pratiquent la désobéissance civile. Il y a eu des précédents historiques et non des moindres : pendant la crise d'Algérie, de Gaulle et Michel Debré ne pouvaient-ils pas se contenter de baser en Algérie à déborder à leurs chefs ?

« Un engin de fabrication artisanale, déposé dans la boîte aux lettres de l'Agence du Crédit lyonnais, a explosé le 18 novembre, vers 3 heures. La porte d'entrée de l'agence a été brisée, la déflagration, des vitres ont été soufflées dans des immeubles voisins. Trois automobiles en stationnement ont été endommagées. L'attentat n'a pas été revendiqué.

« Le Larzac. — Protester contre le camp militaire de Larzac, dans le département de l'Aveyron, a été l'objectif principal de la manifestation progressive des sols, des hommes, de la vie et de la culture. Les renvoyeurs de livrets militaires, des centaines de personnes, ont participé à cette manifestation.

« Pourquoi ? Au total, depuis quatre ans, mille deux cents personnes ont renvoyé leur livret militaire, ce qui a valu à environ cent vingt-deux sites des poursuites judiciaires. Quel est le sens de ce mouvement ?

« Pierre-Yves Casin, membre du mouvement régional de la désobéissance civile, a déclaré que le mouvement de la désobéissance civile est une manifestation progressive des sols, des hommes, de la vie et de la culture. Les renvoyeurs de livrets militaires, des centaines de personnes, ont participé à cette manifestation.

## Faits et jugements

### Un adolescent tué en ressortissant tunisien.

Un Tunisien âgé de vingt-deux ans, El Ghoul Arami, a été tué vendredi 28 novembre dans une fusillade à la Vallée-Perret (Haute-Saône), puis à Colombes (le Monde du 30 novembre). L'homme, qui avait été arrêté le 17 juillet, la maison de son père, a été tué par une balle dans la tête. L'homme, qui avait été arrêté le 17 juillet, la maison de son père, a été tué par une balle dans la tête.

« L'un des hommes arrêtés, Alain Rodier, a été mis hors de cause après vérification et remis en liberté mardi 29 novembre dans la soirée.

« L'un des hommes arrêtés, Alain Rodier, a été mis hors de cause après vérification et remis en liberté mardi 29 novembre dans la soirée.











## LE SIÈCLE DE RUBENS AU GRAND PALAIS

**A** PRES Anvers, Vienne, Florence et Londres, Paris fête l'Europe par deux expositions dont l'une est présentée au Grand Palais et l'autre au pavillon de Flore dans la nef des galeries du Louvre. Les peintures. La sculpture.

heureux d'être les seuls visiteurs  
du musée du Louvre (achat récent)  
que dans le musée d'Orsay, où  
à Paris, Pierre, d'un mouvement de  
gauche le propos qu'on ne devienne  
de Pierre-Paul a pu apprendre  
pour son amour, et il s'agit  
d'un homme, Jacques de la Haye  
(n'insistons pas), Hendrick de Clève  
(insistons même encore), un Fla-  
minius, qui prendra les jambes à  
son cou, s'il ne réussit avec un  
peu de chance à se faire polda, de  
la description de l'étrange

Musée de Saint-Etienne (le musée Coeborgher). L'un ne fausse pas l'autre : comment la tradition du théâtre du Centre accueille et interprète au fil du dix-septième siècle la rhétorique des humanistes italiens. Et aussi Alexandre Jansénius, « le grand duc de l'Église », nous dit-on, un rival très peu méconnu si l'on en juge par sa *Résurrection de Lazare*, mais dont l'éclatant *Carême* (musée de Valenciennes) confirme les splendeurs qui nous entraînent dans les salles suivantes.

répartition aussi entre les genres, le pictural et le chorégraphique, le sacré et le profane, l'esquasse et l'ensemble. Le cablogue remarque sans raison que préférer systématiquement l'esquasse à l'ensemble est un peu like the plus irritants de notre époque. On n'en aime pas moins l'ensemble exceptionnel qui nous est ici présenté : la *Revue* de Guimpr, les esquasses pour les tapisseries du *Triomphe* de l'Église, la *Revue* de la Torre (Bayonne).

## Des ruisseaux de sang

Les splendeurs, je splendeurs, l'or-  
 dinaire, la puissance, le  
 gloire, l'art, le Cyclope, les  
 l'habit d'est, les sûr, les  
 sont  
 ici présents, avec  
 participation de l'œuvre. L'œuvre  
 de très haute tenue, malgré la  
 présence d'un idéal et jeunesse  
 (le futurisme après l'œuvre de  
 Trévis) à travers lequel il n'était  
 indispensable d'acquiescer les trans-  
 de la renommée, malgré  
 l'œuvre d'un grand capitaliste (la tri-  
 pte de l'œuvre de l'œuvre de l'œuvre  
 coire au Grenoble. *Transposition*  
 de Nancy), et le transport pour  
 de la fragilité et de dimen-  
 était impossible.  
 ces tableaux, comp-  
 ceux qui place à  
 Solosna, Lyon, Montpellier, etc.),  
 qui conservés à Louvre,  
 on voit que les françaises  
 sont riches en Rubens qu'elles  
 sont Rembrandt. La raison  
 principale de cette richesse, la  
 qualité s'ajoutant ici au nombre,  
 que beaucoup de ses œuvres furent  
 peintes par les maîtres de la  
 nord (ainsi la merveilleuse *Mise*  
 de Saint-Géry de  
 brat, une œuvre de

Tout le monde est d'accord sur la prédominance des sujets religieux.  
 Tout le monde est d'accord sur le fait que nous-mêmes ayant cette année consacré nos efforts à l'étude de l'histoire de l'art, il nous paraît indispensable d'évoquer à la partition, si l'on peut dire, le travail des artistes, des catalogues documentés et soûhait et folson, et dans l'ensemble fort utile malgré le ton un peu héroïco-comique de quelques notices et d'une préface où le « chef-d'œuvre absolu » fleurit avec une certaine intemperance.  
 Disons seulement que la qualité et la diversité de notre fonds réunis permettent d'évoquer le peu connu de l'artiste, depuis les portraits et les robustes portraits de Granet, exécutés au retour d'Italie, jusqu'au pathétique passionné, « visionnaire » de la Madeleine de Lille et de la « Vierge » de Tournai jusqu'à la pénitente royale, hélisténique de la Liberté de Lille, une des figures de l'école d'après le maître pour l'antique triomphe grégé et l'antique triomphe grégé.  
 Le joyeux entraînement du nouveau gouverneur général du Pays-Bas, le cardinal-infant Ferdinand,

Quand, encore ou, dit, risque d'annuyer ou, parasite négligent, grande d'opéra baroque, plus, plus rudes, ainsi ce Miracle de (Bordeaux) dont Delacroix admirait la franchise de leur revers du grand dessin, l'on verra au Grand Palais un de tableaux de chasse (le Chasse au tigre, Rome) qui faisaient défaut à l'exposition où l'on a vu, s'exaspère en une sorte de violence barbare, primitive, folle, avec ruseuse, qui faisait défilait Fromentin, dans fleuve dans le flambolement cuirasses, gents invincibles, jous et, biceps, capables d'ouvrir la gorge d'un de leur revers du grand dessin. Que parait, cette prodigieuse faccède épique, ce que Burckhardt disait, Rubens, qu'était le plus grand conteur que l'humanité ait produit, Homère. Rubens : le rire du poison, la pourpe, le halitus, le jemes de



a. Sub-  
 ject: Theodor  
 de Wye Dyck  
 Metc, author  
 (1848-1908)  
 (Louvain)

te prince et le pasteurier, il a  
 une autre vue, qui a même  
 le point mélangier les genres.  
 Les deux figures, qui se res-  
 sentent des expressions humaines, ont  
 une pompe, d'écrit, les symboles de  
 l'humanité et de la puissance.  
 L'ALLIANCE DE L'ÉGLISE ET DU CERN,  
 l'ALLIANCE QUE L'ÉGLISE FAMILI-  
 èRE, l'ALLIANCE QUE L'ÉGLISE  
 bourgeoise provinciale ou  
 le village rebondit,  
 et barbu du sang prêtre ! Et  
 quelle figure dans le regard de  
 la jeune fille, une amie, une ac-  
 tressa, qui prépare une œuvre  
 pitoyable ! Comparez un homme  
 d'adolescence, un homme d'ado-  
 rescence (Lyon) et la figure  
 d'un homme, qui a une autre  
 peinture sur le visage, la  
 coupe d'or de la Vierge  
 l'obole du vieillard et l'obole,  
 les bottes de navets ?

effrayants des Snyderes, des Algises  
Loup noir, Snyderes qui  
représenté par un Poissonnerie, la  
très, humide et inquiétante  
un pêcheur qui

En quelques Tenières  
peu de temps le gars (tant maud)  
qui n'abandonne  
un chafé-chaud  
se relaxe, une  
cleuse du Miel, du Chien  
en chasse, dont le  
revenu le  
revenus le  
en  
un étonnant portrait de femme morte  
Inconnu, et  
héritiers

L'héritage de Rubens  
à son Tyte et Jeanne : l'ur  
à son cœur, l'autre le peuple  
le villageois

### Une lettre désespérée

[illegible][illegible]

un peu de voir l'exposition du pavillon de la Fiore. Les deux se tiennent d'ailleurs sur la galerie MACCARTHY et ont avec Louis XIV que les grands hommes ! Au milieu du règne, le tableau du roi compte 200 tableaux, dont une flamande ; à la fin, plus de 2 000 tableaux : le règne de Louis XV apportant un net accroissement des collections des royaumes, y compris les États pour la première fois un tableau (Jésus en tunique au temple) et un admirable portrait (la France de Lorraine). L'esprit de Lumière est alors en train de parler à travers les siècles.

Et il faudra enfin voir, *but*  
 dira, Rubens récemment  
 au Louvre en vertu de la disposition  
 qui permet d'acquiescer  
 droits d'art. Le portrait d'Hélène  
 Fourment en de , que  
 Rubens qui appartenait aux col-  
 lections de Marlborough (sans Alphonse  
 Rothschild), une ce ce-  
 vras , lesquelles taient l'ad-  
 miration et la joie.  
 Le festin au moment où  
 le du banquet lève sa coupe à  
 puissance , mortelles, à  
 , fécondité, au bon-  
 heur immortel.

**ANDRÉ FERMIGIER**

Louis XVI, le pailier le plus particulièrement brillante la manière insuffisance des collections royales en France. L'œuvre paroli est une des plus prestigieuses le principal le peintre le marchand Jean-Baptiste brun, le mari le Vierge-Lebrun) : plusieurs Jordaens, le 1<sup>er</sup> de

\* Le siècle de Rubens dans les collections publiques françaises. Grand Palais, jusqu'au 13 mars. Commissaires de l'exposition : Jacques Foucart et Jean Lacambre.

\* Le XVII<sup>e</sup> siècle diamant au Louvre. Histoire des collections. Pavillon de Flora, jusqu'au 27 mars. Commissaire de l'exposition : Alain Roy.

## UN ENTRETIEN AVEC PIERRE SOULAGES

## -Le peintre, sans anecdote

**P**IERRE SOULAGES expose à la Galerie  
des peintures sur papiers et une  
technique cristallisée  
l'artiste pour la première fois. Dans l'atelier  
que celui-ci a depuis peu qu'il  
estime ne pas avoir « rodé », il  
regarde, un à un ses outils : « Rien  
innocent. Quand on prend un outil  
on choisit qui engage la liberté de l'artiste,  
qui s'engage dans des formes, des  
lignes, des couleurs, des outils. Chaque outil  
implique un type de trace, ses pleins, ses  
déclins, sa plus ou moins grande épaisseur. Il  
en naît toujours des formes semblables.

ainsi quelque contenu dans leur organisation  
quelques choses à quoi ■ ne peut plus  
toucher. Ainsi, fait toujours ■ système-  
matiquement de laisser le hasard jouer devant  
■ j'aime beaucoup ce mot de Rainer  
Maria Rilke, où il dit : « Cela nous sub-  
merge. ■ l'organisons. Cela tombe en  
■ l'organisons de nouveau,  
et ■ mor-  
■ d'une certaine façon, et  
épuquer mon travail ■ laisse le centre  
être submergé par les hasards de l'accide-  
nt. »

— Vous avez prononcé le mot geste.  
N'est-ce pas un mot dont vous vous

de pinces, de na ou une na une existence picturale, une matérialité qui reste impossible de prévoir. Les outils ont donc une grande importance pour moi. L'inventeur, fier fabrique, l'en fait fabriquer, de toutes sortes et de toutes tailles. Certains outils ont même plusieurs fonctions simultanées, puisque avec un même outil, on peut apporter et enlever de la matière, éventuellement dans la continuité d'un geste.

— Le mot geste a plusieurs sens, mais un qui me surprend : pour apporter de la peinture sur une toile, il faut un geste, et il ne faut pas le faire avec un apparent. Mais c'est tout à fait avec le geste d'un peintre « gestuel ». Le peintre gestuel, c'est celui qui ne regarderait pas ce qu'il fait. Chez certains, le geste est le dessin qu'il dessine peut-être d'un geste.

## Hasard et intuition

— Les techniques semblent avoir une importance ?

— Les techniques, pour moi, ce sont des manières de se rencontrer. Je veux dire : développer ce que je ne connais pas, et ouvrir constamment ma peinture à ce que je ne sais pas. Mais je ne suis pas un apprenti-bourgeois. Je ne suis pas un homme qui on lui donne les rudiments d'une technique, comme j'en prends un peu, moi, par exemple, même si c'est une initiation qui me pousse à prendre. Ce qui m'intéresse alors, c'est ce qui se produit d'imprévu, que l'on fait en tâtonnant, ou d'habitude, y a-t-il une technique ?

— L'enseignement du tableau.

— L'homme qui se penche sur la table, c'est un homme romantique, ce qui lui fait regarder tout le monde au moment où l'artiste a peint, ne s'adresse-t-il pas à lui ?

— J'aiime que le tableau soit là, simplement, en qu'on le regarde. Un tableau d'aujourd'hui doit affronter le regard. Je suis plus intéressé qu'on regarde une toile de profil : une toile doit faire face.

— La durée du travail, le moment de la mort sont des choses si étranges que l'homme ne peut plus imaginer si une fois l'homme peint ?

— Le temps de travail est une chose si étrange que l'homme ne peut plus imaginer si une fois l'homme peint ?

« Prenons l'exemple de l'architecture : ce qui me gêne dans l'architecture, c'est qu'il faut d'abord à un projet. Pour moi, si tant est que je fasse un projet préalable, j'essayerai d'y échapper. Ce qui arrive à votre insu est toujours important. C'est là que viennent se placer non pas un contrôle, ni des choix successifs de ma part, mais plutôt ma décision. Et dans les décisions que je prends, il y a toutes sortes de composantes.

rière de l'homme avec le temps comme composante de l'œuvre littéraire. Le fait que le lettré ne soit organisé régulièrement ou avec lenteur ne compte pas. Il s'agit d'un spécialiste qui retrouvera le temps qui a été perdu de la création, ce sera déjà une manière romantique de vivre l'œuvre d'art. Le lettré romantique s'élève comme présence. Il ne serait plus tel que comme trace sous l'écriture d'un objet matériel produit.

« Avant de commencer un tableau, il m'arrive très souvent de rester devant le toile et d'hésiter. Puis, à un moment donné, quelque chose vient s'inscrire sur la toile. Alors ça va... »

« C'est de ma réaction devant mon geste que naît l'impulsion suivante ; devant l'existence picturale naît... »

« Je ne veux pas conserver ce qui est arrêté, de le compléter ou bien de le fuir. Mes tableaux avancent »

— Et les groupes dans lesquels on vous place, les titres qui vous donnent ?

— Précisément les classements. Mais lors-

qu'on étudie ce qui apparaît comme un groupe, il reste des personnalités qui ne se laissent pas réduire. On a voulu me classer parmi les abstraits lyriques, ou parmi les expressionnistes abstraits. J'aurais préféré que l'on m'appelle concret, mais concret avait déjà été donné. Je suis classé. Bon, je le reste... Un seul point me semble néanmoins essentiel à l'heure actuelle. C'est d'échapper à ce qui apparaît trop souvent comme les deux pôles nécessaires de l'art moderne : l'abstraction géométrique et l'expressionnisme.

## Una storia de

— Vous échapperez maintenant à la toile et au papier : à quoi ~~\_\_\_\_\_~~ dent vos bronzes ?

— Pour la qui est de la matière, elle correspond à un choix personnel, sans aucun caractère de richesse : on sait que des matériaux comme le carton sont aujourd'hui considérés comme nobles. L'idée de ces bronzes m'est venue des planches de cuivre que je grave à l'acide. En regardant ces planches acrochées au mur, elles m'ont fait une certaine impression, mais sans me satisfaire totalement. Cela fait très longtemps que s'y pense, mais ce n'est qu'il y a trois ans que j'ai décidé de donner à ces formes une vie qui les fasse exister par elles-mêmes. J'ai alors agrandi la forme obtenue d'une plaque de cuivre ; j'en ai fait une sorte de moule, l'ai coulé à l'acide. Puis, je l'ai polé pour faire venir la lumière. La surface de ces bronzes n'est en effet pas plane : elle a de faibles mouvements qui permettent à la lumière de bouger, de couler.

« Il y a donc deux niveaux : mortars par l'acide, et travail de la surface. Le résidu de ce procédé, c'est une sorte de stèle. Mais pas une sculpture, car mon travail est celui d'un peintre. Contrairement aux bas-reliefs, qui créent leur propre espace, l'espace imaginaire propre aux trois dimensions de la sculpture, c'est ici la lumière qui joue le rôle du spectateur. Les parties perdues ou lesquelles, sous la lumière sont constituées d'éléments et s'opposent à des parties sombres fixes. »

« Jusqu'à présent, tous les bronzes que j'ai ainsi travaillés portent tous d'une plaque de cuivre. Leurs formes correspondent à celles créées par la corrosion de l'acide à ce premier niveau. Mais il n'est pas certain que je m'en tiens à ces seules plaques de cuivre. »

Propos recueillis par  
**FREDERIC EDELMANN.**

★ Pierre Soulages, bronzes et peintures sur papier. Galerie de France, jusqu'au 30 décembre.

— Et les groupes dans lesquels on vous place, les titres qui vous ont été donnés ?

— J'accepte les classements. Mais lors-



# La société va disparaître, et les hommes restent

هكذا من الأصل

...alisme de



# Le réalisme détourné

**LOUIS MARCORELLES**

\* Centre (du 20 novembre au 1 décembre), 19 h. - 21 h. ; salle de la 30 novembre au 9 décembre, 19 h.

(\*) ~~Document~~ avec ~~des données~~ de Israël  
populations, éd. Complexe, 1971

à la maison de la culture  
de Nanterre  
du 28/11 au 17/12  
20h30 sauf dimanche et lundi

**Galerie ROR-VOLMAR**  
 11 rue Bourgoigne, 75007 Paris  
 Tél. 551-85-43  
 du 14 novembre au 7 déc. 1977  
**ANNIE FAURE**  
 peintre symbolique







## *L'art dissident à la Biennale*

## par PAUL THOREZ (\*)

spécialistes et identitaires. Mais chacun une tour sa petite idée, c'est-à-dire les **idéologies** d'une carrière universitaire ou journalistique.

Le seul intérêt de ce **cadre** était de permettre aux orateurs de délivrer on **message** libéré, qu'il aurait été bon d'y participer à **Moscou** et à Leningrad, qu'on s'en espole ! A Venise, tout **cela** a paru inutile, hors de propos et **indécant**, à moins le **phylax** d'écouter et de noter, de **transcrire** et de **diffuser** de l'Ouest : quand le sculpteur **soviétique** Nizévitch, taillant dans le **marbre** et **la pierre**, a décrit les manœuvres d'éboufflement dans le **marbre** - à-bas **le tram**, l'impossibilité d'en disposer de la pierre, du plâtre, du **marbre** - **l'art**, la réquisition de **matériaux**.

Et **l'art** **soviétique** **professionnel** pour **l'art** **soviétique** **professionnel** n'y avait pas tout à fait, de toute manière, la création n'était pas une affaire de moyens matériels.

ment d'un apport spécifique à la culture  
d'une réponse aux prétentions  
de l'idéologie, par un exhibitionnisme de bazar.  
Une imagerie s'empare du Goulag  
de la façon que l'industrie  
la Russie n'est  
judaise, l'on prétend parfois  
Chagel.

### Profession émigré

pu rencontrer pêle-mêle l'alménach  
Apollon, publié par le duc de  
la phare de la dissidence, un  
vin de l'art non sans un coup  
de la gloire et des cabarets  
un salmigondis très élevé  
des anti-marxisme s'effrite par  
hyper-jdanovisme en poèmes  
s'effrite jusqu'à l'insalubrité, ce  
qu'il faut de pornographie pour  
des Marx, soviétique n'aura pas vaincu  
la perversité.

Le préambule est la rupture ou la cassure du lien qui existait entre la culture et l'économie : « l'Ouest, les diamants en main, il a l'est, le capitalisme, les masses en place et de la gauche gonflée : le vacuum est, statiquement et le monde est en train de se démanteler en conflits entre les intellectuels et les artistes soviétiques, qu'ils soient en place ou sans place. Ceux-là, qui sont assis dans les salles de l'intérieur, dans les salons de Venise, en dépit des intentions de la culture officielle, poursuivent le présent et l'avenir car la culture officielle n'est qu'un jeu de l'homme et un espoir fragile. Mais tout est en train de changer, car les gens ne veulent plus de la bonne culture officielle, ils veulent quelques schémas. Et quand les gens cherchent le schéma, ils ne trouvent que des schémas défectueux : on n'est-on dit le tour! L'oubli! Or, ce schéma du monde, nous devons le faire connaître, le comprendre et le rendre le meilleur culturel ou l'aire de jeu de qu'il est.

(\*) Critique d'art

# LA NUIT, C'EST LA NUIT

par **ANDRÉ FERMIGIER**

**C**ONSACRÉE ■■■ dissidence culturelle ■■■  
l'Europe de ■■■ les aspects ■■■  
■ ■■ ■■ plus ■■ clandestinement ■■  
■ ■■ (littérature, cinéma, théâtre, religion, etc.), ■■ de ■■ 1977 fait ■■  
large part ■■ problèmes ■■ plastiques tels ■■  
qu'on peut les connaître ■■ témoignages des émigrés ■■  
des observateurs, tels qu'on peut ■■  
■ ■■ certaines ■■ passées ■■  
■ ■■ ■■ porté ■■ «l'avant-garde et ■■  
■ ■■ néo-avant-garde ■■ l'Est européen ■■  
■ une expédition présentée au ■■  
de l'Argental ■■ ■■ la ■■ soviétique ■■  
■ ■■ une ■■ prospective non ■■, titre ■■  
■ ■■ ■■ bizarre ■■ prudent, puisqu'il ■■  
■ ■■ qu'un ■■ principaux ■■  
■ ■■ peinture ■■ officielle ■■ précisément de ■■  
■ ■■ vouloir ■■ soviétique ■■, ■■  
■ ■■ n'est ■■ de rappeler longuement ■■ qui ■■  
■ ■■ l'organisation de ■■ l'artistique ■■  
■ ■■ depuis l'époque stalinienne. ■■ ■■ plus ■■  
■ ■■ ■■ la commande d'Etat, ■■ sur une ■■  
■ ■■ ■■ ■■ ■■ ■■  
■ ■■ académisme ■■ garantie ■■  
■ ■■ professionnelle ■■ d'Etat ■■  
l'Union ■■ artistes, ■■ un ■■ desquelles il n'est ■■  
■ ■■ ■■ ■■, ■■ ■■ ■■  
■ ■■ ■■ la ■■ considérée.

## Les refusés d'aujourd'hui

russes, qui colloque, ce qui compte  
 peintre (laquelle peut fort comfortable), ce  
 ou manière, la  
 illustrés, vous  
 sculpter buste Lénine, peindre un  
 sillonn soviétique, on  
 toujours une petite place. Et  
 sculpté beaucoup de Lénine depuis qua-  
 rante beaucoup rigides attachés  
 à un système rigide peut-être  
 à la vigilance autorités politiques qu'à  
 académiques, particulièrement  
 acharnés, comme ailleurs, à  
 privilèges.

Certes, il réalisme socialiste a peut-être ses plus beaux jours derrière lui, on a pu constater qu'il n'a plus le temps une sorte de dans le choix des sujets (plus fleuris, plus quotidiens, moins exclusivement politiques), a même pu constater qu'il n'a plus le temps de se consacrer à Grand Palais, un Kandinsky abstrait, Malévitch un plus cubiste, et en principe rien à un peintre de peindre ce qu'il veut.

Il n'a plus le temps ni signifier rien pour l'artiste engagé dans le socialisme, ainsi un travail soviétique, une œuvre d'art, est difficile à réaliser, une menace, l'absence d'informations et de contacts, le refus de se procurer matériaux et outils et ce qui est plus encore, le refus de ne faire connaître à l'artiste cercle lui-même d'amis, ou diplomates, les touristes étrangers, les représentants officiels, qui n'ont pas l'impossibilité d'exposer. Or un artiste qui n'expose pas meurt-vivant et la mort de ces artistes russes d'aujourd'hui, celle d'André Malévitch, de Rodtchenko, de Tatline, de Poutine, de Tchoubaï, et de tous les autres, un mouvement, une œuvre, l'impossibilité de coopérer, de peindre, d'imprimer, d'ensembler, librement.

ture d'aujourd'hui [ ] à [ ] sovié-  
tique). En [ ] lorsque on l'exposition à Venise,  
lorsqu'on pense [ ] la peinture russe [ ] du  
siècle, aux profonds [ ] savants [ ] la perfec-  
tion technique, au [ ] de l'avant-  
garde des années 20, on ne peut qu'être saisi par  
l'évidence de la régression : puisqu'ils ne  
sont rien, puisqu'ils ne voyaient rien, les  
artistes ont dû repartir [ ] pour sortir [ ] trou d'eau  
des détritus [ ] l'art académique [ ] comme  
Malerstich, le [ ] qui [ ] de [ ]  
Picasso, Pollock et su-der [ ] de [ ] que  
[ ] en un jour.

## Le repli sans espoir

membre du jury : on se rappelle de L'Aquila  
 (1974), palais des Congrès  
 Paris (1978), pour ne citer que les plus importantes,  
 sans oublier les cours aux dépouilles  
 d'ins Vieux pour les ces peintres  
 plus que RI pour l'exposition  
 Vieux de l'art  
 ont précédé : qu'elle incomplète (fous  
 proviennent de particulières  
 européennes), partie, qu'elle comporte omis-  
 sions et exclusive, inévitables  
 les milieux d'émigré. C'est plus vrai,  
 plus complet et  
 objectif, l'impression ne

« Ce qui manque en cette peinture, ce n'est pas le tempérament, mais la sincérité, mais le métier, le sudac, le contemporainité, l'absence de confrontation avec la réalité de l'art actuel : il n'aurait pu naître qu'à Mougou ou même à Barcelone, il n'aurait jamais été français. Ce que nous avons vu à Paris, une peinture qui ne murt, qui prison, qui repli sur soi, qui espoir, qui garnison, qui province, où étaient les héroïnes les lettres et, comme il se fait lorsque le métier est profond, les plaintes

condamnée ■ **demeurer** aoutarrelne, l'expressionnisme  
paraît ■ ■ ■ commun ■ la première généra-  
tion ■ ■ ■ : ■ ■ ■ Rabin, ■ ■ ■ sculpteur  
■ ■ ■ Neizvesthyj, Elit Bejbutn, ■ ■ ■ portraits  
après tout, ne ■ ■ ■ pas ■ ■ ■ vigueur.

violente également approuvée : Vladimir Vajberg travaille le sillage de Morand et Boris Svesnikov (membre l'Union des comme Vajberg), pratique un pointillisme qui est surréaliste qui sont plus qu'ailleurs. Ici, on s'essaye, avec bonheur, au collage (l'assemblée Vladimir Nemuchin, Lidja Mesterkova) ou au dessin (Erik Brik) et l'on se langue, va même la violence des langages, les graphistes, peut-être plus les illustrateurs, les graphistes, Eduard Stejneger néo-suprématisme fort subtil, Lidja Vajberg cryptogramme et

un peu, ce n'est pas le Pérou. Mais où  
aujourd'hui ? Lorsqu'on a vu  
Paris, on ne se plus is  
l'égard d'une peinture  
ont au des  
politiques dans lesquelles des écrivains,  
mobjectera-t-on ? Certes, plus loin.  
il, ponts coupés  
beaux-arts, on n'a parler  
de poésie et, si détruit, interdit, cûblé,  
la peinture, que les arts plastiques,  
ne pouvait quelle n'y  
se se à son propos : nuit,  
c'est le Quelqu'un : = Tout possible  
grâce à Et :  
apporté qu'on se  
nature, ce nous vu à recon-  
plutôt le contraire.

**Quatuor Juilliard**  
mercredi 30 nov. ■ jeudi 8 déc.  
**Salle Gaveau 21 h.**

---

**Programme**

---

**MOZART**  
Les 4 derniers Quatuors  
n° 20 en ré, K. 499 "Hoffmeister"  
n° 21 en ré K. 575  
n° 22 en si bémol K. 589  
n° 23 en fa K. 590

---

**CBS 79204 coffret de 2 disques**

---

 **CBS MASTERWORKS** 

**CENTRES CULTURELS**



**ETRANGERS**

**CENTRE CULTUREL CANADIEN**  
6 rue de Constantine - 7<sup>e</sup>

**Jrudi 1<sup>er</sup> dimanche à 8 heures**  
1<sup>er</sup> thème de l'exposition  
du **PROFESOR** **JOJO** **PAID**  
en **TRADUCTION** **PAID**

**ART OF THE ESKIMOS**

**Jrudi 1<sup>er</sup> décembre à 20 h. 45**

**LA VULGARISATION**  
**SCIENTIFIQUE AUDIOVISUELLE**  
**A RADIO CANADA**  
**DEPUIS 25 ANS**

**COMITE** d'émissions présentées  
par **PROFESOR** **JOJO** **PAID**  
**TRADUCTION** **PAID**  
**ENTREE LIBRE**

**MERCREDI 7 DECEMBRE, 8 H.**  
**ST-THOMAS-WATSON**  
**- CONCERT AUTOUR DE NOËL -**  
**LES CHANTRES DE PARIS**  
**ENS. D'ARCHETS FRANÇAIS**  
Dir. : **CLAUDE RICARD**  
Loc. Durand - Libr. St-Séverin

**BOUFFES PARISIENS**  
**LES**  
**BRANQUIGNOLS**  
dans  
**le Petit fils**  
**du Cheik**  
Location Théâtre  
**4, RUE MONSIGNY (2<sup>e</sup>) 073**  
SOIRÉE 20h45 Dim. Matinée 14h30

**LES PRÉCIEUSES RIDICULES** de Molière  
DEUX VERSIONS  
Mise en scène de Jacques SAILLON  
**THÉÂTRE MOUFFETARD** 20 H. 30

Théâtre  
Sylvia Monfort  
5 décembre  
à 20 h 30

**MARIE  
FRANÇOISE  
BUCQUET** piano  
disques Philips  
et l'Ensemble l'Italo  
dir. **Charles Bruck**  
Concerto pour piano  
— **R. KOERING**

**PHILIPS**





















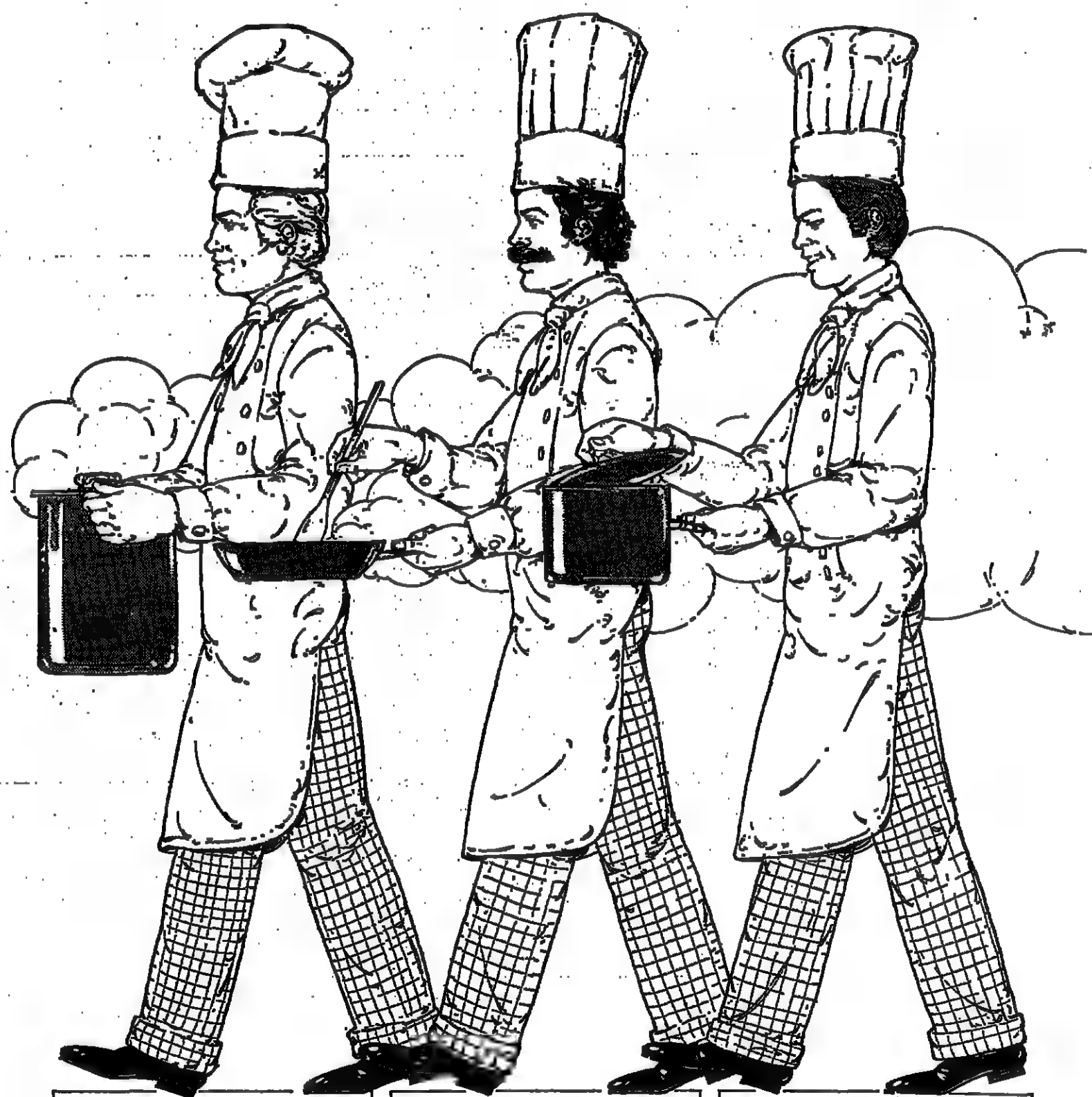






# FRANTEL.

## 3 NOUVELLES GRANDES TABLES: LYON, MARSEILLE, PARIS.



**FRANTEL LYON**  
RESTAURANT  
"L'ARC EN CIEL"  
TOUR DU CRÉDIT LYONNAIS  
PART-DIEU NORD  
TÉL : (78) 62.94.12

**FRANTEL MARSEILLE**  
RESTAURANT  
"L'OURSINADE"  
CENTRE BOURSE  
TÉL : (91) 91.91.29

**FRANTEL**  
**WINDSOR PARIS**  
RESTAURANT "CLOVIS"  
14 RUE BEAUJON  
TÉL : 227.73.00

# frantel

Des hôtels au cœur des villes.

RÉSERVATIONS CENTRALES : TÉL. PARIS (1) 423.88.00 - LYON (78) 62.94.12 - MARSEILLE (91) 91.91.29  
BESANCON - BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - DUNKERQUE - FOS-SUR-MER - GRANDE-MOTTE - LIMOGES - LYON - MACON - MARSEILLE - METZ - MONTPELLIER - MULHOUSE - NANCY  
NANTES - NICE - PARIS - PARIS ORLY - REIMS - RENNES - ROUEN - ST-ETIENNE - TOULON - TOULOUSE - GUADELOUPE - MARTINIQUE

تَكَزَا مِنَ الْأَصْلِ





# CARNET

## Réceptions

— A l'occasion de la réception de M. Radomir Radovic, ambassadeur de Yougoslavie, à Paris, une réception a eu lieu au salon de la République populaire de France et de la République de Serbie à l'occasion de la réception de M. Radomir Radovic, ambassadeur de Yougoslavie, à Paris, une réception a eu lieu au salon de la République populaire de France et de la République de Serbie.

## Naissances

— M. Michel Penven, 23 ans, 121, rue de la République, Paris. — M. Daniel et Jacqueline Lepetit, 147, rue de la République, Paris. — M. P.A.V. Carpentier et M. le Sylve Derouet, 147, rue de la République, Paris. — M. Roger Ferra et Mme, 140, avenue Saint-Rémy, 31000 Toulouse.

## Décès

— Mme Philippe Benda, 100 ans, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— Le général de corps d'armée et de la Légion d'honneur, M. et Mme Hubert Danosio, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Hubert Danosio, 147, rue de la République, Paris.

— M. Jacques Loebe, 147, rue de la République, Paris. — M. Jacques Loebe, 147, rue de la République, Paris. — M. Jacques Loebe, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris. — M. et Mme Jean-Jacques Delacour, 147, rue de la République, Paris.

ES TABLE  
PARIS.



MANTEL  
DSOR PARIS

**PROMOTION: Spécial GADOUX**

**ALCULATRICES & MONTRES ELECTRONIQUES**

Calculatrice « Grande Marque », 4 opérations de 39 à 580 F

Calculatrice « Grande Marque », Scientifique de 99 à 558 F

Calculatrice « Grande Marque », de bureau de 195 à 2000 F

Montres « Grande Marque », électronique de 69 à 690 F

**MAUBERT ELECTRONIC**

9, bd ST-GERMAIN, PARIS (9<sup>e</sup>)

**9<sup>e</sup> SALON des ANTIQUAIRES**

25-26-27-28-29 DECEMBRE 1977

spodex

**BASTILLE**

ts. les jrs. 10 h à 20 h

10 h à 23 h

**Christofle**

des cadeaux à tous les prix...

**porcelainor**

31, rue de Paradis 75010 Paris

**AMBRE**

SPECIALISTE DE LA MODE A PARTIR DU 44

Vous présente sa Collection de robes et ensembles habillés

83 av. du Général-Leclerc PARIS 14<sup>e</sup>

BELLE EPIRE-PARLY 2-VELIZY 2 CRETEIL-LYON LIMOGES-NANCY-MULHOUSE

Les belles montres ont toujours été un peu chères.

Les chères montres ont toujours été un peu chères.

Day-Date. Une Rolex mérite le prestige d'elle joint.

**ROLEX**

GENÈVE















## Un adhérent de la C.G.T. sera-t-il P.D.G. du «Courrier picard»?

### De notre correspondant

Amiens. Les C.G.T. ont essayé de vendre à sa dévotion depuis quelques jours pour faire passer l'histoire d'une manivelle de la C.G.T. au Courrier picard et de la C.G.T. à la manivelle. L'histoire jusqu'au contenu. L'histoire expliquée, lundi 28 novembre, au cours d'une conférence de presse, par le C.G.T., responsable régional de la Fédération française du travail.

● La cour d'appel de Londres, dans un jugement rendu mardi 11 novembre, a décidé que le Daily Express doit pouvoir augmenter sensiblement son tirage (3 200 000 exemplaires habituellement) pendant que le Daily Mirror est affecté (depuis dix jours) par une grève.

Le **Daily Express**, le plus grand syndicat Sogat, d'augmenter le tirage par **la prise de position** du **Daily Express**, qui tire normalement à 4 millions d'exemplaires.

**MORT DE M. BENOIT GELOT**  
**RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT A ANTENNE 2**

■ apprend la mort, ■  
■ Paris ■ novembre, de Benoit  
Gelot, journaliste, rédacteur en  
chef adjoint ■ Antenne 2.

licencié en droit et diplômé des études supérieures de droit public, Benoît Gaillet était à l'époque, en 1956, l'un des fondateurs et le secrétaire de la Conférence nationale algérienne pour la solution du problème algérien. Président de l'Association générale des étudiants de Nancy en 1957-1958, responsable au Centre régional

typographes seraient une viola-  
tion de la loi qui interdit toute  
exercice sans « licence commer-  
ciale ». — (A.F.P.)

● La Fédération International des rédacteurs en chef organise, le mercredi 2 décembre à Paris, une manifestation internationale : à 11 heures, messe au l'église Notre-Dame-des-Victoires ; à 15 h. 30, réunion d'adieu au 10, avenue de l'Opéra (siège de la Grande républicain) ; à 18 heures, dîner au Grand républicain (prix : 85 F).

Et tous les rédacteurs en chef de la Fédération International des rédacteurs en chef, 10, rue Saint-Marco, 75002 Paris.

## LA C.G.T. EXPRIME SON INQUIÉTUDE DEVANT LES PROJETS DE M. HERSANT

travailleurs du Livre C.G.T.  
appelle la profession à un arrêt vingt-  
quatre heures le jeudi 1<sup>er</sup> jan-  
vier. Un communiqué déclare  
notamment :

« Dans la politique d'unité mise en œuvre par le gouvernement et le patronat, nous exigeons : le droit au travail, l'arrêt des licenciements, un emploi pour chacun, la reprise des travaux confectionnés à l'étranger, l'augmentation du montant d'achat ».

C'est un franc — en France le journal tabloïd — écrit par ailleurs par e les travailleurs des quotidiens et de la presse parisiens, la presse française des travailleurs du Livre C.G.T. adhérents au N. S. S. et prior d'emploi 75 % de son personnel, soit six mille quatre-vingt-douze ouvriers.

Le syndicat y a même largement répondu à son inquiétude, qui place, dit le titre, « l'accent sur les traces d'Amaury » :

« **M. Henri Hersant, propriétaire**  
« **le plus important d'entre les**  
« **journaux français le récent acqué-**  
« **reur du Figaro et du France-Solr,**  
« **vient d'annoncer un plan de re-**  
« **structuration de son entreprise.** »

deux titres, supprimant  
quarts personnel (...)

« Il prévoit la fermeture des imprimeries parisiennes, l'éclatement des services administratifs et le regroupement dans une imprimerie offset embryonnaire des seuls tirages parisiens de l'«*Express*» et de France-Soir. »

Le projet d'imprimerie qu'il est question de situer à La Plaine-Saint-Denis, dans la banlieue proche de Paris où *Figaro* a son siège, ont acquis un ter-

D'ici part, à l'issue d'un  
mardi 10 novembre, le  
intersyndical du Liste parisien  
C.G.T. et les délégués du pen-  
nel C.G.T. en la Sirlo tou s'im-  
prime (le Figaro) dément que,  
à l'unanimité, les catégories

techniques se prononcent  
certaines modifications de la  
production, réponses posi-  
tives n'ayant pas donné

L'entrevue des syndicats avec M. Strauss portait sur les conséquences de la modernisation, sur l'emploi et sur l'éventuelle publication d'un *Égare-Dimanche*.

# LE MONDE IMMOBILIER PARIS.

**12** **REVISABLE** **2500** **FD** **90%** **CF.** **1973**

N°  
Att.  
Prix  
moyen  
m²  
ferme  
d'entretien  
montant  
des  
comptes  
du  
Foncier  
mode de  
livraison  
et  
trimestre

Nombre  
d'app.  
Parlons  
en surface  
Garage  
en sous-sol  
ou  
Métro  
Autobus  
R.E.R.  
Station  
Autoroute  
périphérique

**12** **5.200** **80 %** **20** **LIVRAISON IMMEDIATE** **38** **E** **M**

**SARLÉ DE LYON**  
**RUEILLY-DIDEROT**

**21, RUE CROZATIER** - Un petit ensemble dans une rue large, d'arbres, à proximité de la Lyon-Sud. 5 pièces - Exposition plein - Terrasses - Livraison - Appartement témoin tous jours (sauf mardi) de 14 h 30 à 18 h 30.

**PROMEX** 65, rue Rannequin, Paris-17° Tél. 755-82-10

**12** **5.900** **80 %** **20** **1979** **104** **E** **M**

**GÉNÉRAL MICHEL BIZOT PONTE BOREE PORTE CHARENTON**

Enfin immeuble ou sur une voie privée

**LES JARDINS DE WATTIGNIES** - 78, rue de Wattignies - La Vincennes à 114 mètres. Bureau de vente sur place de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 19 h. (sauf mardi et mercredi) - Tél. : 723-72-00

**SERCO** 14, rue Magellan PARIS (8°) **723-72-00**

**12** **6.200** **80 %** **20** **1977** **17** **E** **M**

**RÉSIDENCE PIERRE-BOURDAN** - 1-3, rue Pierre-Bourdan - Quelq. m. Notion, mais remarc. tout du bruit des p. intérieures, un résid. de classe prest. raffin. S. pl. lun., jeu., ven. 14 à 19 h., sam. dim., 10 à 12 h. et 14 à 19 h. 340-04-09.

**LA MAISON DU G. SCIC**, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15°), tél. 567-55-66.

**13** **6.033** **80 %** **20** **LIVRAISON IMMEDIATE** **125** **E** **M**

**CITE UNIVERSITAIRE**

A la limite du 13° et du 14° arrondissement  
102, boulevard Kellermann

Imm. entouré d'un merveilleux jardin intér. Appr. téles. ouv. de 14 h. à 19 h. Tél. 580-59-55.

**SERCO** 14, rue Magellan PARIS (8°) **723-72-00**

**13** **5.300** **80 %** **20** **1978** **100** **E** **M**

**CAP SUD** - Piece de Rappels - A proximité du Parc Montsouris - Une gamme d'appart.: studio au 5 pièces. Sur place lundi, jeudi, vendredi 14 h. à 20 h., sam., dim., 10 à 12 h. et 14 à 19 h. Tél. 589-71-21.

**LA MAISON DU G. SCIC**, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15°), tél. 567-55-66.

**13** **5.860** **80 %** **20** **LIVRAISON IMMEDIATE** **28** **E** **M**

**GALAXIE** - Pl. d'Italie, « AGATE » - Un nouvel imm. au calme, sur une dalle jardin, grds balc. loggia. St. à 5 ch. Centre avec grds magasins. Jeux d'enfants. Sur pl. t.l.jrs, 10 h à 12 h et 14 à 19 h, merc. toute la journée lund. res. 580-32-92 ou SP&L, 14, Roosevelt-8° - 256-55-11.

**15** **7.900** **80 %** **1979** **46** **E** **M**

**LES JARDINS D'ALLERAY** - Au sud, au 5 p. S. pl. 14 jours 10 à 12 h. et 14 à 19 h., st. lun., mar. T. 842-03-39.

**LA MAISON DU G. SCIC**, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15°), tél. 567-55-66.

**20** **5.700** **80 %** **1979** **137** **E** **M**

**GRANDS CHAMPS 112** - 112, r. d. Grands-Champs. Un imm. avec jardin intér. apport. aux prestat. raffin. S. pl. 14 jours 14 à 19 h., sauf mardi et merc., et am. 10 à 12 h. et 14 à 19 h. Tél. 307-17-06.

**LA MAISON DU G. SCIC**, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15°), tél. 567-55-66.

**20** **5.000** **80 %** **20** **1979** **125** **E** **M**

**GABRIETTA PORTE DE BAGNOLET ALEXANDRE-DUMAS**

**28/34 RUE DES PRAIRIES** - A deux pas du vieux village de CHARONNE, 2 immeubles classe dans un grand jardin aménagé, 5 Pcs. Renseignements s/pl. 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 19 h. (sf mar. et mer.).

**SERCO** 14, rue Magellan PARIS (8°) **723-72-00**

**« Le Monde Immobilier »**

c'est une rubrique de publicité ouverte à tous les constructeurs-promoteurs.

Elle est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier.

**... et un prêt CDE financera votre achat :**

**cde**

**Comptoir des Entrepreneurs**  
11 rue Volney Paris 2° - Tél. 260.35.36.

Tous financements immobiliers depuis 1848.















# ERONAUTIQUE

## CGT. réclame la construction de six nouveaux Concorde

Le syndicat CGT réclame la construction de six nouveaux Concorde pour répondre aux besoins de la compagnie Air France. Ce projet est présenté comme une solution pour maintenir la production de l'avion de pointe et créer des emplois. Les dirigeants de la CGT insistent sur l'importance de cette initiative pour l'industrie aéronautique française.

## ENERGIE LE PARLEMENT ITALIEN ADOpte LA CONSTRUCTION DE CENTRALES NUCLEAIRES

Fin et l'IRI

Washington

Le projet de construction de centrales nucléaires en Italie a été adopté par le Parlement. Cette décision marque un tournant important dans la politique énergétique du pays. Les investisseurs attendent avec intérêt les détails de la mise en œuvre de ce programme.

Le projet de construction de centrales nucléaires en Italie a été adopté par le Parlement. Cette décision marque un tournant important dans la politique énergétique du pays. Les investisseurs attendent avec intérêt les détails de la mise en œuvre de ce programme.

Le projet de construction de centrales nucléaires en Italie a été adopté par le Parlement. Cette décision marque un tournant important dans la politique énergétique du pays. Les investisseurs attendent avec intérêt les détails de la mise en œuvre de ce programme.

Le projet de construction de centrales nucléaires en Italie a été adopté par le Parlement. Cette décision marque un tournant important dans la politique énergétique du pays. Les investisseurs attendent avec intérêt les détails de la mise en œuvre de ce programme.

Le projet de construction de centrales nucléaires en Italie a été adopté par le Parlement. Cette décision marque un tournant important dans la politique énergétique du pays. Les investisseurs attendent avec intérêt les détails de la mise en œuvre de ce programme.

Le projet de construction de centrales nucléaires en Italie a été adopté par le Parlement. Cette décision marque un tournant important dans la politique énergétique du pays. Les investisseurs attendent avec intérêt les détails de la mise en œuvre de ce programme.

Le projet de construction de centrales nucléaires en Italie a été adopté par le Parlement. Cette décision marque un tournant important dans la politique énergétique du pays. Les investisseurs attendent avec intérêt les détails de la mise en œuvre de ce programme.

## TRANSPORTS REUNIES EN FLORIDE Les compagnies aériennes régulières cherchent à mettre au point une baisse de leurs tarifs

Les compagnies aériennes régulières cherchent à mettre au point une baisse de leurs tarifs. Cette initiative vise à stimuler la concurrence et à offrir de meilleures conditions aux voyageurs. Les discussions sont en cours et les décisions seront prises prochainement.

Les compagnies aériennes régulières cherchent à mettre au point une baisse de leurs tarifs. Cette initiative vise à stimuler la concurrence et à offrir de meilleures conditions aux voyageurs. Les discussions sont en cours et les décisions seront prises prochainement.

### France : chacun en aura pour son argent

France : chacun en aura pour son argent. Les compagnies aériennes cherchent à optimiser leurs coûts et à offrir des tarifs plus attractifs. Cette démarche est essentielle pour maintenir la compétitivité du secteur.

### Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

années se chiffre à 12,5 milliards de francs. Aucun autre secteur n'a entraîné de pertes aussi grandes ni autant contribué à la démonstration pratique de ce qu'est une expansion sans bénéfices.

années se chiffre à 12,5 milliards de francs. Aucun autre secteur n'a entraîné de pertes aussi grandes ni autant contribué à la démonstration pratique de ce qu'est une expansion sans bénéfices.

### EI Al : une troisième classe pour les vacanciers ?

EI Al : une troisième classe pour les vacanciers ? L'entreprise propose d'introduire une nouvelle catégorie de tarifs pour répondre aux besoins des touristes. Cette mesure vise à élargir l'accès aux vols internationaux.

### Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

## TRANSPORTS

### REUNIES EN FLORIDE

## Les compagnies aériennes régulières cherchent à mettre au point une baisse de leurs tarifs

Les compagnies aériennes régulières cherchent à mettre au point une baisse de leurs tarifs. Cette initiative vise à stimuler la concurrence et à offrir de meilleures conditions aux voyageurs. Les discussions sont en cours et les décisions seront prises prochainement.

Les compagnies aériennes régulières cherchent à mettre au point une baisse de leurs tarifs. Cette initiative vise à stimuler la concurrence et à offrir de meilleures conditions aux voyageurs. Les discussions sont en cours et les décisions seront prises prochainement.

### EI Al : une troisième classe pour les vacanciers ?

EI Al : une troisième classe pour les vacanciers ? L'entreprise propose d'introduire une nouvelle catégorie de tarifs pour répondre aux besoins des touristes. Cette mesure vise à élargir l'accès aux vols internationaux.

### Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

## TOURISME

### AU CONSEIL DES MINISTRES

## Des mesures pour favoriser les investissements

Des mesures pour favoriser les investissements. Le gouvernement propose une série de réformes pour attirer les capitaux étrangers et stimuler l'économie. Ces mesures incluent des incitations fiscales et des simplifications administratives.

Des mesures pour favoriser les investissements. Le gouvernement propose une série de réformes pour attirer les capitaux étrangers et stimuler l'économie. Ces mesures incluent des incitations fiscales et des simplifications administratives.

Des mesures pour favoriser les investissements. Le gouvernement propose une série de réformes pour attirer les capitaux étrangers et stimuler l'économie. Ces mesures incluent des incitations fiscales et des simplifications administratives.

### EI Al : une troisième classe pour les vacanciers ?

EI Al : une troisième classe pour les vacanciers ? L'entreprise propose d'introduire une nouvelle catégorie de tarifs pour répondre aux besoins des touristes. Cette mesure vise à élargir l'accès aux vols internationaux.

### Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

ments du littoral. Un programme de cinq mille places de camping et de deux mille lits de villages de vacances sera mis en chantier sur la Côte Aquitaine.

ments du littoral. Un programme de cinq mille places de camping et de deux mille lits de villages de vacances sera mis en chantier sur la Côte Aquitaine.

ments du littoral. Un programme de cinq mille places de camping et de deux mille lits de villages de vacances sera mis en chantier sur la Côte Aquitaine.

### EI Al : une troisième classe pour les vacanciers ?

EI Al : une troisième classe pour les vacanciers ? L'entreprise propose d'introduire une nouvelle catégorie de tarifs pour répondre aux besoins des touristes. Cette mesure vise à élargir l'accès aux vols internationaux.

### Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

Swissair : les barèmes actuels sont déjà très bas. L'entreprise suisse affirme que ses tarifs sont parmi les plus compétitifs du marché. Elle insiste sur la qualité de ses services et la sécurité de ses vols.

LENTILLES DE CONTACT parce que les yeux sont souvent les plus

LENTILLES DE CONTACT parce que les yeux sont souvent les plus

## CHANGEZ DE LANGUE MATERNELLE.



Changez de langue maternelle. Apprenez une nouvelle langue avec une méthode innovante. Contactez-nous pour plus d'informations.

Changez de langue maternelle. Apprenez une nouvelle langue avec une méthode innovante. Contactez-nous pour plus d'informations.

NOUVEAUX ARRIVAGES INTENSIF

**PRIX CHOIX STOCK**

**MONDIAL MOQUETTE**

DANS LES 11 CENTRES MONDIAL MOQUETTE

COLORIS EXTRAS

MOQUETTE VELOURS

**29** F/m<sup>2</sup>

UNE TRÈS BELLE MOQUETTE A LA PORTEE DE TOUS

EN MOQUETTE BOUCLEE

**15** F/m<sup>2</sup>

FIN DE SERIE Gde largeur décurée

DEPECHEZ-VOUS

ICI EN OFFRE UNE QUALITE EXCEPTIONNELLE A UN PRIX TRÈS BAS

**MOQUETTE Gde LARGEUR**

**2250** F/m<sup>2</sup>

FIN DE SERIE

APPORTEZ VOS DIMENSIONS - LIVRAISONS - POSES ASSUREES

**OUVERT: Lun. Mer. Mer. Jeu. Ven. Sam. de 9h à 20h**

<p>PARIS 13<sup>e</sup>: 40, quai d'Austerlitz</p> <p>Face gare d'Austerlitz.</p> <p>Tél.: 584-72-38</p>	<p>BAGNOLET: 191-193, av. Pasteur</p> <p>5 min Porte des Lilas</p> <p>Tél.: 361-16-46</p>	<p>FOSSÉS-SURVILLIERS: Zone Industrielle de Fossés. Près gare S.N.C.F. Tél.: 471-03-44</p>
<p>PARIS 13<sup>e</sup>: 90, bd Jourdan</p> <p>50 m Porte d'Orléans</p> <p>Tél.: 539-35-82</p>	<p>COIGNIERES (N 10): près Trappes, route du Pont d'Auineau</p> <p>Tél.: 461-70-12</p>	<p>MAISONS-ALFORT: 129, rue Jean-Jaures, RN 5</p> <p>Tél.: 368-44-70</p>
<p>PARIS 10<sup>e</sup>: 114, rue Damrémont</p> <p>Tél.: 606-05-73</p>	<p>BOULOGNE: 82 bis, rue Gallieni</p> <p>Tél.: 605-45-12</p>	<p>SAINT-DENIS: 73, rue de la République. Tél.: 620-82-83</p>
<p>PARIS 19<sup>e</sup>: 144, bd de La Villlette M. Colonel Fabien et J. Jaures. Tél.: 203-09-79</p>	<p><b>11 CENTRES A VOTRE SERVICE</b></p>	<p>SARCELLES: 29, av. Division Leclerc. RN 15 route de Chantilly. Tél.: 990-00-77</p>



# ÉTRANGER

## Investir en Italie

De notre correspondant

Rome. — L'Italie n'est plus ce paradis où les hommes d'affaires pouvaient compter sur une main-d'œuvre bon marché et mille autres pour tourner le loi. Les salaires et les charges sociales ont atteint un niveau européen; les contrôles se sont renforcés; les communistes campent aux portes du pouvoir. Enfin, les investisseurs créent un climat permanent d'insécurité.

Investir dans un pays aussi incertain ? Certains « investisseurs confidentiels », diffusés par abonnement, ont tendance à en dissuader les détenteurs de gros capitaux. Attention, disent-ils, une subsistance, aux deux domaines qu'on vous fera miroiter : le secteur public est un puits sans fond, et le Mezzogiorno ne « décolle » pas toujours. Les investissements étrangers en Italie ont, du reste, considérablement diminué entre les deux exercices précédents, tombant de 578 millions de dollars en 1976 à 70 millions en 1977.

part, vont de ministre en banquier, de dirigeant politique en capitaine d'industrie. Vous ne savez pas, ils ont rencontré aussi les responsables communistes et les socialistes généraux des trois confédérations syndicales. C'est le président du conseil, un personnage, qui leur commentera, en fin de visite, les résultats de son plan d'austérité : une lire stable, des réserves plus abondantes, moins de grèves et d'insécurité.

Conclu, une douzaine de visiteurs auraient déjà décidé d'investir en Italie. Les optimistes soulignent cependant de précéder que la délégation compte aussi des représentants de firmes déjà implantées dans le pays. Cautela sont peut-être venus pour inspecter, sinon pour reconstruire leurs choix.

M. Stammati, ministre du Trésor, ne veut pas vendre trop tôt le peu de l'our. « Ces conversations ont été encourageantes, a-t-il déclaré. Mais beaucoup dépendra des résultats que nous réussirons à obtenir dans les prochains mois. » Ce n'est pas la lecture du quotidien officiel du patronat italien qui amportera l'adhésion des visiteurs étrangers. Mardi 29 novembre, il Soit 24 Ore tirait sombrant sur son papier rose : « 1978 se profile de manière toujours plus inquiétante... » — R.S.

## La Communauté européenne participera au développement de l'agriculture des Antilles

De notre envoyée spéciale

Pointe-à-Pitre. — Des représentants professionnels des agriculteurs de la Guadeloupe et de la Martinique se rendront au cours des prochains mois à Bruxelles afin de discuter directement avec les membres de la Commission européenne des problèmes propres de ces départements et des solutions envisageables dans le cadre de la politique agricole commune. Tel est l'un des principaux résultats de la visite que les neuf ministres de l'agriculture européenne ont effectuée aux Antilles françaises du 24 au 28 novembre. Ce voyage n'avait pas pour but d'aboutir à des décisions précises concernant les départements d'outre-mer (DOM), mais de permettre aux neuf ministres de l'agriculture de connaître et de mieux comprendre les problèmes spécifiques de ces régions.

La Martinique et la Guadeloupe ne bénéficient que depuis 1975 des mécanismes européens (Fonds européen de développement régional, Fonds de garantie agricole, Fonds social européen, etc.), mais de nombreuses adaptations restent nécessaires pour que leur intégration au Marché commun agricole soit complète. Il fallait donc convier les partenaires de la France, jusqu'à présent réticents, que la politique communautaire, comment notamment certains produits tropicaux (sucre de canne, rhum, bananes, etc.) devrait être adaptée.

Il faut trouver une solution aux problèmes antillais dans le cadre de la politique de la C.E.E., sur ce point le diagnostic est clair », a déclaré M. Finn Gundelach, commissaire européen chargé de l'agriculture. Toutefois, l'intégration ne doit pas se faire sans contreparties. « Les Antilles insistent sur leur appartenance à l'Europe, mais elles ne doivent pas demander un statut spécial. On peut nous demander une politique suffisamment flexible pour tenir compte des spécificités, mais pas une série de dérogations », a précisé M. Gundelach. En clair, les DOM ne pourront pas obtenir un Fonds de développement spécifique ni l'extension de la réglementation française du rhum et de la banane à l'ensemble de l'Europe. En revanche, des aménagements pourront être réalisés dans la réglementation sur le sucre afin de tenir compte des coûts de transport plus élevés ou des conditions particulières de stockage. De même, la Commission européenne acceptera qu'une partie du quota de sucre de canne non utilisé en Guadeloupe et en Martinique soit transféré à la Réunion. Enfin, en ce qui concerne le banane, production qui tend à supplanter aux Antilles la canne à sucre, M. Gundelach a assuré que les garanties de prix et d'écoulement actuellement accordées sur le marché français ne seraient pas remises en question dans un proche avenir.

VERONIQUE MAURUS.

## MONNAIES

### VIF REDRESSSEMENT DU DOLLAR A TOKYO

Le dollar s'est très vivement redressé à Tokyo ces dernières heures, reprenant son cours de 240 yens par dollar. Les investisseurs japonais (voir ci-contre) l'artefice de notre correspondant R. Pons). Surtout les jours précédents au plancher de 240 yens par les interventions de la Banque du Japon, il s'est élevé d'un seul coup à 246 yens par dollar, puis à 248 yens. Une telle reprise a été facilitée par les rachats de vendeurs à découvert et les acquisitions de dollars nécessaires à la couverture des importations japonaises. Le mouvement s'est communiqué aux places européennes, où le dollar, après avoir touché ses plus bas niveaux historiques lundi soir, a amorcé mardi une remontée qui s'est poursuivie mercredi. A Frankfurt, le dollar a passé ainsi de 2,215 DM à 2,23 DM et à Paris, de 2,146 F.S. à 2,16 F.S. A New York, le dollar a été légèrement apprécié à 4,88 F. contre 4,85 F. la tenue du franc s'améliorant légèrement vis-à-vis du Deutschmark, dont le cours revient de 2,169 F. à 2,161 F.

## Le nouveau gouvernement japonais relancerait l'activité et faciliterait les importations

De notre correspondant

Tokyo. — Moins de quarante heures après la formation, lundi dernier, du nouveau cabinet Fukuda, le yen a perdu cinq points de sa valeur par rapport au dollar. Mercredi 30 novembre, la monnaie japonaise cotait 246 yens pour 1 dollar, quelques heures après l'ouverture du marché des changes à Tokyo, alors qu'elle échangeait au cours de 240-241 yens en début de semaine.

Certains financiers voient dans ce mouvement le fin de la monnaie du yen. Il est pourtant un peu tôt pour parler d'un changement sur le marché des changes en relation avec la mise en place du nouveau gouvernement. La baisse soudaine de la valeur du yen, qui, la semaine dernière, paraissait se stabiliser au cours de 240 yens pour un dollar, apparaît davantage, pour l'instant, comme un phénomène temporaire. Elle est, estiment les commentateurs, le résultat de facteurs techniques : certaines banques étrangères, et surtout les grandes maisons de commerce nipponnes, qui, en se portant acheteuses de yens le mois dernier, avaient provoqué la valorisation de la monnaie japonaise par rapport au dollar, se sont apparemment

ment trouvées à court de devises américaines. Pour éviter un risque de change, elles ont vendu une partie importante de leurs avoirs en yens, estimant de toute façon que leur bénéfice était déjà substantiel.

Le deuxième facteur qui a vraisemblablement joué est un resserrement du dollar sur les marchés américains et européens. A la suite, apparemment, des déclarations rassurantes faites lundi 28 novembre par M. Carter.

### Un budget de quinze mois

S'il ne semble pas que la formation d'un nouveau gouvernement japonais ait été favorisée par les milieux d'affaires nipponnes — ait un impact direct sur le cours du yen, il reste qu'indéniablement le nouveau cabinet Fukuda, qui commencera son mandat le 1<sup>er</sup> décembre, a l'intention de relancer l'activité économique.

Le premier ministre a créé mardi 29 novembre un conseil interministériel regroupant les principales personnalités du gouvernement chargées des affaires économiques, dont la présidence a été confiée à M. Miyasawa, directeur de l'Agence de planification.

C'est avec l'objectif de diminuer l'excédent du commerce extérieur que travaille le nouveau conseil. A cette fin, il met au point un « budget » de quinze mois, à proposer prochainement par M. Fukuda, qui comblera un second budget supplémentaire pour la fin de l'année fiscale 1977 (qui s'achève en mars) à la loi de finances 1978. Aucun chiffre n'a été fourni officiellement : selon la presse, le budget supplémentaire devrait s'élever à 800 milliards de yens (3,3 milliards de dollars).

Dans le commercial, le conseil interministériel étudie, d'autre part, une série de mesures, qualifiées de « drastiques », destinées à réduire les importations et à réduire l'excédent commercial avec les Etats-Unis. Apparemment, M. Komoto, nouveau

ministre du commerce et de l'industrie, n'a pas l'intention de modifier radicalement la position japonaise en matière d'importation. Celle-ci consiste en le fait à réduire l'excédent commercial par une augmentation des importations des seuls mois précédents. M. Komoto a, d'ailleurs, déclaré que toute critique de Washington dans ce domaine serait interprétée comme une intervention des Etats-Unis dans la politique intérieure japonaise. Comme l'a rappelé, néanmoins, mardi, à l'ouverture de la réunion du GATT à Genève, le représentant du Japon, Tokyo entend, à partir du 15 janvier prochain, réduire de 40 % les droits de douane sur certains produits.

Du côté américain, au contraire, plutôt favorablement les relations avec le Japon, Tokyo entend, à partir du 15 janvier prochain, réduire de 40 % les droits de douane sur certains produits. Du côté américain, au contraire, plutôt favorablement les relations avec le Japon, Tokyo entend, à partir du 15 janvier prochain, réduire de 40 % les droits de douane sur certains produits.

PHILIPPE PONS.

## LES EXPORTATIONS NIPPONES D'ACIER VERS LA C.E.E. CONTINUERONT A ETRE LIMITEES

Les accords officiels qui limitent à 1,5 million de tonnes, en 1977, les exportations d'acier japonais vers le pays de la Communauté économique européenne, ont été prorogés d'une année à l'issue de négociations qui se sont déroulées à Bruxelles en début de semaine. Les discussions ont également porté sur les prix minima de référence, qui doivent prochainement être fixés par les Etats-Unis pour leur importations d'acier.

Les experts japonais, comme ceux de Bruxelles, estiment, semble-t-il, que la meilleure formule pour régulariser les échanges, en cette période de crise, soit précisément d'étendre aux relations nippo-européennes la formule des prix minima fixés actuellement par le gouvernement américain. Ce dernier n'en poursuit pas moins des enquêtes ouvertes pour évaluer la demande de nombreuses firmes sidérurgiques d'outre-atlantique.

## Formation en matière de passation de contrats

Un cycle de formation permanente intensive (6 fois 4 heures) organisé et animé par l'IAPE 182, rue Saint-Charles 75015 PARIS. Tél. : 578.02.28

le savoir enseigner de l'université, plus le savoir faire du monde des affaires.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### GROUPE DES ASSURANCES NATIONALES

#### AUGMENTATION DE CAPITAL DU GAN INCENDIE ACCIDENTS

Le collège exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires du GAN-Incendie-Accidents s'est réuni le 24 novembre sous la présidence de M. Lavall, président de la section des assurances du Conseil d'Etat, et a décidé de porter le capital social de la compagnie de 100 millions de francs à 250 millions de francs, par émission de 150 000 actions nouvelles au nominal de 1 000 F.

#### SOCIÉTÉ MARTELL & Co

Société Anonyme au capital de 94 887 000 F  
Siège social : place Edouard-Marcel - 18101 COGNAC  
R.C. COGNAC B 805.520.616

#### ÉMISSION D'UN EMPRUNT EN OBLIGATIONS CONVERTIBLES DE 108 025 200

Prix d'émission : le pair soit 370 F par obligation ;  
Taux de rendement nominal : 8,75 % soit 32,58 F ;  
Taux de rendement actuariel brut : 10,71 % ;  
Souscription prioritaire du 24 novembre au 8 décembre 1977 inclus.  
Souscription du public à partir du 9 décembre 1977.  
Visa de la COB n° 77-160 du 17 novembre 1977.  
B.A.L.O. du 21 novembre 1977.

#### COMPAGNIE DES MACHINES BULL

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 29 novembre 1977 sous la présidence de M. Delaage, président-directeur général, a approuvé les comptes de l'exercice social clos au 30 juin 1977, d'une durée exceptionnelle de dix-huit mois.

La valeur du portefeuille de participations s'est accrue de près de 347 millions de francs et le bénéfice net s'est élevé à 54,3 millions de francs, dont 20,5 millions de francs au titre de reprises de provisions. Le dividende a été fixé à 1,50 F par action, plus avoir fiscal, pour distribuer, contre 1 F pour l'exercice précédent, de deux mois, soit une majoration de 50 %.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	Bas + Haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U. ...	4,8300 4,8275	+ 120 + 120	+ 230 + 230	+ 780 + 780
\$ Can. ...	2,2340 2,2320	+ 120 + 120	+ 140 + 140	+ 430 + 430
Yen (100) ...	2,1600 2,1580	+ 120 + 120	+ 220 + 220	+ 720 + 720
D.M. ....	2,1700 2,1680	+ 90 + 120	+ 230 + 230	+ 430 + 430
Franc ...	2,0130 2,0110	+ 30 + 110	+ 300 + 300	+ 410 + 410
F.S. (100) ...	12,5300 12,5280	+ 370 + 430	+ 590 + 590	+ 1.540 + 1.570
F.S. ....	2,2400 2,2380	+ 120 + 150	+ 230 + 230	+ 520 + 520
S. (1 000) ...	2,1500 2,1480	+ 700 + 720	+ 1.040 + 1.040	+ 2.780 + 2.780
S. ....	2,1600 2,1580	+ 170 + 230	+ 260 + 430	+ 920 + 1.180

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/4	6	12	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4
D.M. ....	3/4	6	12	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4
U.S. ....	3/4	6	12	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4
Franc ...	3/4	6	12	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4
F.S. ....	3/4	6	12	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4
F.S. ....	3/4	6	12	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4
F.S. ....	3/4	6	12	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4
F.S. ....	3/4	6	12	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

### (PUBLICITE)

#### VALAIS - SUISSE

Combinez un investissement sûr et intéressant avec vos vacances d'été et d'automne dans votre appartement ou chalet dans des stations renommées du VALAIS CENTRAL.

#### JOURNÉES D'INFORMATION

Les promoteurs-construteurs (sans intermédiaires) sont à votre disposition avec maquettes, plans de détail, photos, pour vous informer sur les possibilités d'investissement dans l'immobilier, financement, location, etc.

A PARIS, du 1<sup>er</sup> au 3 décembre 1977, Grand Hôtel, Place de l'Opéra, de 12 heures à 22 heures.  
Aménagement offert pour tout achat effectué durant l'exposition.  
Pour informations : Jean-Pierre MARTI, 16, rue Molitor, 75016 PARIS. Tél. : 850-80-50 - 853-15-44.  
ou PROJECT 10 S.A., par P.-H. CAILLARD, 28, avenue de la Gare, 93015 NOISY (Seine). Tél. : 1941/27-274822.

Reservation : 225.99.08

**IRAN AIR**

Only Sud

**PARIS-ROME TEHERAN.**

BOEING 707 : Mardi - Jeudi - Samedi 14 h 00

**CORUM**

Artisans d'Horlogerie Fine

LA TRADITION FRANÇAISE

Un authentique lingot d'or fin dans votre montre. Une création brevetée de CORUM.

Cher les grands joailliers  
CORUM France, 68, rue Charlot Paris 75003. Tél. 277.39.54

مكتبة من الأصل







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES  
— JEUNESSES : Le point de vue de Richard Dethy : « Les cache-chénies », par Bruno Schachtel.
- 3-4. ÉTRANGER  
— Les divisions du monde arabe.  
— LIBRES OPINIONS : « La logique du processus », par Claude Bourdet.
4. DIPLOMATIE  
— La conférence de Belgrade.
- 5-7. EUROPE  
— ALLEMAGNE FÉDÉRALE : de nouvelles poursuites sont notifiées à M. Croissant.  
— POINT DE VUE : « Pour le retour du prisonnier de Stammheim », par Stéphane Bordier, Roland Dumas, Jean-Jacques de Felice et Joël Nordmann.  
— « La République fédérale en mouvement » (II), par Alain Chénant.
8. AMÉRIQUES  
— CHINE : les relations avec l'Albanie se détériorent rapidement.
- 10 à 12. POLITIQUE  
— Le projet d'indemnisation des rapatriés à l'Assemblée nationale.
- 14-15. SOCIÉTÉ  
— Le Syndicat de la métallurgie estime que Mlle Guegan n'a légalement egi.  
— BONNES FEUILLES : préface de Michel Foucault aux « Juges de la loi ».
16. ÉDUCATION  
— Le 1<sup>er</sup> colloque des intellectuels juifs.

**LE MONDE DES ARTS  
ET DES SPECTACLES**  
PAGES 17 à 20  
EXPOSITIONS : Le siècle de Rubens au Grand Palais ; « Entrevues avec Pierre Souloumi ».  
CINÉMA : Marco Ferreri tourne « Bête de scène » ; Rétrospective novembrienne.  
OUVERTURES : L'art dissident à la Biennale de Venise.

16. MÉDECINE  
— Les psychotiques et l'écologie.
33. PRESSE  
— Les décisions gouvernementales.
- 34 à 36. ÉCONOMIE  
— Les décisions gouvernementales.

**LIRE ÉGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (36 et 37)  
Annonces classées (36 à 37)  
Aujourd'hui (37) ; Carnet (38)  
« Journal officiel » (37) ; Météorologie (37) ; Mots croisés (37) ; Sources (38).

**9<sup>e</sup> SALON  
des  
ANTIQUAIRES**  
25 NOVEMBRE - 3 DÉCEMBRE 1977  
pavillon spodex  
PLACE DE LA  
BASTILLE  
ts. les jrs. 10 h à 20 h  
mardi et vendredi  
10 h à 23 h

**MATH - SECOURS**  
cours secondaire privé  
**RÉVISIONS DE NOËL**  
du 22 au 28 décembre 1977 : 6<sup>e</sup> à Terminale  
● CONSULTATIONS INDIVIDUELLES - ORIENTATION  
● COURS RÉGULIERS - 2 heures par semaine  
16<sup>e</sup> Mairie, 304-11-11 - 6<sup>e</sup> Odéon, 325-66-50 - 8<sup>e</sup> St-Lazare, 293-68-68

**UNE PRÉCIEUSE AMITIÉ**  
pour offrir un peu de cette précieuse humanité  
**JACQUES TOUR**  
VOTRE AMI JOAILLER  
9-80 DES CAPUCINES-PLACES DE L'OPÉRA, 75002 PARIS

Le numéro du « Monde »  
daté 30 novembre 1977 a été tiré  
à 530 358 exemplaires.

## AU CONSEIL DES MINISTRES

### Un programme global d'aide au Languedoc-Roussillon

Le gouvernement devait approuver au conseil des ministres de ce mercredi 30 novembre un programme en faveur du Languedoc-Roussillon auquel le président de la République s'est personnellement intéressé. Alors que jusqu'à maintenant les pouvoirs publics avaient tendu à traiter les difficultés de cette région de manière sectorielle (l'aménagement des stations touristiques, la viticulture), le plan actuel — qui ne devrait être que la première étape d'un programme à long terme — cherche à appréhender l'ensemble des problèmes : mono-activité (vigne), industrie fragile et dispersée (95 % des industries sont des P.M.E.), retards pour les voies de communications, taux de chômage (15,7 %) le plus fort de France avec la Corse.

Le plan arrêté du gouvernement comprend quatre volets essentiels :

● **L'AGRICULTURE** — En dehors de l'application du plan viticole adopté en janvier dernier et le prolongement des crédits accordés à la S.A.P.E.R. pour qu'elle rachète les terres abandonnées par les viticulteurs âgés. Un programme d'équipement hydraulique est prévu dans la zone Béziers-Narbonne et dans le Lauragais pour développer les cultures de soja, de maïs, de sorgho. Des aides seront accordées aux conserveries pour les inciter à se regrouper. Enfin, seront encouragées les méthodes d'embouteillage de vins de qualité.

● **LES ÉQUIPEMENTS** — Deux programmes routiers dits « d'urgence » sont prévus. Un autre programme de 14 millions de francs pourra être lancé par l'État et l'établissement public régional prend à sa charge 50 % du coût.

● **LE CANAL DU RHONE À SÈTE** — Les élus et les responsables économiques souhaitent qu'une voie d'eau moderne relie le port de Sète (dont le développement est fait, pour certains produits, un rival de Marseille) au futur axe Rhin-Rhône.

● **L'INDUSTRIE** — Les services de la D.A.T.A.R. ont beaucoup de mal à trouver des industriels souhaitant se décentraliser ou s'installer dans cette région. Toutefois, comme il faut en priorité empêcher les faillites des P.M.E. locales, la société de développement régional va voir ses possibilités d'intervention accrues. La centrale solaire expérimentale

installée à Béziers, soit à Sallagou, qui coûtera environ 95 millions de francs, sera financée par l'État et par les collectivités de département des Pyrénées-Orientales et de l'Aude à sa charge 40 % du financement régional. D'une façon générale, la région bénéficiera de l'ensemble des procédures d'aides industrielles actuellement « disponibles ».

De Nîmes à Perpignan quel accueil réservera ce plan gouvernemental ?

Le comité économique et social se réunira le 8 décembre et le conseil régional le 12. Des négociations financières ardues s'engageront avec les pouvoirs publics et il est probable que la région devra en 1978 relever sensiblement ses recettes fiscales.

La question se pose enfin de savoir à cette occasion s'il ne faut pas modifier le rôle, le statut et peut-être les compétences de la mission interministérielle d'aménagement touristique du Languedoc-Roussillon dont les crédits (en autorisation de programmes) passent de 46 millions de francs en 1977 à 27 millions de francs en 1978.

Le gouvernement ayant, en effet, décidé de ne pas traiter le Languedoc sous le seul angle touristique, de proroger la durée de la mission jusqu'en 1980 et d'attribuer 30 % au moins de son budget à des investissements dans l'arrière-pays, une formule comparable à celle du commissariat à l'aménagement du Massif Central paraît être mieux adaptée aux nouveaux objectifs et serait d'ailleurs envisagée.

F. GR.

## Les industriels ne s'attendent pas à une reprise de leur production mais croient à une certaine hausse de leurs prix

« Les perspectives (des industriels) correspondent à une hausse modérée pour les prochains mois », estime l'INSEE au vu de sa dernière enquête mensuelle (octobre) auprès des chefs d'entreprise. En fait, à la lecture des réponses chiffrées qu'a obtenues l'institut, cette « modération » se reconstruit légèrement de mois en mois. Elle correspond à une hausse des prix à la production de 0,5 % à 0,6 % par mois, soit d'environ 7 % par an. Le nombre des industriels prévoyant une augmentation de leurs prix dépasse, en effet, largement les proportions des mois précédents et même celles de juillet.

L'optimisme de l'INSEE n'est pas non plus absent de son commissaire sur l'évolution probable de l'activité française.

« Les industriels s'attendent au maintien de l'activité industrielle dans son ensemble », écrit l'INSEE. En fait le nombre des

chefs d'entreprise pessimistes est un peu plus élevé que les mois précédents. « La production industrielle », ajoute l'INSEE, « est stabilisée à la rentrée après une légère diminution avant les congés. Simultanément, les commandes de commandes ont tendance à se reconstruire légèrement depuis juillet. La demande adressée à l'industrie apparaît en définitive un peu plus soutenue qu'il y a trois mois. Toutefois, les carnets d'ordres restent jugés peu garnis depuis le printemps et les industriels qui ne tiennent pas de carnets (15 %) constatent un affaiblissement de la demande étrangère ».

Envisageant des stocks, dont l'ampleur excessive avait aggravé la crise de 1974-1975, l'INSEE estime que « malgré une atténuation passagère début octobre, ils sont jugés trop lourds et font attendre, de la part de leurs détenteurs, la poursuite de l'effort de réduction entreprise à la fin de l'été dernier ».

## A propos des « importations sauvages »

### Les parlementaires français demandent « une attitude nouvelle » à l'égard des pays en développement

La commission parlementaire d'enquête sur les « importations sauvages » en provenance des pays extérieurs à la C.E.E. réclame, « dans l'intérêt national », une « attitude nouvelle » de la politique gouvernementale. « Il faudra nous résoudre à adapter le droit international à des règles qui, sans nuire à nos intérêts économiques, favorisent le développement commercial, organisent le libéralisme », souligne-t-elle, en conclusion d'un rapport de 341 pages, présenté par M. Jacques Linnou, député R.P.R. (Paris). Les membres socialistes et radicaux de gauche de la commission se sont abstenus lors du vote de ce rapport.

Préparé par M. Roland Boudet, député radical (Orne) et composé de 21 membres (13 de la majorité, 8 de l'opposition), cette commission, créée le 18 mai 1976, a tenu 26 séances, précédées à une certaine d'auditions et s'est rendue au siège de la C.E.E. à Bruxelles. Elle s'est penchée sur tous les secteurs touchés par les « importations sauvages », notamment le textile — dont les effectifs ont diminué de deux ans de 43 000 personnes — et l'habillement.

La commission souligne que la France « doit conserver une gamme relativement complète d'activités, promouvoir les productions de qualité, adapter l'ou-

til de production en s'appuyant d'abord sur les petites et moyennes entreprises créatrices d'emplois ». Il s'agit aussi de « reconnaître les rapports des administrations centrales et des organisations professionnelles, changer et renforcer les procédures de contrôle des importations, mieux orienter l'activité des services de contrôle et rendre plus efficaces les mécanismes de sanction ».

Tout en se défendant de participer à « l'édification d'une armée protectionniste », le rapport met l'accent sur « la nécessité d'une organisation internationale du libéralisme » et d'une « Europe plus européenne ». Il s'agit aussi de définir une « attitude nouvelle » envers les pays en voie de développement : les investisseurs des pays industrialisés devraient « davantage prendre en compte la satisfaction des besoins élémentaires des populations et orienter davantage vers la création d'emplois productifs ».

● **Cambriolages au siège du Mouvement des jeunes radicaux de gauche** — Le siège du Mouvement des jeunes radicaux de gauche, 18, rue Saint-Hippolyte, à Paris (17<sup>e</sup>), vient d'être cambriolé à deux reprises. Un magnétophone et des bandes magnétiques ont disparu après le premier vol.

## En République Sud-Africaine

### TRENTE JOURNALISTES NOIRS ONT ÉTÉ APPRÉHENDÉS AU COURS D'UNE MANIFESTATION

Johannesburg (A.F.P.). — Plus de trente journalistes noirs ont été appréhendés mercredi 30 novembre dans le centre de Johannesburg par la police, alors qu'ils manifestaient pacifiquement pour demander la libération des prisonniers politiques en particulier des journalistes détenus sans procès.

Les journalistes — employés pour la plupart au « Rand Daily Mail » et au quotidien « Post » à clientèle africaine — avaient choisi le jour des élections législatives, réservées aux Blancs, pour organiser leur manifestation, dont l'objectif était le quartier général de la police. Ils ont été arrêtés après avoir défilé en quelques centaines de mètres en portant des pancartes demandant la levée de l'état d'urgence de l'Union de journalistes noirs (U.J.N.), personnes le mois dernier par le gouvernement.

### LE PRIX EDMOND-MICHELET DÉCERNÉ A UN OUVRAGE COLLECTIF « DE GAULLE ET LE SERVICE DE L'ÉTAT »

Le prix Edmond-Michelet a été attribué à l'ouvrage collectif « De Gaulle et le service de l'État », dont les auteurs sont collaborateurs du général de Gaulle. Quatre voix sont allées au film de Pierre Cardinal « Les chénes qu'on abat ».

Ce prix, institué en 1971, a été créé à la mort d'Edmond Michelet, résistant, député, ministre du général de Gaulle, ancien ministre de l'Intérieur ou la pensée de Charles de Gaulle. Il a été remis par M. Maurice Druon, de l'Académie française, ancien ministre de l'Intérieur, à M. Jacques Boireau, l'un des auteurs, qui fut conseiller technique à l'Élysée de 1962 à 1968.

● **La Raïon du plus fou** — L'ouvrage de Daniel Karlin et Tony Laine publié aux Éditions sociales, donne l'occasion à ses auteurs d'analyser un débat de centre Beaubourg le vendredi 2 décembre, à 18 h 30, au 10, rue d'Assolvi.

**STRE**  
64, rue de Rennes  
PARIS 6

La  
MODE D'ÉTÉ  
dès maintenant  
pour  
celles qui partent  
au soleil

**RIVES**  
LA GRANDE MAROQUINERIE  
DE PARIS



CROCODILE  
1750 F

156, rue de Rivoli, 156  
BOULEVARD MONTMARTRE - LOUVRE - BOULEVARD

**18 calculatrices  
peu communes  
chez Duriez**

Vous donnez l'heure, la date avec ou sans 4 fonctions chrono ; sonnent vos rendez-vous ; calculent votre courbe de chance ; vous rappellent vos 20 dernières opérations ; font joyeux tint, etc. Et en plus, elles calculent : Formes ; briques, calepin, règle, coup de poing, style... Elles portent de grands noms : Texas, Casio, Sharp, Olympia, Casio, etc. Coût entre 100 et 500 F. en discount chez Duriez, 132, Bd. St-Germain. 150 modèles calculatrices tous genres, march, à écriture, etc. Quantités limitées.

**FRANZ SCHLITZ**  
du 23 novembre au 7 décembre 1977  
Galerie OBISSIDIENNE 28, A. Maignan - 75008 Paris. Tél. 286.67.93

**PRÊT - A - PORTER**  
HOMMES - DAMES - JUNIORS

**CLUB DU SAMEDI**  
CCB

**PROMOTION EXCEPTIONNELLE :**  
REMISE **15 %** SUR PRÉSENTATION DE CE BON (VALABLE JUSQU'AU 14-12-77) RÉDUIRE sur Manteaux Hommes, Dames, Enfants.

Ex. :  
Pardessus Homme (75 % cachemire) ... 459 F après remise  
Loden Autrichien Homme ... 271 F après remise  
Manteau Femme (velours de laine) ... 297 F après remise  
Manteau Femme (shetland) ... 373 F après remise

**SPÉCIALISTE COSTUME HOMME**

Ex. :  
2 PIÈCES (polyester et laine) ... 360 F  
3 PIÈCES (pure laine) ... 545 F

**COSTUMES DE MARQUES**

**SKI : Ensembles et Anoraks**  
ENSEMBLE HOMME (Blouson et Salopette) ... 249 F  
ENSEMBLE ENFANT (de 10 ans) ... 190 F  
ANORAK ENFANT (de 10 ans) ... 114 F  
ANORAK FEMME ... 75 F

Grand choix : manteaux, imperméables, jupes, pulls, chemisiers, articles pour enfants, etc...

**« CLUB DU SAMEDI »**  
17, rue d'Aboukir, PARIS - Métro Sentier - Tél. 233-42-59  
Du lundi au samedi de 9 h à 19 h. Nocturne mardi jusqu'à 21 h.